

JEAN-C. FILITTI
Diplômé de l'École des Sciences politiques

ROLE DIPLOMATIQUE
DES PHANARIOTES

DE 1700 A 1821

Préface par **SIDNEY-VIGNEAUX**

« Πθέλον πεισθῆ στί δια τῶν
Ἑλλήνων κτημενων οἱ Μολδοβλαχοὶ
ανεπτυχθησαν γατα το ετος, και
εξεπολιτισθησαν και η πατρις αυτων
δια σχολειων και νομων και ιερων
καθηδουματων ποιηλων εξηραισθη. »

DAPONTIS

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**

22, rue Soufflot (5^e arrond^e.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

A son Excellence
Monsieur Dem. C. Ollivier
Ministre plénipotentiaire
Commissaire Général de Roumanie
à l'Exposition Universelle de 1876

ROLE DIPLOMATIQUE
DES PHANARIOTES

DE 1700 A 1821

JEAN-C. FILITTI

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques

Aut. 1708.

ROLE DIPLOMATIQUE DES PHANARIOTES

DE 1700 A 1821

Préface par SIDNEY-VIGNEAUX



« Πθελον πεισθῆ οτι δια των
Ελληνων ηγεμονων οι Μολδοβλαχοι
ανεπτυχθησαν κατα το ετος, και
εξεπολιτισθησαν και η πατρις αυτων
δια σχολειων και νομων και ιερων
καθηδρουματων ποικιλων εξωρισθη. »

DAPONTIS

2918.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

949.8 v. 17⁴

COTA 13 1708

PC 213/03

CONTROL 155

1961

L

B.C.U. Bucuresti



C2918

PRÉFACE A LIRE

Le territoire de la Moldavie et de la Valachie, dont la réunion forme aujourd'hui le royaume de Roumanie, a été comblé de biens. Sa surface présente de grandes richesses et le sous-sol n'est pas moins bien pourvu.

Ces faveurs de la nature, parce qu'elles assurent l'accroissement et la stabilité des populations, leur procurent d'ordinaire les bienfaits les plus précoces et les plus rapides de l'organisation sociale. La civilisation avait là d'autant plus de chance de s'implanter et progresser que les moyens d'initiation se trouvaient tout à portée. L'évolution romaine, projetant au loin ses lumières devait, ce semble, épargner au génie national les longues recherches et les tâtonnements du début.

Comment donc se fait-il que les occupants de ces heureuses terres ne soient arrivés que d'hier à la constitution d'un état stable et susceptible de perfectionnements raffinés?

Il ne faudrait pas en chercher les causes dans

l'inaptitude ethnique des habitants. De tout temps les races qui se sont succédées, superposées et amalgamées sur le sol se sont montrées largement valables. Aucune d'elles ne présentait des caractères d'infériorité et quelques-unes étaient supérieures.

Où donc était l'obstacle ?

Uniquement dans la position géographique.

Pendant de longs siècles, les provinces aujourd'hui roumaines, ont servi de lit au torrent des invasions barbares. Les montagnes et la mer, qui protègent les flancs de leur territoire, opposant des barrières au passage de ces troupes armées, elles s'engouffraient dans ce large défilé, massacrant tout, dispersant tout.

Quand enfin ces flots humains furent taris, les populations refleurirent, mais il était trop tard. Partout autour d'elles des puissances s'étaient constituées, convoiteuses de ces belles terres, et si elles ne purent parvenir à les annexer à leur domaine elles furent du moins assez fortes pour entraver le développement politique des nations qui les habitaient.

La lutte que les Moldaves et les Valaques ont soutenue pour assurer leur indépendance a duré plus de cinq cents ans. Elle présente deux phases distinctes : la période héroïque et la période diplomatique

et c'est de la seconde que nous avons à nous occuper. Elle embrasse tout un siècle et elle est caractérisée par le règne des princes phanariotes.

Mais si on la détache de ce qui a précédé et suivi elle risque d'être mal comprise.

C'est l'enchaînement des faits qui projette la lumière sur l'ensemble et sur le détail et voilà pourquoi cette préface est à lire. En traçant d'un dessein rapide l'histoire des principautés, elle encadre l'ère Phanariote et la présente en son plan.

Elle est encore à lire pour un autre motif.

Le travail de M.J.C. Filiti regorge de documents et il ne pouvait en être autrement car certaines appréciations contenues dans ce volume s'écartent parfois des opinions généralement admises et dont la plupart des historiens se sont fait les échos. Or, comme la science, la conscience et le patriotisme de ces écrivains est notoire, il n'eut pas été possible au très jeune auteur de ce livre d'oser présenter au public une nouvelle façon d'envisager les événements, si, pour suppléer à l'autorité qui lui manque, il n'avait eu recours à celle des textes.

Malheureusement, ils sont nombreux et touffus. Leur accumulation risque de masquer la trame des démonstrations ou, tout au moins, de la rendre laborieuse à suivre, d'où la nécessité de présenter à part,

dans une sorte de nudité squelettique, la ramification des idées.

Ainsi informé d'avance le lecteur aura moins de peine à se reconnaître.

*
**

Le passage des barbares qui, venant de l'est et du nord, gagnaient la vallée du Danube, remonte à une haute antiquité.

Ces migrations dérangent et décimaient une chétive population autochtone qui n'a pas d'histoire.

Celle-ci ne commence, pour nous, qu'à l'arrivée des Daces parce qu'ils s'enracinèrent fortement dans le sol. Ils avaient le nombre, la force, le courage et l'intelligence. Ne voulant point se laisser déloger, ils barrèrent la route avec leurs épées et l'empire romain se trouva un moment garanti contre le flot sans cesse grandissant qui venait battre sa frontière.

Mais les fatalités de l'évolution romaine ne lui permettaient pas de tolérer, si près, une puissance hostile. L'Empire écrasa les Daces sous le poids de sa masse énorme (105 de J.-C.). Il y fallut dix ans et tout le génie militaire de Trajan, après quoi, la frontière demeura ouverte.

Trajan tenta de l'obstruer en distribuant à ses vété-

rans les terres de Dacie. Les nouveaux occupants ne pouvaient cependant de longtemps présenter l'homogénéité suffisante à une défense sérieuse, car leurs colonies se trouvaient composées, comme les légions actives, d'hommes recrutés dans toutes les contrées sur lesquelles pesait la puissance impériale. Aussi, malgré leur résistance, le courant barbare reprit son élan et les Romains virent déboucher successivement l'avalanche des Goths, des Huns et des Gépides ; puis les Pétchéneques, les Cumans, les Bulgares se précipitèrent, avant-garde des Oustes, des Mogols et d'autres encore.

Pourtant, si les vétérans de Trajan connurent et subirent les horreurs de tant d'invasions, il ne furent point complètement détruits, expulsés ou soumis et c'est à eux que les habitants de la Roumanie font remonter l'origine de leur nation.

Ce peuple, formé au début de tant d'éléments ethniques hétérogènes et qui dut ensuite s'en annexer de nouveaux, fut d'abord gouverné par des magistrats romains. Mais peu à peu, la fusion s'opérant, il présenta la physionomie d'une race et, dès lors, rêva l'indépendance. Ce sentiment s'accrut à mesure que déclina la puissance romaine et il acquit une telle force que pas un Basileus de Byzance ne se crut en situation de la briser. Tous, sans abandonner leur

suzeraineté, reconnurent à ces colons le droit de vivre sous des princes nationaux.

La puissance des Turcs, installés à la place des Grecs ne changea rien d'abord à cet état de choses. Certes, les Sultans étaient des basileï amplement ravitaillés de force guerrière, mais ils étaient, en revanche, incroyablement neufs pour les besognes de la civilisation. Ils ne savaient rien régler que par le sabre et ce sabre avait fort à faire. Traiter les principautés en pays conquis, les soumettre au régime des pachas c'était attacher à son flanc un louveteau farouche dont on exciterait ainsi le tempérament insurrectionnel, c'était immobiliser à perpétuité les forces nécessaires à le comprimer.

Il fallait donc lui donner l'indépendance ou maintenir le *statu quo*.

C'est à ce dernier parti que s'arrêtèrent les Ottomans. Superbes héritiers d'empereurs débiles, ils ne crurent pas pouvoir renoncer sans honte au semblant de domination qui faisait partie de l'héritage. Mais en bornant là leurs prétentions ils dissimulaient insuffisamment les symptômes d'une impuissance qui, pour provenir de cause différente, n'en était pas moins égale à celle de leurs prédécesseurs et les fils des colons de Trajan crurent d'autant mieux que leur liberté allait dépendre de leur courage, qu'ils

avaient, contre les Turcs, la disponibilité d'une force dont ils avaient été démunis avant eux ; celle de la Chrétienté tout entière.

Que fallait-il pour entraîner celle-ci ?

Lui donner confiance en se présentant soi-même dans un état de force militaire redoutable, puis attaquer et appeler à l'aide !

Ces calculs semblaient tout d'abord infaillibles, ils étaient de nature à séduire des âmes braves et pourtant ils ne laissaient pas moins place à des objections qui eussent peut-être arrêté des esprits moins prévenus et plus expérimentés.

En les établissant, on ne tenait pas compte des périls de mort qui menacent tout être demandant secours à plus puissant que soi. On n'envisageait pas davantage les rivalités irréconciliables qui empêchent l'union des châtelains, même quand il s'agit de l'indépendance de leur pays.

Ignorants et aveuglés par leur zèle patriotique les peuples de Valachie et de Moldavie tentèrent l'aventure. Ils firent de prodigieux efforts, dont la gloire au moins leur reste ; ils combattirent pendant plus de deux cents ans et virent s'élever parmi eux des héros dont Michel le Brave est demeuré le prototype légendaire. Ils invoquèrent la Russie, la Suède, la Pologne, la Hongrie, le St-Empire et Venise, mais

chaque fois que le concours fut efficace, ils furent obligés de renoncer aux conséquences du succès pour éviter d'être incorporés aux royaumes de leurs protecteurs. Ils durent même repousser par les armes ces bienfaiteurs avides, désertier tour à tour les alliances et se maintenir par l'intrigue en y perdant parfois des lambeaux de leur dignité.

Car, c'est le malheur de ces situations que d'être entraîné, par les nécessités vitales, à une versatilité politique qui donne les apparences de la duplicité et même de la trahison.

Lorsque l'épuisement eût fait poser les armes, les principautés durent encore se trouver heureuses, en retombant sous la domination ottomane, de pouvoir conserver une sorte d'autonomie. La Porte qui, avant les guerres, se contentait du *veto* qu'elle pouvait opposer à l'installation du souverain se réserva désormais le droit de le choisir. Mais elle se contenta de cette extension de prérogative et même, tout d'abord, elle n'intronisa que des princes indigènes.

Ce n'était pas une solution.

Les conditions qui avaient entraîné la révolte et la guerre, en demeurant les mêmes, allaient naturellement déterminer les mêmes effets. L'insurrection, infatigablement préparée éclatait souvent. Les Turcs ne cessaient pas d'être sur le qui vive.

Dans ces inquiétantes conjonctures l'embarras de la Porte était grand. Les modes de gouvernement employés jusqu'à ce jour étaient condamnés. Mais par quoi donc pouvaient-ils être remplacés? Moins que jamais on pouvait songer au gouvernement direct; l'arrivée d'un pacha eut déterminé un soulèvement général.

Alors on s'avisa d'une combinaison bâtarde.

Désormais, plus de princes indigènes et point encore de préfets tures, mais bien des souverains choisis dans un groupe d'étrangers, vivant sous le sceptre du sultan.

Et l'ère des Phanariotes fut inaugurée (1711-1716).

*
**

En se plaçant au point de vue ottoman, on ne saurait dénier toute valeur à cette combinaison puisqu'elle procura cent ans de tranquillité relative. Mais le grand divan n'eut point de mérite à la trouver, car elle était probablement la seule, ni le mérite de la trouver, car elle lui fut suggérée par les Phanariotes.

Cette ère des hospodars grecs, succédant à la période héroïque épuisée, ne présente plus que des intrigues et des manœuvres diplomatiques. Mais, à ce point de vue, elle est particulièrement instruc-

tive. Aussi a-t-elle attiré l'attention des historiens et si, après eux, M.J.C. Filiti en a repris l'étude documentaire c'est qu'il s'était d'abord rendu compte que ses devanciers, entraînés par un zèle patriotique, digne d'ailleurs de tout éloge, avaient laissé dans l'ombre une portion notable de la physionomie des Phanariotes.

Voici donc, en résumé, les motifs qui nous paraissent avoir déterminé sa conviction :

Après que les Turcs furent entrés à Constantinople, la lance en avant, on vit s'évanouir, au sein de cette antique reine de l'Orient, les trésors de civilisation qu'elle renfermait. Ce qui ne fut pas détruit fut dispersé ; l'exode de ses aristocraties intellectuelles s'accomplit rapidement.

Pourtant un assez grand nombre de Grecs demeura. Il y en avait parmi eux qui descendaient d'illustres familles ; plusieurs se rattachaient même à des princes ayant occupé le trône et, bien qu'il ne faille pas accepter d'une foi robuste toutes les prétentions de ceux qui, de par le monde, s'en vont cherchant des ancêtres éclatants, il faut convenir que chez ces Grecs s'étaient conservés des traditions de gouvernement et de bonne éducation. Ils poussaient leurs enfants à l'étude et quelques rayons des lumières qui avaient éclairé la cité de Constantin nous ont été transmis par leur intermédiaire.

Ces minces tribus s'étaient groupées dans le quartier du Phanar dont le nom, servant à les désigner, les distinguait ainsi de leurs congénères de la Grèce, des Isles et de l'Italie. Ils y exerçaient le commerce et la banque et, ne trouvant guère de concurrents sérieux parmi les envahisseurs, ils s'enrichissaient beaucoup. Certains d'entre eux possédaient d'énormes trésors.

Les richesses font des envieux.

Aussi étaient ils en butte à l'animadversion universelle. Les Turcs les méprisaient comme non musulmans et comme auteurs d'embûches souterraines. Leurs frères de Grèce et d'Italie les considéraient comme des renégats, avilis par leur soumission volontaire à la puissance des conquérants, et, jetant le doute sur leurs prétentions nobiliaires, ils les accusaient de joindre, à la bassesse de l'esclave, la morgue du parvenu. Les cosmopolites, redoutant leurs griffes d'avidés chicaneurs, s'écartaient en murmurant l'injure et, pour comble de défaveur ces isolés loin de rester unis contre leurs détracteurs s'appliquaient à se déconsidérer mutuellement. Ils s'arrachaient à l'envi les lambeaux de pouvoir, qu'à force d'intrigue et d'argent, ils parvenaient à se faire concéder. On les voyait aux prises de groupe à groupe, de famille à famille et ces sinistres déchirements ne s'arrêtaient pas même aux seuils de leurs foyers.

Mais ils savaient corrompre et d'ailleurs les Turcs avaient besoin d'eux. Ne parlant d'autre langue que la leur, ils devaient avoir recours à ces hommes que les besoins du commerce avaient mis à même d'en posséder plusieurs.

Il n'est donc pas étonnant de voir ces grecs maudits s'insinuer d'abord près des tribunaux qui avaient à régler les contestations entre gens de nationalités diverses, puis accéder aux fonctions par lesquelles s'établissent les relations entre puissances.

De proche en proche ils parvinrent à la charge de grand drogman. C'était un poste des plus importants.

Alors, ne mettant plus de borne à leurs visées ils briguèrent la souveraineté des principautés. Elle leur apparaissait comme un premier échelon vers les hauteurs du pouvoir suprême qui ne leur semblait pas hors de portée s'ils savaient s'aider de la chrétienté pour déposséder le sultan.

Le caressement d'un projet si gigantesque ne pouvait cependant dépasser les limites d'un rêve lointain, car si la situation d'hospodar se présentait comme des plus précaires, difficiles et périlleuses, elle était par dessus tout odieuse. Pour des étrangers, qui n'étaient pas même revêtus des prestiges de la victoire, le rôle de souverain imposé par la force ne pouvait être que fort ingrat.

Toutefois il n'était pas impraticable.

Les Phanariotes, en effet, ne se trouvaient pas dépourvus de tout point de contact avec leurs sujets ; comme eux ils pratiquaient la religion orthodoxe, comme eux ils désiraient maintenir l'autonomie des principautés ?

C'était bien quelque chose, mais beaucoup moins qu'il semblait d'abord.

On ne pouvait guère, en effet, escompter la gratitude des principautés à raison de la similitude cul-tuelle et c'était bien le moins qu'on dut à de telles populations que de ne pas leur imposer des musulmans ou des hérétiques. Et quant à la parité de sentiment, en ce qui concernait l'autonomie, c'était plutôt une apparence qu'une réalité. Si en effet les Phanariotes étaient enclins à maintenir l'autonomie c'est qu'elle était la raison d'être de leur trône. Mais elle ne pouvait être qu'une préoccupation secondaire pour des souverains dont la raison d'état consistait surtout à devenir et à demeurer hospodars. Ils n'auraient point maintenu ce quasi-reste d'indépendance s'ils fussent devenus empereurs d'Orient et ils étaient prêts à placer leurs principautés sous la protection, la plus tyrannique, du premier venu qui les aurait maintenus au pouvoir.

Il y avait donc un dissentiment profond caché sous ce mot : autonomie !

Pour les principautés il signifiait : amorce de la voie qui mène à l'indépendance absolue, alors que dans l'esprit des Phanariotes il était synonyme d'asservissement à leur profit.

Donc, si ces fallacieuses apparences de bon accord laissaient entrevoir peu d'espérances, que dire à présent des divergences patentes et de leurs inconvénients immédiats !

Cette soif phanariote d'atteindre au pinacle ou même de se maintenir seulement, mais à tout prix, impliquait pour la satisfaire l'emploi de moyens intolérables. Ce trône, principe et fin de leur politique, ils l'avaient acquis à prix d'or et pour n'en pas chûter il fallait boursiller sans cesse. Désormais tout allait pour eux dépendre de la quantité d'or qu'on pourrait extraire du pays. La part, si lourde, destinée à la Porte et à ses fonctionnaires pouvait paraître presque légère en comparaison de ce qui était indispensable ailleurs. Il fallait de l'argent pour paralyser l'action des concurrents du Phanar ; de l'argent pour s'attacher une fraction des boyards et se défendre contre les autres ; de l'argent pour l'action diplomatique — car les alliances coûtaient cher et les ennemis davantage ; — il en fallait pour tenir son rang et il en fallait encore pour se constituer un fond de retraite qui permit, non seulement de n'avoir pas été dupe

en cas de destitution mais aussi d'acheter une nouvelle réintronisation (1). Enfin il fallait bien pourvoir quelque peu aux frais d'administration et de défense du pays.

Et ces monceaux de richesses devaient être fournis par des peuples pauvres, ruinés par des siècles de guerre, chez qui le commerce et l'industrie étaient nuls, chez qui le fardeau des contributions retombait tout entier sur les épaules de misérables travailleurs !

Il y avait donc à se demander si les moyens les plus énergiques pourraient exprimer le strict nécessaire.

Les phanariotes n'hésitèrent pourtant pas. Habités à respirer, au Phanar, une atmosphère chargée de haines, impulsés par les illusions de leur rêve chimérique et confiants d'ailleurs en leur dextérité politique, ils saisirent le sceptre.

Leur ligne de conduite était toute tracée et forcément semblable à celle de leurs prédécesseurs bien que le but ne fut pas identique et que les moyens d'actions fussent différents. Leurs devanciers avaient

(1) Les Phanariotes tombaient à tout instant du pouvoir. La moyenne de leurs règnes ne dépasse guère deux ans. Chacun en arrivant au trône devait donc, sans attendre que les ressources du pays aient eu le temps de se reformer, s'indemniser de ses frais d'accession et préparer son trésor de départ.

conspiré, contre le Sultan, pour l'indépendance de leurs nations, les phanariotes devaient conspirer de même pour l'indépendance de leurs trônes. Les anciens souverains avaient essayé de trouver chez les puissances européennes la force qui leur manquait, les phanariotes allaient nécessairement en faire autant. Les premiers avaient échoué en s'appuyant sur les armes, les seconds allaient être déçus en s'aidant des moyens diplomatiques.

Et il n'en pouvait être autrement car les uns et les autres s'étaient voués à une tâche pour longtemps encore impossible.

En supposant, en effet, que ceux qui sont aujourd'hui les Roumains eussent pu éteindre les germes de division produits par la compétition des boyards nationaux, leurs forces unifiées se seraient trouvées encore visiblement insuffisantes et il leur en fallait donc emprunter ailleurs. Or, ils n'étaient pas entourés de petits états voisins capables de former avec eux, une fédération et ils étaient dès lors fatalement induits à s'adresser aux grandes puissances constituées ; mais on n'emprunte pas sans donner des gages de remboursement et le gage ici c'était eux-mêmes. Un seul, les délivrant, les aurait absorbé, plusieurs se seraient partagés la proie.

Dans des circonstances semblables un unique

moyen d'échapper se présente. Le peuple opprimé doit conquérir les bonnes grâces des puissances qui, trop distantes, ne peuvent espérer s'agrandir à ses dépens et qui ont intérêt cependant à empêcher l'accroissement de celles qui menacent de l'aborder.

Tout cela est aujourd'hui devenu classique.

Eh bien ! si l'on analyse l'état de l'Europe à ce moment on voit nettement que ce dernier échappatoire n'existait pas plus que les conditions d'union nationale, pas plus que les éléments d'une fédération, pas plus que les probabilités d'un concours puissant et désintéressé.

L'indépendance ne pouvait donc s'obtenir que plus tard, à l'heure même et dans le mode ou elle s'est si heureusement opérée en 1856, car il fallait d'abord que boyards et puissances soient amenés par la lassitude à la démonstration de leur impuissance et aussi que les relations entre les grands Etats fussent modifiées de telle sorte que le sentiment d'équilibre devienne le mobile de la protection.

Certes ! à l'heure actuelle, ces considérations sont devenues de véritables truismes, mais peut-on s'en autoriser pour faire grief aux Phanariotes de n'avoir pas prévu l'inanité de leurs efforts ?

Non.

Pas plus eux que leurs prédécesseurs n'étaient en

2918.

mesure de se rendre compte des impossibilités et si elles nous sont aujourd'hui palpables c'est que l'expérience et la connaissance des lois qui, régissent le jeu des actions politiques nous ont été acquises depuis.

Aussi, tout en déplorant les malheurs occasionnés par une série de travaux condamnés d'avance à la stérilité, nous ne pouvons qu'applaudir à tant de campagnes obstinées.

D'ailleurs, si les populations de Moldavie et de Valachie n'avaient à si grands frais poursuivi leurs nobles desseins, c'est qu'elles n'eussent pas été dignes de voir, à l'heure propice, se réaliser leur désir.

Et d'autre part enfin, nous devons constater que les habiles manœuvres des Phanariotes, bien que trop précoces, n'ont pas été sans profit. Elles ont préparé le terrain, dégagé l'horizon et permis ainsi d'entrevoir le succès qu'il ne leur était pas donné d'atteindre.

*
**

Que reste-t-il donc à la charge de ces hospodars ?
Si l'on accorde qu'ils ont, en politique, suivi la bonne voie et fait habilement tout le possible, peut-on cependant les rendre responsables des souffrances éprouvées sous leurs règnes et eussent-elles été moindres sous des princes indigènes ?

En un mot, les Phanariotes ont-ils justifié d'avance par leurs actes, les haines qu'ils ont suscitées et qui poursuivent encore leur mémoire ?

C'est ce qu'il nous reste à examiner.

En politique, leur ligne a été fatalement imposée. Ils ont fait de la bonne diplomatie comme leurs prédécesseurs avaient fait de bonnes guerres et les fautes de conduite ainsi que les erreurs personnelles qu'on leur reproche ne dépassent pas, en nombre et en lourdeur, la moyenne de celles commises par les plus habiles, en tout temps et en tous lieux.

Il n'y a guère à insister sur ce point qui sera, nous le croyons, facilement concédé.

Quant à leurs procédés de gouvernement ils furent souvent empreints, de dureté, de duplicité et toujours d'une exorbitante fiscalité. Pourtant on se rendra compte, en les scrutant, qu'ils furent surtout imposés par la situation et que ce n'est point seulement pour satisfaire leurs instincts que ces hospodars en ont usé.

D'autre part, il n'est guère présumable que des princes indigènes eussent pu se montrer plus cléments, moins retords et moins fiscaux. Autant que les Phanariotes ils eussent dû lutter contre leurs boyards, les intimider par des châtimens exemplaires et les soudoyer avec profusion. Comme les Phanariotes, ils auraient dû dépenser de grosses

sommes pour les besoins de leur administration, pour ceux de leur diplomatie et pour l'éclat de leur trône. Comme eux ils auraient dû mettre en réserve les fonds nécessaires à ne pas se trouver au dépourvu le lendemain de la chute. Il est vrai qu'ils n'auraient pas été obligés de dépouiller les populations au profit du Phanar et des fonctionnaires ottomans mais, en revanche, ils auraient été forcés d'entretenir un grand état militaire et les exactions n'eussent pas été moindres. *ceci se trouve*

Il nous a donc paru, en lisant le livre de M.J.C. Filiti, que les grandes souffrances de la nation n'ont eu d'autre cause essentielle que le malheur d'une situation incoercible et la continuité de lutte qu'elle impliquait.

..

Qu'on ne s'y trompe cependant pas, l'étude qui donne lieu à cette préface n'a pas eu pour but la réhabilitation de quelques petits princes détestés.

Certes ! il n'est pas indifférent de réviser les jugements historiques faisant injure à la mémoire de certains hommes mais l'auteur a visé plus haut et il lui a semblé préférable de prévenir les dangers auxquels on s'expose en méconnaissant les causes réelles des triomphes et des infortunes. Il croit que la fonction

de l'historien a surtout pour objet de les rechercher et de les exposer, même si les conséquences en doivent être de contrecarrer sur quelques points des opinions que le patriotisme a rendues pour ainsi dire intangibles.

D'ailleurs, tout compte fait, ces opinions, bien qu'elles fassent porter aux Phanariotes une responsabilité trop lourde, sont-elles donc tant injustes ?

Nous ne le pensons pas.

La domination d'un prince imposé par les armes étrangères cause des douleurs morales qui aigrissent toutes les plaies. Ce qu'on accepte de privations et de tortures sous un monarque choisi, parce qu'elles revêtent l'aspect d'un sacrifice volontaire, paraît exorbitant sous un maître qu'on est forcé de subir. On ne tient plus compte alors de la situation, on s'aveugle patriotiquement afin de mieux rejeter l'intrus et s'il y a là une part d'injustice elle est, par sa nature, de celles dont on ne se peut empêcher.

De plus, si à ce vice initial d'agent promu par la force viennent se superposer des défauts héréditaires, incompatibles avec l'exercice du pouvoir souverain l'exaspération portée au comble justifie les sévérités sans mesure.

Or, tel fut le cas des Phanariotes. Ils n'étaient pas faits pour être princes. Ils avaient puisés au Phanar

un cœur et des mœurs de *mercanti* qui excluent presque toujours la grandeur d'idéal, la générosité, la vaillance sans lesquelles il n'est point de prestige et encore moins d'affection.

Enfin, s'ils portent la peine au-delà de leurs démérites c'est qu'ils l'ont bien voulu !

Leur faute ineffaçable est d'avoir, étant ce qu'ils étaient, aspiré à des fonctions où l'on ne peut être qu'odieux et l'on s'étonnerait qu'il se soit trouvé des hommes capables d'affronter un si répugnant avenir si l'on ne savait ce dont l'ambition rend capable.

Leur seule excuse c'est ce rêve éblouissant et insensé qui leur faisait envisager l'hospodarat comme un passage très écœurant, peut-être, mais qui menait à l'Empire.

Ceci nettement dit, aucun doute ne saurait subsister sur les intentions de M.J.C. Filiti. Ce qu'il a voulu, c'est le rétablissement de la pleine vérité historique et il en vaut ici la peine.

Car si les causes du malheur ou du triomphe d'une nation restent voilées, si les regards sont attirés sur le héros ou le bouc émissaire, de telle sorte que les autres facteurs de l'action demeurent sans intérêt et comme s'ils n'étaient pas, les générations à venir sont en risque.

Imprudemment confiants dans le travail de l'his-

lorien, parce qu'il a dû sonder pour eux le fond des eaux, les détenteurs du pouvoir vont, un beau jour, donner contre un écueil qui n'était pas indiqué sur leurs cartes, et il ne l'était pas parce que les hydrographes, pour ne pas diminuer les responsabilités de quelques marins honnis, avaient négligé d'en constater la présence.

SIDNEY VIGNEAUX.

BIBLIOGRAPHIE

ALBERONI. Lettres à Rocca, publiées par E. Bourgeois. Paris, Masson, 1892.

Αραβαντακος χρονολογια του Ηπειρου. Αθηναις, 1856, 2 vol.

ARNETH (d') et GEOFFROY. Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et Mercy d'Argenteau. Paris 1874, 3 vol. 8°.

ARNETH (d'). Marie-Thérèse et Joseph II. Vienne, 1867-68. Joseph II et Catherine II. Vienne, 1869.

BOPP (Auguste). La mission de l'adjudant commandant Mériage à Vidin (Ann. de l'Ecole des Sc. politiques, année 1883).

BOUTARIC et CAMPREDON. Mémoires de Frédéric II. Paris, 1866.

BOUTARIC. Correspondance secrète de Louis XV, 2 vol.

BEER (A.). Joseph II, Léopold II et Kaunitz.

— Die Orientalische Politik Oesterreichs seit 1774, Prag et Leipzig, 1883, 1 vol. 8°.

— Zehn Jahre Oesterreichischer Politick 1801-1810. Leipzig, 1877, 1 vol. 8°.

— Die Erste Teilung Polens. Documente. Vienne, 1873, 3 vol. 8°.

BERSONI. Storia del Cardinale Alberoni.

BALTIMORE (lord). Voyage en Moldavie, 1764.

BROGLIE (duc de). Secret du Roi. 1752-1774. Paris, Lévy, 1879, 2 vol. 12°. 3° éd.

— Frédéric II et Marie-Thérèse. 1740-1742. Paris, Lévy, 1883, 2 vol.

DAPONTÉS. Δοξικαι Εργαμεριδαις; publiés par Legrand. Paris, 1880.

DU VERDIER. Supplementum Epitomes Bibliothecae Gesnerianae. Lyon, 1585.

- DE LA CROIX. La Turquie chrétienne. Paris, 1693.
- FERRARI. Histoire de la raison d'Etat. Paris, 1860.
- FRÉDÉRIC II. Politische Correspondenz. Berlin, 1879, 23 vol. 8°.
- FRANCIS (Georges). Collection des écrivains byzantins.
- FABRICIUS. Bibliotheca Graeca. Hamburgi apud Carolum Bohn. 1790.
12 vol.
- HOLLAND (lord). Travels in the Ionian Inselts during the years 1812
and 1813. London, 1815, in-4.
- HEYD (Guilelmus). Die Italienischen Handelscolonien im Byzanti-
nischen Reich in Zeitschrift für die Gesammte Staats
wissenschaft. Tubingue, 1858-1863.
- IKEN (Karl). 1. Eumonia. 2. Kovaï. 3. Leucothea. 4. Uebersicht der
berühmten Maler. 5. In Romanen. Bremen, 1819.
- IONESCO (Gion). Din Istoria fanariotilor. Bucarest.
- IORGA. Documente culese in Bibliotecale si Archivele Occidentales.
Bucarest, Imprimeria Statului, 1893.
- MICLOSICH et MULLER. Acta et diplomata graeca medii aevi.
- MILLER. Alex. Maurocordato et ses lettres dans le Journal des savants.
1879.
- MUSTOXIDIS. Histoire des Iles Ioniennes vers 1820.
— Articles dans *Ελληνισμολογία*
- MENDELSON. Briefe von Gentz an Pilat 1868. 2 vol.
- MAUROJANNY. Histoire des Iles Ioniennes. Athènes, 1889.
- PAALZOW. Aktenstücke zur orientalischen Frage.
- PAULI. Codice diplomatico del sacro ordine Gerosolimitano.
- RHODOKANAKIS. The Constantinian order of St Georges.
- SOCIÉTÉ Impériale d'histoire de Russie (Publications de la). Tomes
23 et 32.
— Correspondance de Frédéric II avec les Comtes de Finkens-
tein et de Solms. 1767-1772. Petersburg, 1883, 1 vol. 8°.
- SATHAS. Documents de la Grèce.
— *Τουροκρατουμένη Ελλάς*. Athènes, 1867.
— *Νεο ελληνική φιλολογία*.
- URECHIA (V.). Istoria Romanilor. Documents en train de publication.
Bucarest.

VERGENNES (de). Politique de tous les Etats de l'Europe sous Louis XV et Louis XVI.

VALADORES y SOTOMAYOR. Semanario erudito 1787. 3½ vol. 4º.

VOUTYRA. Dictionnaire d'histoire et de Géographie.

XENOPOL. Istoria Romanilor. Iassy. Goldner, 1892.

ZINKEISEN. Geschichte des Ottomanischen Reiches. Gotha, 1838-1839.

Enfin l'importante Collection de documents, Hurmuzaki. 12 vol. parus. Publiée sous les auspices du Min. de l'Instruction Publique et des Cultes de Roumanie, depuis 1870.

ROLE DIPLOMATIQUE DES PHANARIOTES

de 1700 à 1821

INTRODUCTION

A la fin de l'année 1688, les Cours orientales s'occupaient de la mort subite du prince de Valachie, Serban Cantacuzène. Il était bien connu à plusieurs titres : descendant d'une des plus illustres familles d'Orient, il joignait à un physique imposant une grande force de volonté et une vaste intelligence.

Héritier de l'ambition de ses ancêtres, il rêvait de reconstruire l'empire d'Orient et de rasseoir sa famille sur le trône de Byzance. A l'heure où la mort le surprit la bataille d'Ofen venait de l'impulser à passer du rêve à l'action. Vaillant nous l'apprend en ces termes : « A la nouvelle de cette victoire, Serban se décide enfin à lever l'étendard de la révolte. Il remet au lendemain la convocation de ses boïars et, s'ils hésitent, la vue de son artillerie et de son armée les décidera à le suivre. Mais ce lendemain ne paraît pas pour lui ; le stolnic Constantin, son frère, et Constantin Préda, son neveu, l'empoison-

ment dans le souper auquel il les a conviés le soir même pour leur dicter ses dernières instructions ».

Certes, une grande figure disparaissait ; de Girardin qui représentait alors la France à Constantinople, se hâta de signaler au Roi très chrétien toute l'importance de l'événement et celui-ci lui répondit aussitôt en ces termes : « Faites tout ce qui dépend de vous pour procurer la paix présente de la Pologne avec les Turcs, qui ne peut être que tout avantageuse au bien général de notre religion... parce que rien ne peut être plus contraire au but de la ligue protestante, que de mettre le roi de Pologne en état de retirer la Prusse ducal des mains de l'Electeur de Brandebourg et d'empêcher que l'Empereur ne devienne paisible possesseur des principautés de Transylvanie, Valachie et Moldavie... Ils (les Turcs) auraient fait plus prudemment de faire le comte Tekely hospodar de Valachie. »

Brancovano qui succéda à Serban Cantacuzène était roumain. Il descendait d'une famille originaire de Serbie. Sa mère était une Cantacuzène, sœur du prince défunt, et, par la mère de celle-ci, il se rattachait aux Bassaraba, fondateurs du pays. Il fut le dernier prince roumain. Après lui les trônes des principautés seront occupés pendant plus d'un siècle par une poignée de Grecs originaires de différents points de la Grèce, mais entassés dans un quartier de Constantinople, appelé le Phanar, d'où leur est venu le nom de Phanariotes.

L'importance que nous verrons prendre à cette bran-

che de la famille grecque est trop considérable pour qu'elle puisse être attribuée à un simple hasard sans racine dans le passé. Prétendre que leurs seules richesses ont été la cause de leur élévation, c'est se contenter de peu. Ces causes sont, en effet, plus profondes et multiples et, pour les connaître, il est nécessaire de savoir :

Qui étaient ces Grecs ;

À quels ancêtres ils se rattachaient ;

Quelles étaient leurs aptitudes, leurs mœurs, leur situation à Constantinople ;

Enfin quelle était l'importance de l'élément grec dans les principautés.

Car c'est de la connaissance de ces facteurs divers que dépend l'explication de la fortune politique des Phanariotes.

1. Les Grecs au Phanar.

Les Grecs demeurés à Constantinople après l'entrée de Mahomet II y représentèrent seuls la civilisation ancienne.

N'ayant d'abord rien à prétendre que l'obtention de la tolérance dans une ville devenue turque ils se livraient au commerce. On leur en a fait un grief, on leur a appliqué ce que Raynald disait à propos des Bataves : « La destinée de toute nation commerçante est d'être riche,

lâche, corrompue et subjuguée. » Mais en les traitant de la sorte on a oublié de tenir compte des temps et des lieux. La chevalerie, qui croit déroger quand elle ne se livre pas uniquement à la profession des armes, n'avait pas cours dans cette portion de l'Europe qui avait été le monde méditerranéen. Les aristocraties étaient alors commerçantes comme l'avaient été les Phéniciens et les Romains, comme l'étaient encore les Vénitiens et beaucoup d'Italiens nobles.

De cette pratique commerciale on a voulu tirer la preuve que l'antique et illustre origine dont se targuaient un grand nombre de Phanariotes était toute d'usurpation et l'on a été jusqu'à prétendre que les familles dont ils portaient le nom avaient cessé d'exister. On affirme par exemple que la famille des Paléologues (1) s'est

(1) Voici ce qu'on trouve dans la *Description de Constantinople* par Théodore Spandugino Cantacuzène (chez Sathas, T. XVI) : « le annali di greci scrivono questa casa era venita da Roma et erano patrizii Romani... ; in tempo dei imperatori Lascari fu uno capitano famosissimo che... se marito con... e fu padder di Michaelc Palcologo imperatore... lo illustrissimo signore Gian Giorgio marchese di Montferrato... essendo restato il marchisato in una donna, quella fu maritata in un fiuolo dello imperatore Andronico Palaeologo... *el quale ebbe piu figliuoli...* » C'étaient des compagnons de Constantin le Grand comme, probablement, les Cantacuzène. Au Concile de Florence « subscripsit ante omnes Graccos et latinos praesules... Joannes Palaeologus, imperator Constantinopolitanus ». En 1739 un Palaeologue était grand exécuter en Valachie. Un document du temps dit : « Il existe en Valachie une famille qui porte le nom de Paléologue et qui ne craint pas d'affirmer qu'elle descend de la race du dernier Constantin ». Crusius cite à l'année 1415 un document précis relatif à l'origine des nobles Chrysoloras

éteinte au seizième siècle alors qu'en 1720, un Paléologue était grand maître de l'ordre Constantinien de Saint-Georges. Bien des dictionnaires d'histoire ignorent qu'il y a eu un empereur du nom de Raugabé et fourmillent de fautes (1).

Rangabé

M. Rizo Rangabé, archéologue distingué, a fait justice de ces affirmations dans son livre consacré à l'étude de la noblesse Phanariote. Avec une patience d'archiviste, digne des plus grands éloges, il a compulsé et fouillé les documents relatifs au moyen âge de la Grèce et il a montré que les Ypsilanti se rattachent aux Xiphilinos et aux Comènes ; que les Mourouzi sont une ancienne famille de Trébizonde ; que le nom de Sutzo (2) était connu au xvi^e siècle à Constantinople ;

ou Chrysoscolo. « Ante aram situs erat D. Emanuel Chrysoloras miles Constantinopolitanus ex vetusto Romanorum genere qui cum Constantino Imperatore migrarunt ».

(1) C'est aussi une affirmation gratuite que celle de l'inexistence du blason en Orient. N. Blaramberg, dans son précieux ouvrage sur les *Institutions de la Roumanie* l'a réfutée quant à ce pays par des documents authentiques. En voici un concernant le blason de Byzance. « Defert haec Comnaenorum familia Sabaudia, pro insignibus aquilam auream bicipitem coronatam in scuto rubeo ». Les Paléologue, à leur tour, portaient la croix d'or sur gueules. La noblesse grecque avait généralement adopté l'aigle d'or à une seule tête sur gueules. Les Russes ont dans leurs armes l'aigle à deux têtes depuis que le czar Jean III épousa Sophie Paléologue.

(2) Ducange cite parmi les familles nobles grecques qui s'étaient enfui de Byzance en 1453 et que Mahomet II força à s'y rétablir, les Sutzo, les Maurocordato, les Guliano, les Frangopoulo, les Romaniti, les Vlasto, les Rosetti et quelques autres ; nous retrouvons ces noms au cours de l'ouvrage. Les Ghika actuels de Valachie

que les Arghiropoulo, descendants d'empereurs, se perpétuent de nos jours encore et qu'on peut en dire autant des Moschopule (1), des Rallis (2), etc.

M. Rangabé cite encore les Mano (3), ancienne famille italienne qui occupa longtemps héréditairement à Galata la charge de proveditore ; les Negri dont l'un accompagnait le doge Morosini dans sa célèbre expédi-

descendent, par les femmes, des Epyphraghioti l'une des familles énumérées par Ducange. Les Sutzos se rattachent à l'ancienne famille des Dracò Tipaldo dont l'un était au xv^e siècle « sthratioto deputato alla custodia della Cephalonia (Zante). En 1527 le rapport de Badoeri les cite dans la même Ile parmi les principaux « casale ». Ce n'étaient plus que des propriétaires terriens ayant un petit château.

(1) Les Moschopule ou Moscho remontent à l'auteur byzantin de ce nom (xv^e s.). En 1672 ils comptaient parmi la noblesse de Corfu. En 1730, Rodolphe Cantacuzène créa Jean de Mosco, chevalier de l'ordre de Saint-Georges de Jérusalem.

(2) « Della casa di Ralli sono usciti di tempo in tempo molti capi dei sthratioti.... di Theodoro nacqui il strenuo Georgio Ralli qui se distinguò à Novograd (1549). En 1272 un Rallis était « *μεγαλῆς βλαχίας, ἐξ αἰματος λαμπροῦ μοναρχῶν Ἑλλάδος* ». Un autre document écrit « *οὐρογενεῖα τοῦ Ραλιτοῦ εἶκει τὴν καταγωγὴν αὐτοῦ ἐκ Ἰταλίας* ». Rallis et Ralettos est en effet la même chose. Un document italien de 1788 dit que le frère du drogman Rallis était devenu grand drogman. Or, c'était Ralettos.

(3) Déjà en 1293, le prêtre Μανουὴλ Μανός jouait un grand rôle à Byzance. Au xv^e siècle les membres de cette famille, comme ceux de tant d'autres familles nobles grecques, furent réduits à gagner leur vie. C'est en ce sens que Pierre Manos de Patras s'adresse en 1512 à Zanetto pour que « *sotto l'ombra della signoria vostra la possa sua famiglia se possi alimentari* ». En Valachie, c'est Jacques Manos qui paraît être venu le premier ; il était, dit Legrand « *erzieher der familie Maurocordat* ». En 1740, un Manos était médecin du grand vizir.

tion ; les Rosetti (1) dont l'antique origine est attestée par des diplômes impériaux, les Maurocordato (2) et bien d'autres, mais est-il besoin d'en nommer un plus grand nombre ?

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il suffisait que les Phanariotes soient Grecs pour obtenir à Constantinople une influence due à leur supériorité ethnique. Elle n'est pas contestable mais il est intéressant de connaître les qualités natives sur lesquelles elle reposait et d'en mesurer l'étendue. Nous ne saurions mieux faire pour en informer le lecteur que de citer le passage suivant de Wilkinson où les causes de cette supériorité sont très finement analysées :

« Si nous considérons les Grecs comme peuple et eu égard à leur civilisation, leur supériorité sur les Turcs est frappante ; ils possèdent à un degré éminent le génie

(1) En effet, la cathédrale de Pise a été construite au xi^e siècle par un Rosetti. En 1440 Jean Rosetti joua un rôle important.

(2) « Questa famiglia, écrit Duckett dans son *Dictionnaire de la conversation*, celebre per lo spirito e l'istruzione die suoi membri e per loro influenza fa risalire la sua origine alla famiglia genovese Scarlati ». Un Maurocordato était venu faire le commerce dans les principautés dès la fin du xvi^e siècle. Voici, en effet, un document de 1580, cité par Crusius. « Smaragda a marito Nicolao Sguropulo relicta in hac insula (Chio) non habeo ullum propinquum praeter Jacobum Maurocordatum qui hadie in Valachia versatur ». L'île de Chios avait été le refuge de l'élite grecque à la chute de Byzance. « Incolae insulae Chij, dit encore Crusius dans ses *Basileae*, qui plerique omnes Graeci moribus cultissimi sunt ; feminarum ibi forma elegantiaque ;... ειζοτως, Chios enim... Genensium olim eis ab Andronico Palaeologo maiore fuit data ».

de l'invention... Les Grecs sont naturellement orateurs ; beaucoup d'entre eux savent l'italien, mais ce qui forme un contraste des plus frappants c'est leur activité, leur légèreté, comparée à la gravité cérémonieuse et stupide des Turcs... la différence qui caractérise de la manière la plus frappante les Grecs est celle qui existe entre ceux qui habitent Constantinople et leurs compatriotes des îles... il y a dans ce faubourg appelé le Phanar, une race de Grecs qui se regardent comme nobles et affectent de mépriser ceux des îles. On trouve parmi eux des familles opulentes la plupart alliées entre elles... Les enfants cabalent entre eux et contre leurs pères. Ils ont tous reçu une excellente éducation et leurs mœurs sont polies mais ils sont en même temps hautains, orgueilleux et ambitieux à un excès ridicule eu égard au mépris que les Turcs leur témoignent... Ils ne montrent point de sollicitude pour la liberté comme les habitants des îles. Les petites intrigues du sérail font leurs occupations habituelles... Tous les habitants des îles sont gais, vifs, passionnés pour la musique et la danse, affables, hospitaliers et d'un bon naturel : de tous les Grecs ce sont en général les meilleurs... Les Grecs de Zante soumis aux Vénitiens, se vengent de leurs ennemis en les tuant à coups de couteaux ; en général les insulaires grecs ont de grands traits pleins de noblesse. Il n'est pas d'endroits publics où l'on ne puisse en examinant les diverses figures saisir les traits épais dont les artistes grecs ont formé la tête d'Apollon et celle des plus célèbres statues ».

A ces avantages de l'innéité grecque et de l'illustration familiale, qui assuraient la conservation des traditions et de l'urbanité, se joignait, chez les Phanariotes, le goût des lettres et des sciences. Ils le poussaient même assez loin, puisque vers 1739, Momars, secrétaire de l'ambassade d'Autriche à Constantinople, pour se consoler de la mort de sa femme, écrivit la Βοσπορο μυγία, sur le conseil de Rizo Rangabé et que le drogman Callimaki prêtait son concours à l'abbé Chevallier dans ses discussions sur l'*Illiade* avec Wolff et Wood. Nous pouvons ajouter encore qu'en 1701 le pape Clément XI chargeait l'abbé Nicolas Commène Pappadopol d'assurer Brancovano de sa haute sympathie et bienveillance et que Giustiniani était dans les meilleurs termes avec ce prince.

De plus, ces Grecs connaissaient plusieurs langues que les besoins de leur commerce les forçaient de pratiquer.

Enfin ils étaient riches et ils aimaient la fortune non seulement pour le luxe et la jouissance, mais aussi comme moyen de s'élever aux plus hautes fonctions sociales et leur ambition était justifiée puisqu'il résulte de cet exposé qu'ils étaient sur tant de points supérieurs à leurs maîtres.

Mais cette richesse, qui était le levier indispensable, devenait aussi pour eux la source des déboires comme elle le fut des abus. On peut la considérer comme la cause primordiale de leur instabilité sur le trône, car ils ne l'obtenaient que par argent comptant, ne s'y main-

tenaient qu'en soudoyant et n'en tombaient guère que par la puissance financière de leurs concurrents phanariotes.

Wilkinson nous a laissé une indication navrante de cette misère de ploutocrates qui vaut la peine d'être transcrite :

« Comme l'Égypte, écrit-il, la Moldavie et la Valachie sont plutôt alliées de l'Empire Ottoman, par des traités, que soumises par l'obéissance et elles conservent toute leur indépendance quant à leur administration intérieure... leurs Vaivodes sont des Grecs qui achètent leur charge à prix d'argent. La Porte reçoit environ 80.000 livres pour chaque nomination et ils ne peuvent se maintenir dans leur poste qu'en comblant continuellement de présents ceux qui peuvent ou leur servir ou leur nuire à Constantinople... ils doivent encore songer à s'assurer une retraite sûre et brillante pour l'instant où ils seront rappelés de ces postes dans leurs foyers.

2. Origine de l'influence grecque à Constantinople.

Nous ne prétendons pas faire ici l'histoire de l'influence grecque avant et après la prise de Constantinople. Rappelons cependant que ce fut en grande partie l'inimitié des Cantacuzènes et des Paléologues qui attira les Turcs en Europe et plus tard leur facilita la prise de

Byzance (1452). Notons encore ce que la renaissance littéraire doit à la Grèce. De nombreux écrivains ont traité ce sujet et il est admirablement résumé dans l'étude de Pouqueville, intitulée : *Jean Lascaris*. Citons seulement les noms de Marco Musurus, qui fut créé archevêque par Léon X et de Martinus Philétès ou Phileticus qui écrivit sur Cicéron à Venise en 1508. Ajoutons enfin que l'influence grecque au xviii^e siècle, dont nous aurons à nous occuper, n'est que la suite et la continuation de celle qui n'avait cessé d'exister et qui avait été maintenue par les familles grecques de Constantinople, car c'est un fait qui a été méconnu par de nombreux Occidentaux.

Ce dont nous avons à nous occuper maintenant c'est des conditions qui permirent aux Grecs du Phanar d'arriver au trône des principautés.

Tout honnis qu'ils étaient, au milieu de populations brutales, ils n'étaient pas dépouillés de la considération qui s'attache à la supériorité de naissance, d'éducation et de richesse. Le Phanar n'était point un guetto renfermant des riches honteux. On menait, au grand air, une vie luxueuse. Les grandes familles habitaient des palais peuplés de serviteurs et de fonctionnaires qui formaient autour du chef une véritable réduction de la Cour byzantine. La plupart de ces hommes étaient ambitieux tant par le désir de montrer leur supériorité que parce qu'ils sentaient bien qu'ils ne pourraient défendre leurs personnes et leurs biens qu'en s'emparant d'une portion du pouvoir,

Le seul moyen qu'ils eussent d'atteindre ce but c'était la connaissance des langues qui les faisait interprètes nécessaires entre les Turcs et leurs sujets étrangers et aussi entre les fonctionnaires du divan et les puissances étrangères. Ils le comprirent comme ils avaient compris leur situation et il faut leur tenir compte de cette perspicacité et des efforts qu'ils firent pour atteindre leur but. Il est toujours honorable de s'instruire et il est méritoire de continuer, de génération en génération, à cultiver son intelligence surtout dans un milieu si réfractaire à l'étude.

Bien que n'obtenant que de petits emplois, ils persistèrent pendant deux cent cinquante ans, jusqu'à ce qu'enfin l'un d'eux, nommé Panajotti (1), vit couronner tant d'efforts en sa personne.

Il fut promu à la dignité de Grand Drogman. C'était un

(1) Panajotti était digne de cette haute fortune : « *α ανηρ θαλειων εν Ιταλια αποκτησας μαθησιν* » ; Vallianos ajoute : « *η συζυγος του Νικουσιου ητο για την πατριδα εξ γενου; Καλο-χορηγη οιτινες απο 1537 ησαν ενεργηραμενη εν ταις θελτοις της Γενουσησιακης οικογενειας* ».

En 1685 un Panaioti est grand vistiari du Prince Antoine de Valachie ; en 1718 un autre Panaioti est secrétaire de son parent, le Prince Maurocordato ; en 1796, Hadji-Nicolas Panaioti est l'un des fondateurs de l'église grecque de Cronstadt.

Avant Panajotti, les drogman étaient juifs : tel ce favori de Halil-Pacha, appelé Gasparès (1619).

Hammer raconte que Panaghiotis mourut « frappé d'appoplexie, perte également funeste à la Porte et à la Cour Impériale d'Autriche.. l'Empereur lui devait aussi la découverte du complot de Zrinyi et l'expulsion des rebelles hongrois qui furent les seuls à se réjouir de sa mort ».

des plus hauts échelons de la hiérarchie turque et Panajotti sut en accroître l'importance. Les affaires passèrent bientôt toutes par ses mains et son influence fut assurée à ses successeurs.

Au jour de son élévation, le Phanar sortit de l'ombre et il sentit si bien sa puissance qu'il ne mit plus de borne à ses visées.

Désormais les Phanariotes aspireront à tout, même à remplacer le Sultan, et à reconstituer à leur profit l'empire brisé par Mahomet II. Les trônes des principautés sur lesquels ils vont monter ne seront dans leur rêve qu'une premier échelon.

3. Influence grecque dans les principautés.

En installant leur Cour au milieu des populations roumaines les nouveaux souverains n'allaient pas s'y trouver aussi isolés qu'ils l'avaient été à Constantinople après l'arrivée des Turcs.

Les principautés étaient devenues la patrie d'un grand nombre de leurs congénères qui s'étaient alliés avec les plus hautes familles et qui, grâce à leur éducation, exerçaient un rôle important. Il nous suffit pour en donner une idée, de rappeler les noms des Ghika, des Cantacuzène, des Brancovano, etc. Mais ces Grecs étaient plutôt subis qu'acceptés.

Leur situation n'était pas sans similitude avec celle des Phanariotes à Constantinople. C'était l'ignorance profonde des Boyards qui les rendait nécessaires. Nous en trouvons le témoignage irrécusable dans D. N. Darvari qui est considéré comme le Voltaire de la Grèce : « anciennement, dit un auteur, les Boïars qui dans leur carrière publique avaient besoin d'un peu d'instruction, n'en possédaient que ce qu'il en fallait pour savoir signer leur nom. La Bible n'était connue que de réputation. En 1735 Constantin Maurocordato qui avait entrepris de remplacer dans les deux principautés la barbarie par la civilisation, fit, pour le jargon en usage, une grammaire en caractères tirés du grec et du slavons... L'éducation des Boyards se borne ordinairement à apprendre à lire et à écrire la langue du pays et le grec moderne. Quelques-uns, mais un petit nombre, joignent à ce fonds si léger d'instruction les éléments de la langue française, que les officiers russes ont introduite parmi eux ».

Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer à chaque instant des témoignages légaux de l'opposition à laquelle ils étaient en butte et nous ne saurions mieux faire que de laisser ici la parole au grand historien roumain Nicolas Balcesco. Il va, en peu de mots, nous mettre au courant de la lutte qui se poursuivait sans relâche entre les Boyards et les Grecs des principautés : « Un article du traité de Belgrade signé en 1593 entre : Michel le Brave et Sigismond de Transylvanie, stipulait que les Grecs ne seraient admis dans aucune fonction de l'État.

Pour bien comprendre cette disposition, il faut savoir qu'un Cantacuzène avait déjà été Grand Ban de Crajova, c'est-à-dire, avait rempli la première charge du pays ; il faut savoir aussi que Michel le Brave était parent de Cantacuzène et que deux princesses de la famille des Bassaraba avaient épousé : l'une un Paléologue, l'autre un Cantacuzène, mariages que feu Alexandre Odobesco a si admirablement décrits.

Ce fut le prince Radou Mihnéa, de la branche des Bassaraba Manesti, qui introduisit une foule de Grecs dans les principautés ; les Boyards nationaux en firent un premier massacre sous ce prince, et plus tard un deuxième qui provoqua le décret de 1631 contre les Grecs. Pourtant le prince Mathieu Bassaraba n'en eut pas moins des Grecs dans son conseil et notamment : les trois frères Caradja ancêtres du prince de ce nom, que nous rencontrerons plus tard, un Pignatelli, venu dans les principautés avec une mission de Constantinople où il s'était réfugié, et d'autres encore. Aussi, en 1655, le prince Constantin Bassaraba remit-il en vigueur les mesures prises contre les Grecs. Mais ceux-ci furent assez puissants pour le renverser en 1659 et dès lors nous voyons les trônes des principautés occupés par deux Grecs authentiques : Georges Ghika (1), emmené en Moldavie par le prince Basile Lupul, Albanais comme lui, et Geor-

(1) Dora d'Istria (Princesse Aurélie Ghika), écrit : « E noto che fra i Clementi, i piu celebri dei clan della Ghegharia, si trovano de Gliocai... che per tradizione si crede de origine veniziana ».

ges Dukas, descendant paraît-il des empereurs de ce nom, si l'on en croit un rapport de Ferriol adressé au roi de France, où l'on peut lire la phrase suivante : « Il (Dukas) est de première noblesse... Il compte parmi ses ancêtres des empereurs grecs » (1).

Plus tard, sous le règne de Radou, Serban Bassaraba, les Grecs se vengèrent des massacres d'autrefois ; le postelnik Draghici Cantacuzène fut leur victime. Les autres boyards eurent le temps de se sauver. Réfugiés auprès de l'archevêque Théodose, ils réussirent à éloigner le prince et sa suite. Mais ces éloignements ne purent être que temporaires ; et en 1679, Serban Cantacuzène occupait le trône de Valachie.

On voit par là que l'opposition des Boïards tendait plutôt à une limitation de l'influence grecque qu'à l'expulsion de leur race. Elle n'eut d'ailleurs pas été possible étant donné les alliances qui unissaient un grand nombre de Grecs avec les familles indigènes et même avec les plus hautes et les plus indiscutablement nationales, comme les Bassaraba. Enfin ces liens matériels et sociaux n'étaient pas les seuls qui leur fournissaient des racines dans le sol ; beaucoup étaient devenus Roumains d'esprit et de cœur. On en peut citer dont le patriotisme ne

(1) Au xvii^e siècle les Grecs étaient déjà si nombreux dans les principautés que le Métropolitain Mathieu Pogoniani pouvait leur écrire de Venise : « Vous autres boyards grecs qui vivez à la Cour et faites le commerce dans ce pays, gardez-vous bien de commettre des injustices ». La noblesse grecque, en effet, comme une partie de celle de Venise, faisait le commerce.

lissait rien à désirer. C'est en effet un grec qui chanta le plus haut la gloire de Michel le brave dans un ouvrage imprimé à Venise en 1742.

Voici comment il se fait connaître :

αν θελετε να μαθητε και μετα την πατριδα
Μαλσιατη η χωρα μου του Δελβιτου μεριδα

Το ονομα μου Σταυρινος Βισπιρκης μεγας.

L'enthousiasme de cet auteur est à la fois si vif et si sincère qu'il a pu, cent ans plus tard toucher le cœur d'un vrai Roumain, M. Balcesco lui-même.

C'est ce chantre de la gloire qui a dit de Michel le brave le mot qu'on cite souvent :

οτι πολλα που επρεπε ταχη την αυθεντειαν.

Mais si Nicolas Balcesco a pu faire quelque peu grâce à certains Grecs des principautés il n'a pas voulu étendre son indulgence sur leurs congénères du Phanar et pour les mieux désigner à l'animadversion publique il prend soin de les mettre à part en ces termes formels :

« La brave nation Hellenique que nous aimons et que nous respectons, se distingue des Phanariotes que d'ailleurs elle-même hait et éloigne de son sein ». En parlant ainsi, l'historien en vrai patriote, s'est fait l'écho de l'opinion généralement admise dans les principautés mais peut être aurait-il pu se souvenir qu'en dépit de l'aversion de leurs congénères, ce sont les Grecs du Phanar qui ont fait vivre le nom de la Grèce dans les pays civilisés pendant les longs jours sombres qui se sont succédés du xv^e au xviii^e siècle.

Filitti

2



Mais si l'influence grecque dans les principautés se trouvait déjà considérable avant l'arrivée des Phanariotes elle le devint beaucoup plus encore sous leur règne.

Ils furent des agents actifs de civilisation. C'est à eux que l'on doit l'introduction des lumineuses idées françaises qui ont illustré le XVIII^e siècle. Et pour appuyer cette affirmation nous ne saurions évoquer un témoignage plus décisif que celui de M. Pompiliu Eliade.

Voici comment il s'exprime :

« Ce furent donc en résumé, les hospodars phanariotes qui répandirent les premiers l'influence française dans les deux principautés roumaines. Ils y contribuèrent par leur exemple personnel, par leur entourage français de secrétaires et de gouverneurs, par les soins qu'ils eurent pour l'école turque. L'esprit d'imitation des boyards, le désir d'être agréable au Prince, le rêve de voir un jour les siens parvenir aux plus hautes fonctions furent les sentiments qui firent suivre le mouvement par la main de l'aristocratie ».

Ces princes contribuèrent aussi à l'adoucissement des mœurs, par leur tolérance religieuse. Elle s'étendit à tous les cultes et notamment à la confession catholique qui vivait difficilement en Roumanie par les franciscains de Hongrie. Les preuves de leur bienveillance nous sont fournies par des documents nombreux dont il est utile de citer au moins les suivants :

Pour la Moldavie voir l'ouvrage de Guillaume Schmidt

1703. — Document du Prince Jean Constantin Bassarab en faveur de l'église de Tergovesti.
1722. — Ordre du Vornic en faveur de la même église.
1731. — Le prince Michel exempté de l'impôt du sel la même église.
1732. — Le prince Constantin Maurocordato de Scarlat, faveur accordée à l'église de Tergovesti.
1733. — Le prince Grégoire accorde des exemptions aux franciscains de Bucovatz.
1734. — Gregoire Ghika scutesce de bir 6 omeni pe moisia bisericiei din Tergovestisi de la Sotange.
1748. — Prince Grégoire, même faveur pour Bradiste.
1752. — Prince Mathieu Ghika.
1752. — Grégoire Ghika accorde des exemptions à l'église de Rimnic-Valcea.
1753. — Constantin Racovitza accorde des exemptions pour Bucarest.
1754. — Constantin Racovitza accorde des exemptions pour Tergovesti.
1754. — Constantin Racovitza accorde des exemptions pour Bucarest.
1765. — Stefan Racovitza, privilèges accordés aux franciscains de Bucarest.
1767. — Grégoire Ghika, privilèges accordés aux franciscains de Bucarest.
1768. — Alexandre Ghika, privilèges accordés aux franciscains de Bucarest.
1769. — Grégoire Ghika privilèges accordés aux franciscains de Bucarest.

1769. — Grégoire Alex. Ghika, privilèges accordés aux franciscains de Tergovesti.
1773. — Divan pendant la guerre russe, privilèges accordés aux franciscains de Tergovesti.
1775. — Alexandre Ypsilanti, faveurs Bucarest.
1784. — Michel Sutzul, faveurs Bucarest.
1787. — Nicolas Karaese (Karadja), faveurs Bucarest.
1792. — Michel Sutzul, prince pour la seconde fois, donne des privilèges aux églises de Tergovesti et de Bucarest.
1795. — Ipsilanti, prince pour la seconde fois donne des privilèges aux églises de Tergovesti et de Bucarest.

En politique enfin ils se sont montré presque toujours habiles et parfois supérieurs. Les résultats qu'ils ont obtenus ont procuré aux principautés des avantages de premier ordre. Chacun peut s'en convaincre en consultant les documents diplomatiques dans nous avons transcrit un grand nombre, en suivant le cours des événements.

Cette opinion ne nous est pas personnelle ; il est d'autres historiens qui l'ont émise avant nous et parmi les plus autorisés nous pouvons citer M. Jonesco Gion.

C'est lui qui a écrit ceci :

« Les Phanariotes furent habiles en diplomatie. Par leur façon de conduire la politique étrangère de la Turquie ils réussirent à mettre au Carpathes et au Pruth un obstacle séculaire, empêcher la destruction de l'empire

du sultan dans un moment où... un partage de la Turquie aurait été accepté par l'Europe avec une indifférence étonnée comme celui de la Pologne.

Noircissons la politique intérieure des Phanariotes avec les couleurs les plus sombres ;... nous serons peut-être dans le vrai... qu'on leur reconnaisse, sans restrictions, qu'ils ont été diplomates, qu'ils ont servi la Turquie et les principautés tout en servant bien entendu, leurs intérêts propres ».

Mais en mentionnant ici ce qui peut être à l'avantage de ces princes nous devons reconnaître qu'il était inévitable que leurs qualités fussent méconnues et leurs défauts exagérés. Ils étaient les agents d'une souveraineté contre laquelle s'insurgeaient tous les sentiments des populations roumaines et cela suffisait. Des hommes doués de plus de mérite et même de vertus transcendantes n'auraient pu, dans une situation semblable, se soustraire à l'impopularité qui les précédait et n'a cessé de les suivre dans tous le cours de leur carrière.

Les Phanariotes ne semblent pas s'être fait d'illusion à ce sujet et il ne paraît pas qu'ils aient jamais fait grand effort pour la vaincre mais ils ont voulu du moins témoigner par leur attitude le sentiment qu'ils avaient de la hauteur de leur fonction. Leur place dans la hiérarchie turque était en effet considérable. Ils étaient assimilés aux pachas à trois queues et, aussitôt nommés, ils devaient — au moins officiellement, — quitter Constantinople parce que la loi ottomane ne permet pas que deux fonc-

tionnaires du même rang cohabitent dans la capitale.

Cette prescription les mettait donc sur le même rang que le grand vizir (1).

Aussi voulaient-ils se présenter en roi, devant leurs nouveaux sujets.

Les représentants des puissances étrangères, se sont souvent complus, dans des rapports détaillés, à renseigner leurs cours sur la façon dont les Phanariotes vivaient, agissaient, étaient installés sur leurs trônes et disgraciés. Voici par exemple un fragment de rapport allemand dont les curieux termes nous paraissent dignes d'être cités. « Bei seinem Eintritt in das Audienzzimmer hatte er über seiner Kabanitzo einen weiten silberreichen Kaftan womit er beim hingange bekleidet Wurde (2) etc.

Nous ne croyons pas devoir terminer cet aperçu de la pompe phanariote sans citer encore le passage suivant qui nous est fourni par Wilkinson : « Depuis que leur choix est fait parmi les Grecs, ils reçoivent leur investiture à la Porte, avec la pompe et les cérémonies observées ordinairement à la création des pachas et des vizirs. Le

(1) En 1727, de Bonnac écrivait : « les mots bey et Khan ont à peu près la même force en langue turque, comme on le peut voir par l'autorité des beys de Moldavie et de Valachie qui sont égaux en dignité et en autorité au Khan des Tartares ».

(2) « Il est des temps, écrit M. Tarde, où les aristocraties ne se règlent que sur l'exemple d'autres noblesses étrangères, plus brillantes mais analogues.... Il s'ensuit une organisation où l'idée de caste tend à éclipser l'idée de patrie, où la différenciation anti-nationale marche de front avec l'assimilation internationale » (*Études pénales et sociales ; Les maladies de l'imitation*).

kukka, ou cimier militaire, est placé sur leurs têtes par le Muzhar-Aga, et le grand-vizir lui-même les revêt de la robe d'honneur... ils prêtent leur serment de fidélité en présence du sultan... ils se rendent en procession solennelle et pompeuse à l'église patriarcale où on répète les mêmes prières et le même cérémonial qui étaient auparavant observés à l'inauguration des empereurs grecs ».

Il résulte de ces citations qu'au début du xviii^e siècle, à la suite de cette paix de Carlowitz où la fortune des Maurocordato avait été fondée, l'influence phanariote était solidement établie à Constantinople et dans les principautés.

C'était l'œuvre de 250 ans de travail énergique et sans trêve.

Byzance, peut-on dire, appartenait de nouveau aux Grecs !

4. Considérations sur l'avènement des Phanariotes.

La domination des Phanariotes était, nous l'avons dit, par trop en contradiction avec les aspirations nationales, pour être bien accueillie. On ne discute pas un sentiment, on le subit. Il est donc tout naturel que les historiens roumains soient devenus les détracteurs absolus des nouveaux souverains alors qu'ils étaient les ennemis nés de la puissance qui les avait imposés.

Si donc on veut se rendre compte des défauts et des qualités de ces Hospodars et approuver le mérite et les inconvénients de leur domination il faut se placer à un autre point de vue.

Et d'abord il faut demander des renseignements aux desintéressés ; leur témoignage mis en regard des malédictions prononcées par les historiens nationaux permettra d'établir une discussion sérieuse.

Voici donc un tableau de l'état des principautés (1) tel qu'il résulte des rapports étrangers. Laissons parler Boscowitch :

« Der Capikehaja hat bisweilen, wenn es den Credit oder Geschäfte der Provinz anbetrifft, mehr gewalt als die Fürsten selbst ».

« Waivoda ist ein sklavonisches Wort; und bedeutet soviel als dux belli im lateinischen; denn voi oder boi heisst Krieg und vodit begleiten ».

« Der Postelnik ist so viel als der erste Minister der Fürsten; der gegenwartige hatte alle mögliche gewalt über seinen Herrn der ein junger Mann war in allem, was übertragung der Amter und andere öffentliche geschäfte angehet ».

« In dieser Provinz kann kein Musulmann ein Amt erhalten, es sey so gering es wolle ».

« Der Tribut den der grossherr jährlich aus der Moldau zieht beläuft sich auf 50 bis 60.000 Piaster... Die Griechen sagen gewöhnlich zu Constantinople dan die Moldau den Fürsten nur

(1) « Dobbiamo considerare, ecrit Del Chiaro, queste due Provincie... a guisa die due navi in un mar tempestuoso dove rare volte si gode la tranquillita et la calma ».

2.700 Beutel eintrage... Die Wallachey,, trägt ihren Fürsten 5.000 Beutel ein ».

« Der Adel des Landes macht viel aufwandin ausländischen Tüchern und Stoffen besonders in Pelzwerk und prächtigen equi-page... Bojari kommt von dem sklavischen worte Bojiher... Es gibt auf hundert solche Bojarenfamilien; aber alle sind neue familien im Lande, oder die erst neuerdings zu diesen grad erhoben sind; alle alte, die vor der Unterwerfung unter die Turken herrsch aft vorhanden waren sind ausgerottet oder in das ausserste elend gerathen ».

« Die Bischoffe behaupten nach ihrer Ernennung ihren Posten Lebenslang und hängen weder von der Pforte, noch vom Fürsten, noch vom Patriarchen in Constantinople ab auch nicht eimal was ihre Diocesen angeht... Jetzt wagt es kein Fürst mehr ohne Einwilligung der Bischoffe oder der vornehmsten Bojaren eine ausserordentliche auflage auszuschreiben ».

« Armer Fürst! Gott weiss was in einem Jahre fur ein Schicksal deiner wartet! ».

De tout ce qui vient d'être exposé il ressort suffisamment, ce nous semble, que les Phanariotes étaient des gens éclairés et capables de remplir le rôle qui leur était confié. Leurs lumières dépassaient non seulement celles des Turcs, mais aussi celles de leurs sujets, aussi les accusations portent-elles sur d'autres termes.

Ils manquaient, dit-on, de patriotisme. C'est là un défaut capital dans un prince, mais il s'agit surtout de savoir si malgré tout ils n'ont pas gouverné dans un sens favorable à la nation.

On leur a reproché d'avoir négligé la langue roumaine. C'est une faute assurément, mais elle est d'importance

secondaire et l'on ne songe point à accuser en France les rois qui, avant l'ordonnance de Villers-Cotterets rédigeaient leurs actes en latin (1).

On a voulu les rendre responsables de la dépression politique qui se produisit à ce moment, mais est-ce vraiment équitable? En considérant les choses de sang-froid on reconnaît aisément que cette dépression n'eut d'autre cause que la détente naturelle qui suit une trop grande dépense de force. La Turquie profita de cette lassitude pour appesantir son joug. Elle fit de constants efforts pour assimiler les principautés aux provinces qui faisaient partie intégrante de son empire et si elle n'y réussit pas, c'est parce qu'elle en fut empêchée par les Phanariotes. Ils n'ont jamais consenti à avilir leur couronne. Loin de se prêter aux projets des Ottomans, ils s'efforçaient d'augmenter la puissance et la vitalité des principautés en cherchant à les réunir sous un même sceptre et le prince I. A. Gr. Ghika en disant de lui-même : « ως δεσποδεντην διοκησιν του αυθεντικου θρονου της Δακικας » n'allait-il pas au-devant des vœux aujourd'hui réalisés en partie?

On peut donc affirmer sans témérité que c'est à leur

(1) « Ουδέ δυναται να μη ομολογητη τις οτι μερος της εθνικας τη' υπαρξιας οφειλει η ελλας εις τους λεγομενους Φαναριωτας... επι Μωαμεδ του Β' οι τουρκοι ησαν τοσουτω αγαθαις και αγραμματοι οτι ητο περικυκλωμενοσ υπο φιλων και γραμματικων χορήστιανων οι οποιου εδιοικουσ ολην βρατι-λειαν ». On ne peut indiquer mieux les causes de l'influence phanariote.

ambition que les principautés doivent de n'être pas tombées plus bas sous le joug.

Enfin, ne pourrait-on pas, sans craindre d'abaisser en soi le patriotisme, reconnaître à des princes, si peu sûrs de leur trône et dont le règne souvent ne dépassait pas une année, quelque mérite pour avoir su trouver le temps de donner aux principautés des codes, des lois agraires, voire même des lois pour l'encouragement de l'industrie nationale dont le germe se trouve dans un Chrisov de 1755 ?

CHAPITRE PREMIER

PRÉPONDÉRANCE DE LA FRANCE ET DE L'AUTRICHE EN ORIENT

Carlowitz (1699). Passarowitz (1718). Belgrade (1739).

Les Grecs n'étaient pas les seuls candidats aux trônes des principautés. On sait que l'idée d'un puissant état catholique dévoué à la France et ami de la Turquie avait germé dans la tête d'un Pierre Rares ou d'un Zapolya et on avait parlé d'un duc d'Orléans, comme prince de Transylvanie avant que le duc d'Anjou ne devint roi de Pologne.

Mais ces projets manquaient de consistance et ne savaient où s'appuyer. En attendant il paraissait possible de favoriser les prétentions de la Pologne à l'encontre de l'Empire et l'on avait jeté les yeux sur le comte Tököly pour le porter au trône dans les principautés. D'autre part s'il on en croit Wohner le Khan des Tartares était, à la mort de Cantacuzène, candidat aux trônes des principautés pour ses deux fils ; mais de Béthune et

Gravel pensaient qu'on pouvait ménager la paix par un partage de la Moldavie pourvu « que, de la Valachie, sur laquelle l'Empire et la Pologne avaient d'égales prétentions, on investit le comte Tököly ».

Le nouveau prince de Valachie, Brancovano penchait vers l'Allemagne, son oncle le stolnic Cantacuzène qui jouissait d'une grande influence, était contre cette politique. Par contre Balaciano et Vladesco la favorisaient mais, dit Eugène Schuyler (*Peter the great* tome II, p. 230 et s.) « he had been in constant danger of removal by the Porte.... leading Wallachians were in correspondance with Golovkine » ; quand à la Moldavie, de Castagnières, dans un de ses rapports, annonçait au roi que « L'Hospodar et les principaux du pays travaillaient à recevoir chez eux les Allemands ; que l'Hospodar était entré pour cela en négociations avec le général Haüsler ».

Mais bientôt les Hospodars furent forcés de suivre les ordres du grand vizir ; la bataille fut livrée au général Haüsler à Zernesti (Valachie) et il fut fait prisonnier « Cette prise, écrit Castagnères fournira sans doute au comte Tököly beaucoup de preuves des engagements que les principautés de Moldavie et de Valachie avaient avec les Impériaux, lesquelles pouvaient dans la suite lui donner le moyen d'être maître de ces provinces » Castagnères apprend aussi, qu'à défaut de ses propres fils, le Khan soutient la candidature d'Abasy et lui-même voudrait volontiers voir régner « le fils d'un homme qui a

gouverné pendant six ans la Valachie et est mort en Pologne prisonnier » (Gr. Ghika ?).

Il est évident que combattre Tököly c'était contrecarrer les intérêts de la Porte toujours heureuse de susciter des difficultés au prétendant allemand. Mais le postelnic Vergo avait prévenu Castagnères en 1691, que les Roumains étaient contraires à Tököly et qu'alors la Porte elle-même n'en voudrait pas.

Enfin les émissaires impériaux désiraient que la Porte donnât la principauté de Transylvanie à un nommé Bethlen.

Brancovano contrariait donc la Porte lorsque « il se faisait fort de ramener la Transylvanie à l'obéissance..... pourvu que la Porte ne leur donnât pas (aux Valaques) Tököly pour souverain (Castagnères). Ainsi que le remarque M. Jonsco-Gion, Brancovano fut le premier à persuader aux Turcs que les Hospodars par la situation de leur pays à l'entrecroisement de trois empires, pourraient leur être de grande utilité dans les négociations diplomatiques comme agents d'informations.

Ce conflit était encore compliqué d'un autre élément car si nous n'avons pas encore prononcé le nom de Racotzi son émissaire Sandor, ne restait pas, certes, dans l'inaction. Il allait jusqu'à affirmer que l'Angleterre reconnaissait son maître pour roi.

Cantemir était alors prince de Moldavie et certes sa position n'était pas meilleure. A côté de la Pologne et de l'empire ces deux voisins voraces que la Moldavie

avait toujours eus à craindre, s'en dressait un troisième : la Russie. Nous verrons plus tard ces trois prétendants réduits à deux : la Russie engloutira la Pologne et avec elle, tous ses droits sur les principautés. « Comme la Valachie et la Moldavie, écrit M. d'Esneval, appartenait anciennement par héritage aux Polonais... elles leur sont consignées ». Déjà en 1699 Auguste II écrivait à Leczinsky son représentant à la Porte « *ad eiusdem amicitiae perfectionem et perennitatem spectare si limites regni sine quibus ullatenus extra molestiam mutuam cum provincia Moldaviae subsistere non potest ultra, juxta veterum usum post sylvam Bucoviniensem promoveantur ita ut haec eadem inclusive cum oppidi Czerniewicz et Choczim sit perpetuus limes* ». J'ai cité ce passage un peu long parce que toute la question de la Bucovine dont nous parlons plus loin y est en germe. /

Les hautes prétentions de la Pologne percent aussi dans le document suivant qui remonte à 1712 « Le titre de prince, que ceux qui gouvernent la Moldavie s'attribuent présentement, est usurpé depuis peu de temps. On les nommait auparavant palatins de Moldavie suivant la règle ordinaire de la Pologne, qui nomme palatins : ceux qui sont comme gouverneurs de provinces et comme sénateurs de la République »... « Il y a en Moldavie un évêque de rite latin ; le roi de Pologne le nomme et le prince le choisit... c'est la seule marque qui reste de l'ancienne domination de la Pologne sur cette province. »

Aussi pour échapper à la Pologne le prince de Moldavie, Constantin Cantemir, « avait des intelligences avec les officiers allemands qui sont en Transylvanie. » Dieu lui épargna les angoisses de son collègue valaque : Il mourut en 1693.

Castagnères insistait auprès de la Porte pour que le « Grand seigneur cédât au moins aux Polonais quelques places de la Moldavie ». L'envoyé polonais Rzędzowski demandait Neamtz, Sutchava et Soroka. D'autre part, il se prétendait en mesure de compromettre Duka, le nouvel hospodar de Moldavie qui était gendre de Brancovano et germanophile comme lui, car, à Jassy, sur la table d'un père Cordelier, il avait vu un acte par lequel ce prince se faisait vassal de l'Empereur (1694).

Le roi de France avait mal choisi son moment pour presser la Porte de céder à la Pologne la « petite étendue de pays » entre le Pruth et le Dniester « qui paraît, disait-il, fort nécessaire aux Polonais pour la subsistance et la sûreté de la place de Kaminiek », car Mustapha II succédait à Ahmet (1695) et avait des intentions belliqueuses.

Le nouveau Sultan fit retenir l'agent français, de Bonnac, prisonnier en Pologne, tandis que Georges Rosetti, fils du grand échanson, empêchait la correspondance entre l'abbé de Polignac et Constantinople. Les princes valaques et moldaves étaient admirablement placés pour intercepter les correspondances, aussi les agents des différents compétiteurs faisaient-ils tous leurs efforts pour les gagner à leurs intérêts.

C'est à ce moment que paraît pour la première fois sur la scène diplomatique une vraie figure de phanariote. La Turquie battue presque partout se laissa aller aux négociations et envoya à Carlowitz, le fameux Alexandre Maurocordato, médecin du sultan, successeur de Panoïotaky dans le grand dragomanat et décoré plus tard du titre de ξ α ρ \omicron ρ ρ η τ ω ν ou conseiller intime. Ce personnage
 X avait fondé à Constantinople une école grecque dont il avait confié la direction au célèbre Jacques Manos d'Argos, ancêtre des Manos, qui joueront plus tard un grand rôle dans le Phanar. « C'est un ennemi de la France, écrit Daubert au marquis de Torcy (1698), mais on a besoin de lui car c'est l'un des plus excellents comédiens de l'Europe ».

On connaît les dispositions de la paix de Carlowitz (1699) peu favorable à la Porte. Si Maurocordato ne sut pas obtenir de meilleures conditions pour la puissance qu'il représentait il sut, du moins, tirer de ses négociations, de nombreux avantages personnels. Il y gagna d'abord le titre de prince de l'Empire (1) sans toutefois mécontenter la Pologne, car il s'assura la protection de cette puissance en faveur de son fils, auquel il avait dessein de procurer le gouvernement à vie de la Moldavie, comme celui de la Valachie avait été accordé au bey régnant (2).

(1) Il avait, en effet, joué un grand rôle dans les négociations : Castagnères écrivait au roi en 1698, que l'ambassadeur d'Angleterre, celui de Hollande et Maurocordato, avait des conférences dont ce dernier rendait compte au grand vizir.

(2) Ces projets sont très explicitement mentionnés dans le rapport de l'envoyé Français.

Enfin, du Sultan lui-même il ne manqua pas de se faire généreusement gratifier car il en reçut les titres d'εξαρχμπεροτατος et de muarem errar.

En ce moment, Brancovano ne se maintenait en Valachie que par la puissance et le nombre de ses cadeaux à la Porte (1); en Moldavie à Douca avait succédé Constantin Cantemir, remplacé bientôt par Douca pour la deuxième fois. En 1704, Mustapha II ayant été déposé et remplacé par Ahmet III, Douca dût céder le trône (2) à Michel Racovitza, descendant de la noblesse fondée par Etienne le Grand sur le champ de bataille de Racova au quinzième siècle, mais qui était devenu complètement étranger à sa patrie (3) « The ruler of this time, dit Schuyler, was Racovitza; fearing, the intrigues of the Hospodar of Walachia and his friend who, as Nekulcea the Moldave chronicler says « like hungry wolves waited his fell » he resolved to enter in connection with Russia. He was replaced by N. Maurocordato a Greek, the son of that dragoman of the Porte who has taken such a prominent part in the conclusion of the treaty of Carlowitz ».

En 1709 Ferriol pouvait rapporter que « à l'égard du

(1) En 1698 il avait corrompu à force d'argent l'homme de confiance de Girardin, Wohner ou Warner. Celui-ci, pris de remords, se suicida (v. Jonesco Gion; Brancovano et Louis XIV).

(2) « Il y a deux mois, écrit de Ferriol au roi, que le bey déposé de Moldavie est réfugié dans le palais de Votre Majesté ».

(3) « D'une illustre maison de Moldavie et grand protecteur de la religion catholique », dit un document de 1712.

prince de Moldavie déposé, on l'amène dans les fers à Constantinople pour les intelligences que le roi de Suède a fait voir qu'il avait avec le Czar, par son envoyé Neugebauer. Il serait à désirer, ajoute-t-il, que Sa Majesté suédoise en fit autant du prince de Valachie » (1).

Le nouveau règne de Nicolas Maurocordato ne fut point plus durable que le précédent. Il suscita lui-même bien des envieux et c'est dans les termes suivants que Grégoire Ghika sollicitait l'appui de Charles XII « prendo ardire humilitamente supplicarlo graziarmi d'una lettera al signore ambasciatore » et signait prince de Moldavie et de Valachie.

N. Maurocordato lui aussi fit appel au roi de Suède pour conserver son trône, ce qui ne l'empêcha pas d'être remplacé par Demetrius Cantemir (1710). Celui-ci, de son côté, au moment où la guerre russo-turque éclatera, n'hésitera pas à se jeter dans les bras de la Russie et emportera dans sa fuite, au grand désespoir de Des Alleurs, ses instructions de Hongrie et la patente de grand'croix de Saint-Louis.

D'un autre côté les Turcs qui réclamaient en vain le tribut imposé à l'Autriche depuis le siège de Vienne, avaient intérêt à se ménager Ragotzi. Celui-ci refusa leurs offres mais au lieu de se tourner vers l'Empire dont il se méfiait, parce qu'il connaissait ses intentions : « di far

(1) (1709) « 800 Suedisi.... sono stati tagliati a pezzi tutti per li Moscoviti delle Moldava e por tal causa il principe di Moldavia e stato arrestato por ordine della Porta.

un regno hereditario quello que e stato sempre elettivo », il s'adressa au Czar par l'intermédiaire du baron Talaba. Le Czar lui envoya sa miniature encadrée de brillants et en même temps il conféra le titre de comte au Spathar de Valachie, Cantacuzène pour l'encourager à trahir son souverain et l'intérêt qu'il y avait à cela, c'est que Brancovan, tout en restant officiellement dévoué à la Turquie, gardait fidèlement en son for intérieur un penchant vers l'Allemagne « si vede il principe di Valachia prender tra li suoi titoli quello di Principe di Allemagna e trasportar ivi i suoi thesori ».

Malgré tout, la Porte ne pouvait se décider à la guerre et il me paraît curieux de reproduire un fragment d'un dialogue imaginaire entre un Turc et un Persan :

« Che vi serve haver un sultan giovane, di spirito, applicato al governo e alla giustizzia si poi viene così ingannato e apartamente tradito dagli suoi ministri ? — Déchirez la paix. — Non potiamo mancare alla nostra parola La prima legge d'un governo consiste nella salute de popoli, il suo disegno (de la maison d'Autriche) e di dar un scacco alla Francia per non haver poi un inimico potente sulle sue spalle quando vorra un giorno assaltar quest'Imperio ».

C'est d'ailleurs ce dont on soupçonnait aussi la Russie dans sa conduite à l'égard de la Suède « esso essercite e disciplina le sue troppe contro Del Re di Suetia per poi impiegarle doppo qualche apparente preteso contro di quest'Imperio ».

— Date dunque soccorso al Principe Ragotzi sotto mano.

— Questancora e contrario alla gloria del nostro Imperio il quale non recusa la protezione ai Principi oppressi ma alli rebelli.

Ferriol avait donc raison de s'écrier : « Les Turcs sont méprisables de perdre par leur lâcheté les plus belles occasions du monde ». D'ailleurs Ferriol n'avait pas été reconnu par le Sultan et n'avait pu présenter ses lettres de créance ; encore moins avait-il pu obtenir la réparation de la coupole du Saint Sépulture et la restitution de quelques églises aux latins de Suos. Il prit alors une attitude indignée ; se présenta devant le Sultan, le sabre au côté malgré les instances du vieux Maurocordato et on eut toutes les peines du monde à lui interdire les feux d'artifices.

Brancovanio aussi, malgré sa prudence, se laisse aller à Guarient et s'indigne de « l'insatiable ingordigine de Turchi ». Le Sultan trouve que l'Empereur d'Autriche est jeune comme lui, et qu'ils doivent vivre en bon termes.

C'est à ce moment que Grégoire Ghika parvint au drogmanat et les circonstances de sa nomination sont intéressantes à deux points de vue : d'abord on le choisit parce qu'il est le petit-fils d'Exaporite « Zu Wien geboren und von weylant Iro K. K. M. aus der tauff gehoben worden » et puis « er hat erst kürzlich angefangen Türkisch und Italienisch zù lernen und folglich kaum in zehn jahren dollmatch dienste zu leisten instandt sein ».

Il avait la tête un peu dure !

La Turquie se décida enfin à la guerre mais en fut bientôt lasse et quoique le camp russe de Tutova fut « fortamente trincierato » elle se décida à la paix. Le Khan des Tartares fut même exilé à Rhodes pour s'être trop prononcé en faveur des Russes. Faberi prétendait savoir du comte Cantacuzène qu'il n'y avait même pas eu bataille. Brancovan avait raison de penser « parecch'abbia impossibile che si sia potuta conchiudere cosi in un instante una pace tanto vergonzosa senza che fosse sotto qualche mistero o corriazzione ». Un de ses ministres s'écrie : « Dio benedicti il nostro Principe che ha conservato questo Principato delle disparia della Moldavia con governarsi saggiamente aspettando la decisione d'una battaglia nelle quale se visto al ultimo che sotto vesti tedeschi li Moscoviti sono ancora moscoviti ».

Cantemir se sauva en Russie qui était déjà l'asile de beaucoup de Grecs. On sait que Pierre le Grand fit appel à des prêtres grecs pour convertir, à coups d'épée, les habitants de son vaste empire. L'un d'eux Christian Philètès, originaire de Zante et dont le père était venu faire le commerce dans les principautés à la fin du xvii^e siècle (1) devint membre du Saint-Sinode et plus tard aumônier de l'impératrice Catherine I. Un autre Grec Condoïdes devint archevêque. Tous les deux furent mêlés aux négociations. « Desczaren prädiger

(1) C'est le fondateur de l'école et de l'église de Janina.

kam zu mir intentionirt einige schriftten ausgehen zu lassen worinnen er des Czaaren recht in das orientalische reich deduciren wollte und den rechtmässigen Krieg », dit un rapport du temps.

Bartholdi annonce que le Sultan a nommé le Polonais Kiowsky prince de Moldavie « aus misstrauen gegen die Griechen ». La nouvelle était inexacte. A la conclusion de la paix de Falksen (1711) le Prince de Valachie fut représenté par Castriote ; le patriarche de Jerusalem intervint aussi (Nottaras) (1). Quant à Ragotzi il demandait au

(1) Chrysanth Nottaras, patriarche de Jérusalem, était un descendant du fameux Luc Nottaras, grand duc de Constantinople qui, à la chute de Byzance (1453) alla cacher ses trésors à Venise. Son neveu Démètre Nottaras « *Ηελοποννησιος* » était « *αρχικατος του υψηλοτατου ηγεμονος Ουγγροβλαχιας Στεφανου Ραχοβιτσα* », il avait épousé la fille du grand boyard Gradishtéano et sa descendance se continue de nos jours en Roumanie. La carrière ecclésiastique était très goûtée dans les anciennes familles grecques ; leurs études favorites étaient la médecine. Beaucoup s'adonnaient au commerce. Citons les *Cortazzi* qui, au XIII^e siècle se levèrent en Crète contre le doge Zeno et qui se perpétuent de nos jours en Roumanie ; les *Perticari* qui remontent au XIII^e siècle également ; les *Tzigaras* dont l'un était vers 1660 banquier de Brancovano ; les *Vatatz* dont l'un était agent de Nadir Shah en Europe et dont la descendance mâle est éteinte ; les *Skinas* dont un membre était prêtre et professeur à Athènes en 1570 ; les *Papa* récemment éteints quant aux mâles originaires de Corse où ils s'étaient enfuis en même temps que les Bonaparte et les Lenzo qui existent aujourd'hui en Roumanie sous le nom de Linche. Un Isabetta del Papa de Napoli de Romania était « *fante al sal* » en 1542 ; les *Coressi* dont l'un « *sthратиото fedel* », est cité en 1546 et auxquels appartenait le diacre si connu dans l'histoire littéraire de la Roumanie. J'ai trouvé enfin, dans les archives du ministère des affaires étrangères de Paris, un noble grec *Zappa* vivant en France sous Louis XIV. Les *Lascari* existaient encore au XVII^e siècle. Un *Karadja Pacha* se distingua à un assaut en 1453. Citons à titre

czar pour le cas où ses armes seraient victorieuses « nicht nur zur Erlangen seines Rechtes auf das Fürstenthum siebenbürgen verhelfen sondern auch über die Wallachey und Moldau ihm das Directorium verleihen ». Ainsi parlait cette fois de Transylvanie l'idée de la reconstitution d'une Dacie, idée qui avait déjà germé dans la tête des princes valaques ou moldaves. Nous devons peut-être regretter que la Turquie n'ait pas été assez forte pour soutenir l'indépendance de la Transylvanie en aidant les prétentions d'un Rogotzy, Tököly ou autre. L'empereur Charles VI insistait par Talman pour que la Porte ne leur donnât aucun aide. En même temps Stanislas Leczinski était arrêté en Moldavie « per ordini del principe Mavrocordati » rapporte Mocenigo, et le seraskier de Bender, Méhémet Pacha écrivait au palatin Steniandski « Nunc vero dicat se esse Regem Poloniae, hoc præfulgida Porta non agnoscit... contra sua juramenta iterum in Poloniam venit... Respublica nunquam respicit regem Augustum nec ille legitima abdicavit et ita eundem quasi iure postliminii in Regem recipit ». C'était la suite de la paix de Falksen. La Turquie faisait le jeu des Russes.

de simple curiosité le prince *Dabiscia* de Bulgarie dont descendent peut-être les *Dabija* de Moldavie, enfin les *Vranas* et les *Philis* ou *Philitis* également byzantins et qui remontent au XIII^e siècle. La plupart des familles citées ci-dessus, n'ont pas occupé le premier rang dans les principautés. Deux voies en effet étaient ouvertes aux hautes aspirations : celle du Phanar et celle des très grosses fortunes. Dans ce dernier cas furent les familles *Moscho* et *Bellio* ; à la première catégorie appartiennent les familles grecques qui, aujourd'hui encore, comptent au premier rang de la société roumaine.

La paix de Falksen suggère des réflexions aux diplomates. « Turcia, dit-un rapport autrichien, écom' un aqua di fiume che, se non corre se corrompe, fanno poco contro di Christiani como se vede chiaramente per i disprezzi che quasi ogni giorno fanno agli ambasciatori christiani » et puis parlant des Principautés « li Moldavie li Valachi non s'erano assogettati tanto nel giogotiranico dé Turchi comogli altri sudditi christiani greci ma hanno li loro convenzioni colla Porta ottomana ; loro privilegi e la loro liberta. J. Polachi per il passato li proteggevano ».

L'Autriche, la Russie, la Pologne et Venise (1) étaient donc également mêlées dans ces négociations et « Summaest suspicio, écrit le comte Feretti au general baron de Tige, ne nomine belli Peloponensis contra venetos Budam petant ».

C'est le moment où la puissance phanariote s'établit solidement. « Par leur éducation dit, Legrand dans son introduction à la bibliothèque grecque vulgaire (p. VI), par leurs alliances, par l'empressement qu'ils mettent à attirer les savants grecs à leur cour, les Cantacuzène, les Racovitza, les Brancovan, d'autres encore avaient préparé sans en avoir conscience l'avènement des princes étrangers. Etienne Cantacuzène s'adressait à Chrysanth

(1) En 1712, à l'occasion d'un conflit entre Maurocordato et le colonel Urbanowicz, de Briant écrit au chancelier de Suède que Maurocordato entend rester dans les bonnes grâces de Charles XII quoique cela pût coûter à la Moldavie. Les boyards étaient contre les Suédois et les Polonais. Hyltén se plaint à Müller que le Prince l'a chassé à cause des intrigues des boyards.

pour avoir un traducteur (1) ; Kuparissa entretenait une correspondance politique avec Racovitza (2).

N. Maurocordato avait remplacé Démétrius Cantemir en Moldavie. En Valachie les Cantacuzène achevèrent de perdre Brancovano et l'un des leurs prit sa place mais pour un an seulement ; son successeur, N. Maurocordato, était tout dévoué à l'Allemagne, à ce que rapporte Fleischmann, mais il n'en est pas sûr. « Soll das nur eine griechische finesse sein ? . . . mit diesen griechischen gesindel und Kanalien ohne ihnen das Messer an hals zusetzen ist nichts zuthuen ».

À ce moment les rapports entre l'Autriche et la Porte étaient sur le point de se rompre encore parce que l'Empereur trouvait bon de prendre le parti de celle qu'Ali Pacha, dans une lettre au Prince Eugène, appelle « la coupable Venise ». Le grand vizir Damad Ali Pacha voulait conquérir la Morée et la guerre commença ; seul Clément XI promit au doge « un straordinario sussidio ». Le *bail* de Venise à Constantinople, Andrea Memo, fut enfermé, comme d'usage, à l'Edi-Kulé ; Candie fut abandonnée par Giustiniani. En 1716, l'Autriche conclut un

(1) Etienne Cantacuzène à Chrysanth Nottaras, patriarche de Jérusalem, le 1^{er} juillet 1714 : « Δικ το προσταχεν ημιν Ιαπωνικον βιβλιαριον θελει γνωσκη η μακροιστης τις οτι ως κλη και το ιδωταμεν τω Νικολαω δε Πορτα να το μεταρραση κηώς και τις το προεγραψαμεν ομως κηθενητε ο πτωχος etc. ».

(2) Nicolas Rosetti à Michel Racovitza, le 2 janvier 1717 : « Σεις οσον μεν το θειον εδωκε χειρα βοηθειας τοις χρηστικουις και τα οπλα του γληνηροστατου καιταρος μας ευτυλησαν κηώς το γνωσται η υψηλοτης σου ».

Bund avec Venise sur la proposition du grand conseil composé de Sinzendorf, Starnberg, Heberstein, Schlick. Le conseil fut d'avis, en même temps, qu'une alliance avec le czar contre les Turcs « auf alle weise zu vermeiden wäre ».

Pendant ce temps Maurocordato se faisait détester en Valachie. Del Chiaro va même jusqu'à dire « les Grecs, les Constantinopolitains surtout ont toujours été funestes à la Valachie toutes les fois qu'ils en ont eu le commandement » et un certain Apostolo Manos, intendant autrefois de Brancovan écrit : « l'iniquità del moderno Principe di Valachia sieno molto grandi... li Turchi cominciano a ritornasene à casa loro tutti humili che li Moscoviti sono entrati in Polonia... li Tartari si trattengono tuttavia nel loro paese ».

Le mécontentement des boyards était tel que l'un d'eux Braïloï écrivait à Steinville « die Tartarn haben dem Woda zù antwort gemeldet sie könnten nicht zùm sucurs kommen sie hätten mit den Moscoviten und Polaken genug zù thun ; bitten also um Gottes willen Euer Excellenz Erlösen Uns von den Joch der Hayden... Ihre Excellenz helfen uns bald sonstn werden alle Bojaren zù grunde gehen und von dem jetzigen Woda hingerichtet werden ». Le comte N. Rosetti était du même avis. Un autre grand boyard Bengesco, levait des troupes sur ses terres. Aussi au mois de décembre 1716, on apprenait que le général Steinville « hat den Hospodar der Vallachey durch den ober Capitain Dettine aufheben und wei-

ter führen lassen » (1). Son frère Ianaki a été mis à sa place et Grigorasco Ghika a été nommé drogman (Rapport de Bonnac). Ianaki Maurocordato commença par rouvrir les communications entre la Transylvanie et la Valachie, fermées par son prédécesseur ; la raison en est, dit l'acte, « cum Provincia Valachiae antiquitus Transylvaniae sit ita conjuncta ut teste experientia ferme impossibile una absque altera subsistere queat .. » La Russie avait des intentions pacifiques à l'égard de la Porte. L'envoyé hollandais Theyls écrit à ce point de vue à Ottel « il czaro fece assicurare la Porta che vuol continuare la Pace con li Turchi... procura disfare la Lega chela Republica de Polonia in Carlowitz fece con S. M. e con la Republica di Venezia contra la Porta ». Le patriarche de Jérusalem était à Bucarest et prêchait la fidélité à la Porte. Ianaki se plaignait de son voisin Michel Racowitza qui « Provinciae huius nostrae puritatem bonamque pacem torvis oculis intuetur eique nexuit insidias » aussi les boyards moldaves essayèrent-ils contre Racowitza un coup semblable à celui de Dettin, mais Racowitza fut sauvé par les Tartares.

La nouvelle campagne ne réussit pas mieux aux Turcs que celle terminée par la paix de Carlowitz, mais leur fierté ignorante, les empêchait de demander la paix. L'envoyé anglais Fulton, par haine de la France plutôt

(1) Le vornik Bujoréano, le logothète Balliano, les boyards Balaciano, Stirbey et Antonaki Floresco sont allés en Transylvanie demander au général Steinvill de les détacher des Turcs et de nommer quatre boyards gouverneurs.

que par affection de la Turquie — quoique dès 1702 le sultan ait dit au chevalier Sutton que l'Angleterre est la bonne amie de la Turquie — offrit sa médiation et elle fut acceptée. Les puissances furent représentées à Passarowitz par Ruzzini, Bianchi pour Venise, Colyer pour la Hollande, Sutton et Stanyan pour l'Angleterre, le silihdar Ibrahim Mohammed Effendi et Ianaki Maurocordato pour la Porte. Voilà donc un nouveau Maurocordato signant un traité défavorable à la Porte (1). Si les habitants de la petite Valachie ne lui en ont pas trop voulu c'est qu'il les a rattachés pour dix-huit ans à leurs frères de Transylvanie.

Maurocordato avait hâté la paix ; il écrivait à Eugène « cur sanguinem sitimus, cui parcere humanum ac gloriosum est ? » Plusieurs boyards écrivaient de même « gloriosum est expugnare urbes, subiugare regna sed autoritate Provincias iam labentes erigere, gloriosius ». Mais ils voulaient aussi se débarrasser de Maurocordato. Le Kapikehaia de celui-ci, Sotiris avait été arrêté à Constantinople pour les dettes de son maître.

Pour comprendre comment la Porte se laissait si facilement dépouiller de ses provinces, il suffit de lire ce qui suit « à voir la confusion, écrit Racowitza à Cellamare, et la terreur panique que j'ai trouvées partout, on aurait

(1) « Les preuves continuelles de servitude données par les Grecs et l'impossibilité de redevenir jamais une nation semblaient les rendre les plus propres à assurer le nouveau système de gouvernement que la Porte introduisait dans les principautés ».

crû les Allemands aux portes de Constantinople... le Mufti et tous les gens de sa loi sont pour la paix... grand bien nous a pris, Monsieur, qu'on ait déposé le grand vizir; s'il eût été conservé, la faction du Mufti l'aurait emporté... j'ai écrit amplement à M. le cardinal Albéroni et je lui ai représenté qu'on ne trouvera jamais des conjonctures plus favorables ».

En conséquence, Albéroni écrivait à la Boissinière, 1718 janvier 24 : « Vous assurerez aussi M. le Prince d'une ligue que le Roi d'Espagne fait avec la France et la Sicile et la sûreté qu'on a que les Hollandais non seulement seront neutres, mais qu'ils seront ravis de voir attaquer leurs ennemis... vous devez assurer le Prince qu'on est convenu de faire et mettre un équilibre en Europe qui dépend de la sûreté de l'Italie et ni l'un ni l'autre ne se pourra jamais obtenir quand en Italie restera un seul Allemand ». Pour qui sait combien la question de l'Italie tenait à cœur à Albéroni, on comprendra aisément l'impatience qu'il avait de se ménager des relations avec Racowitza.

Il ne faudrait pas croire cependant que Ianaki Maurocordato n'ait rien refusé à l'Autriche au congrès de Passarowitz. Je dirai d'abord, en passant, que l'Empereur Charles VI voulait que la Pologne, ne s'étant pas ralliée à la confédération sacrée, ne fut pas admise au congrès. Il demandait « les deux Principautés comme dépendantes du royaume de Hongrie, la Transylvanie et le banat de Temeswar et cela parce que la ville de Belgrade y a

toujours prédominé... » Il faut savoir aussi que Maurocordato n'était pas comme l'exaporite à Carlowitz, le premier représentant de la Porte (1), Colyer écrit à Hamel Bruyninx, ambassadeur de Hollande à Vienne : « Der Hospodar von Wallachey heeft ordre von der Porta als adjunct by de Turkesche Ambassade te gelyck up het Congres te verschynen ». « Wyders hat sy den Herrn I. Madvocordato Hospodar van het Prinsdom W. vermiss met geen publique character van de Hooge Porta is bekleedt op het Congres komende mit anders ale een Drogman der Ottoman Ambassador Sallen of kunnen consideren » ils ajoutent aussi ce que nous avons déjà vu plus haut « het Prinsdom den Wallachen absolutelyck oock begereren waerops desself Ministers repeteer den dat syne K. M beyde Prinsdom pretend eert als dependente van het koningrek Hongaryen ». L'agent prussien de Vienne Graeve se rendait compte de l'importance que la petite Valachie avait pour nous surtout à cause de ses salines.

Il résulte de ces divers documents que si la Russie convoitait aussi bien que l'Autriche, les deux principautés ces deux puissances ne procédaient pas pareillement et que la dernière seule avait à plusieurs reprises déclaré hautement ses prétentions.

Je ne sais jusqu'à quel point il peut être vrai que Mau-

(1) Ruzzini - rapporte en effet (1718) : « il principe di Valachia Maurocordato sebbene non assiste alli congressi... influisce in tutti li consigli di Plenipotenziari ottomani ».

rocordato ait demandé de l'argent à la veuve de Brancovano pour conserver la petite Valachie ; toujours est-il que Sutton ne désirait pas cette cession car il écrivait : « les égards que le grand seigneur et ses ministres doivent avoir pour le peuple et les milices sont notoirement de telle nature qu'ils n'osent pas faire les cessions. Numan. Küprüli est l'idole du peuple et partisan de la guerre ». Mais cette ardeur belliqueuse est sollicitée par les puissances en sens divers ; les uns attendent que la paix soit faite pour précipiter les Turcs contre les Russes ». Maurocordato voulut négocier avec Virmont le représentant autrichien en Pologne ; mais celui-ci avait des instructions sévères : il écrivit à Ottil « le woiwoda me déplaît, il veut toujours me régaler, comme il m'a déjà offert une bague médiocre ; je l'ai renvoyée en disant que je sers le plus grand Prince du monde, etc. ».

Les boyards redemandèrent à l'Empire « l'acquisto di tutta la Provincia di Valachia e prenderci sotto il suo dolce, clemente e justo dominio » en leur donnant pour Prince Georges Cantacuzène « como vero figlio di quel Serbano nostro voivoda che tratto él devoto vassallaggio e le total sommissione di tutta la Valachia al gloriosissimo Imperator Léopold » Cela n'avait été là de la part de Serban Cantacuzène qu'un préliminaire vers des plans plus ambitieux ; son attitude au siège de Vienne l'a prouvé ; malgré l'aide qu'il a apporté à cette occasion aux chrétiens en leur dévoilant les plans des Turcs, son nom ne figure pas sur le monument commémoratif récemment élevé dans l'église Saint-Etienne à Vienne !

Maurocordato prévoyant pour soi-même une mauvaise issue de l'affaire, implorait une villa près de Vienne et une pension.

De Bonnac écrivait au Roi (1718) « Le Prince Ragotzy a chargé le sieur Fonton mon drogman de m'insinuer que je devrais agir ouvertement auprès de la Porte pour rompre cette négociation en représentant que la médiation de Votre Majesté ayant été recherchée par le grand seigneur elle serait offensée avec juste raison si elle voyait qu'on continuât à traiter la paix par la médiation de l'Angleterre et de la Hollande ».

En 1719 de Bonnac communiquait au Roi la mort de J. Maurocordato, empoisonné, et la nomination de son frère Nicolas. Mais le trône de celui-ci n'était pas très assuré non plus ; Mathieu Cantacuzène Magoréano, arrière petit neveu du Prince Serban demandait à Virmont le trône de Valachie « dabit igitur hoc fidei Maiorum meorum, dabit et universae Valachiae precibus ». Même Grégoire Ghika, quoique parent, était ennemi de Maurocordato qui se servait dans ses négociations avec la Hongrie d'un juif portugais, médecin de l'ambassade française Daniel Fonseca.

D'autre part l'Angleterre et la France agissaient dans un sens contraire à la Porte ; Stanhope ne cessait de dévoiler les vastes projets de la Russie en Pologne et en Suède. La France déclara qu'il était de l'intérêt de la Turquie de laisser le czar occupé au nord, et de s'occuper des affaires de Hongrie ; le régent faisait tirer une

lettre de change sur M. de Lajonchère pour le comte Bercesenyi. Le roi Frédéric de Suède écrivait au Sultan Ahmed (1720) qu'il voulait conclure avec lui une alliance « *contra vasta czari molimina* ». Tous essayaient de gagner Ghika et son secrétaire Ghīrakis (Besto Valente) qui était en correspondance cachée avec Virmont. La France travaillait aussi par le nouveau consul de Smyrne, de Raffetopulo successeur de Padaki. Ce fut la France qui eut le dessus et en 1720 un traité de paix fut conclu entre la Russie et la Turquie. Il y était dit que les Russes devront évacuer la Pologne et n'y rentrer qu'au cas où les Suédois feraient de même « *con intenzione de ridurla in successione hereditaria o d'annichilar i suoi antichi diritti* ». Nous croyons pouvoir déduire de ces mots que la Pologne était déjà jugée et condamnée.

Pour ce service rendu, Philibert Lenoir, interprète, demande à l'archevêque de Cambrai une pension pour Ghika.

Une autre événement à ce moment agita la Porte; la Cabarda venait de se soulever contre le Chan (1722). Le roi de Georgie aussi demanda asile à Charles VI contre les Turcs qui menacent dit-il, « *di voler totalmente estipare da questi parti il nome christiano* ». Avec ces agitations naît aussi la question de l'attitude de la Russie; en profitera-t-elle? Le Khan se plaint de ce que le tzar entasse des troupes sur le Tanaïs, il menace Azof; le czar assure la Porte de ses intentions pacifiques, mais

en même temps Daskov, demande à de Bonnac « quid siempre sic stantibus rebus mihi sit faciendum et ad quae resolvendum ». Il est curieux de démêler dans cet enchevêtrement du siècle, que M. de Broglie a appelé un long complot contre la vérité, les germes des questions qui ont agité et agitent encore l'Orient.

Les instructions données par Louis XV à d'Andrezel portent qu'il fera tout pour maintenir les bons rapports entre la Turquie et la Moscovie (1724). La même année un accord se fit entre la Turquie et la Russie relatif à la frontière moldave ; il fut dû à Grégoire Ghika. Bonnac en fait grand éloge « on ne peut guère, écrit-il, trouver personne qui remplisse cette fonction de meilleure grâce que lui (1)... on ne peut souvent faire insinuer par le drogman de la Porte beaucoup de choses dont il ne serait pas bon de charger directement les drogmans ». En vue de la paix, des conférences furent tenues et suivies même pendant le Ramadam et le Baïram, entre les drogmans russes et tures ; de Bonnac était présent, il reçut une lettre de remerciements du grand vizir qui lui fut remise avec tout le cérémonial. Un certain Milo mérita à cette occasion une pension de la cour de France.

Nous voilà arrivés à la veille des guerres de succession de la Pologne. C'était plus que jamais le moment pour la

(1) Et Gritti écrit au Doge : « La madre del Gicca, drogman della Porta sorella di Maurocordato Principe di Valachia che professa cognitiona de medicina me la fa conoscere col essibirmi l'occlusa nota per il provvedimento di alcuni medicamenti dacosti ». Gritti prie le Sénat de fournir à Ghika de bons médicaments.

France de mettre de nouveaux obstacles à l'action combinée de l'Autriche (1), de la Russie et de la Prusse en Orient et d'aider la Turquie et la Pologne à regagner la force nécessaire pour maintenir l'équilibre de cette partie de l'Europe.

Un de ces moyens — l'invention n'était pas récente — était de former entre les diverses puissances convoitantes un état assez puissant pour se faire respecter ; état bien entendu catholique et dévoué à la France. Ce fut le projet Disloway que de Villeneuve envoya à Paris en 1732. Comment y fut-il accueilli ? Le projet n'était rien moins que pacifique aussi effaroucha-t-il le cardinal Fleury. Un autre agent français, celui-là non officiel, Bonneval, qui avait des motifs de plainte tout particuliers contre l'Autriche avait dit dès 1729 à Villeneuve « que Votre Excellence considère que toute l'Europe est occupée par des rois et des princes allemands (2). L'Angleterre, le Danemark, la Suède, la Pologne, la Hongrie et l'Italie leur sont soumises et si le Czar meurt sans héritier, quelque prince allemand se fera facilement de religion grecque pour régner dans cette vaste région. Vous pouvez juger par ceci de quelle utilité pourrait être aux vues et aux intérêts du roi, ce petit corps de troupes en Valachie. » Bonneval poussait donc la Turquie à la guerre contre

(1) L'ambassadeur d'Autriche, Rabutin, fit comprendre à Mentchikoff que son souverain était prêt à soutenir la Russie contre la Turquie.

(2) C'est ce qui est arrivé de nos jours.

l'Autriche. Villeneuve laissait faire cette puissance pour que la Turquie tombât dans le piège et qu'elle fut ainsi contrainte d'appeler la France au secours. En attendant, M. Hag, envoyé français en Crimée avait la mission de s'entendre avec le Khan pour favoriser l'élection de Stanislas Leczinski ; il ne fallait pas oublier que le roi de France, ne pouvait épouser une simple demoiselle ; c'était une question de vie ou de mort ! Le projet Disloway fut qualifié de chimère par Fleury ; on disait à Disloway, comme Venise et Vienne avaient répondu à Mathieu Basaraba : commencez par constituer le nouvel état, on vous aidera après ! Mais nous retrouverons le projet Disloway sous un autre nom, un peu plus tard. Quel autre moyen restait-il à Villeneuve pour réaliser ce qui à ses yeux représentait l'intérêt vital de la politique française en Orient ? Point d'autre que la guerre. Ce rapprochement turco-polonais de 1733 quelque vague que fut l'assurance donnée à Bekenski ne pouvait manquer de blesser le Czar ; en 1735 les princes roumains reçurent l'ordre de donner asile aux réfugiés polonais. La guerre russo-turque commença. Munich pénétra en Crimée et Lasey prit Azof. Les Russes demandaient maintenant la libre navigation de la mer Noire et, comme toujours en pareil cas, l'Autriche, craignant les progrès de sa rivale, entra en campagne aussi ; elle voulait la Bosnie. En 1736, le baron de Tott et le drogman Delaria auxquels s'était joint le rénégal hongrois Ibrahim Effendi allèrent trouver le grand vizir à Babadag et des conférences s'ouvrirent à

Niémirow tout en défaveur de la Turquie. Alors le sultan envoya Tott en France pour demander l'appui de la cour de Versailles; heureusement pour l'empire ottoman le prince Eugène mourut (1736) et le prince de Hildburghausen fut battu à Bagna Luka par le pacha de Serajévo. Bonneval triomphait; c'était lui qui avait rédigé pour le sultan Mahmoud I^{er} le plan de campagne. Il obtint même que Ragotzy fut reconnu roi de Hongrie; les efforts médiateurs de Villeneuve devenaient stériles. En 1737 Wisniakow écrivait à Grégoire Ghika que seul un congrès des puissances pourrait précipiter l'entente turco-russe; mais la Russie se relâcha bientôt de ses prétentions et accepta la médiation de Villeneuve (1). L'œuvre n'était pas facile. Quelques victoires avaient fait perdre toute modération aux Turcs et quoique le grand vizir conduisit très mal le siège de Belgrade il ne voulait pas céder de ses prétentions. D'autre part le conseil aulique voyait qu'à la longue il aurait raison de l'incapacité turque et ne se hâtait donc pas de perdre les fruits de deux traités antérieurs si avantageux pour l'Autriche. Le général Neipperg exigeait que les fortifications de Belgrade fussent rasées, Ghika (2) proposa un plan intermédiaire qui

(1) « Les Turcs ont en vain tâché de nous rendre suspect l'entremise de la France; écrit le Prince Lobkowitz; nous n'avons rien laissé ignorer à M. de Vincent chargé, en l'absence de M. Mirpoix, des affaires de votre cour ».

(2) Il avait perdu quelques jours l'usage de la parole, la foudre lui ayant brulé son bonnet et quelques papiers qu'il avait dans sa poche.

Le roi de Pologne, Auguste, avait prié Ghika d'offrir sa médiation (discours de Saïd Effendi au sieur de Laria).

fût accepté : on ne raserait que les forteresses nouvellement ajoutées par les Autrichiens.

Il est vrai que Charles VI regretta vivement ce qu'il avait fait (1739) (1). Munich venait de remporter à Stavoutchani une victoire sur Vely-Pacha, force lui fut de s'arrêter et de signer la paix. De par le traité de Belgrade il était expressément interdit aux Russes de se mêler des affaires de Pologne et à leurs vaisseaux de pénétrer dans la mer Noire, mais les provinces contestées du Caucase devenaient indépendantes ; de là à l'acquisition il n'y avait qu'un pas qui fut bientôt franchi. D'ailleurs la théorie russe était « grande et piccola Cabarda como erano ab antiquo e sono fin 'ora sudditi del l'Imperio russo » et le bail de Venise Emmo disait : « il residente moscovita sos tiene il litorale del Caspio come una conseguenza del dominio dell'acqua ».

Alberoni, maintenant simple légat de Ravenne, ne voulait rien moins que chasser les Turcs d'Europe et il désignait d'avance la part de chacun. L'Autriche aurait la Bosnie, la Serbie, la Slavonie et la Valachie ; la Russie, Azov et la Tartarie ; la France, la Tunisie ; l'Espagne : Alger ; le Portugal, Tripoli ; l'Angleterre, Candie ; la Hollande, Rhodes ; la Suède mettrait la main sur la Finlande ; la Prusse prendrait l'Eubée ; Venise, la Morée ; Gènes, la Corse ; le Danemark s'aggrandirait du Holstein et un Holstein Gottorp régnerait à Constantinople.

Le colonel Lentulus fut envoyé consulter le prélat

(1) Hammer appelle la paix de Belgrade « una delle pui gloriosi che siano state conchiuse della Porta ».



d'Ohrida, un Cantacuzène à très haute position. Mais l'accord des puissances n'était pas facile à obtenir et tout d'abord les Vénitiens ne voulant plus tirer les marrons du feu répondirent qu'ils ne se mêlaient pas de l'affaire.

Le nonce Paolucci accusa Villeneuve d'avoir trahi la chrétienté. Ce fut donc le parti de la paix qui l'emporta, et le grand vizir se défit du Reis Effendi, du drogman Ghika et de Bonneval, tous partisans de la guerre.

La paix de Belgrade est le troisième traité important rencontré dans ce récit. Nous avons vu le rôle important joué dans cette circonstance par le drogman Grégoire Ghika (1). Il avait été de 1727 à 1733 prince de Moldavie ; un certain Patrona Kalil, très puissant à la Porte, avait voulu pendant ce temps donner le drogmanat à son favori le boucher Jenaki qui fut réellement revêtu du caftan, mais il ne put trouver dans le délai fixé la somme que son protecteur lui demandait pour le service rendu. L'influence de Patrona s'expliquait par ce fait que c'était lui qui avait assassiné Ahmet III et l'avait remplacé par Mohamed (1730). Il était favori d'Ali-Pascha. Emo rapporte au sénat de Venise « Vacilla nel posto suo lo stesso Dragomano della Porta e puo vedere di giornio in giornio ridotte a miseria l'intera famiglia sua con quella adesso per sangue congiunta del famoso Maurocordato... tutto viene attribuite allo spirito timido, ne affatto semplice

(1) C'est de cette paix, dit un rapport de 1738 « que dépend la conservation de la principauté de Moldavie dans sa famille ».

in questo caso del Primo Visir : Odià e teme i rebelli come nemici dello stato ma li rispetta nel tempo stesso, come quelli nelle cui mani sta riposta la sua fortuna ».

La même année Nicolas Maurocordato mourait à Bucarest et son fils Constantin lui succédait (1). En Moldavie « on se proposait de faire passer le prince Ragotzy... pour y être à portée d'entrer en Transylvanie ».

A la paix de Belgrade d'ailleurs, pas plus qu'à Passarowitz, l'empereur d'Autriche n'avait oublié, ainsi que l'écrivit Fawkenner à Dunant, de demander les deux principautés.

Les Grecs avaient retiré grand profit de l'élévation de quelques-uns d'entre eux « Le mont Athos, dit Vaillant, Scio, Symrne, Ianina, Kidoniès ont maintenant leurs chaires de belles-lettres et de philosophie où ils vont pouvoir retremper leurs âmes au foyer de la littérature antique. De toutes ces écoles, il était déjà sorti une pépinière d'hommes instruits qui n'avaient pas tardé à se rendre indispensables » (2).

M. Xenopol fait observer que Gr. Ghika et son frère le Drogman Alexandre avaient tout intérêt à ce qu'aucune des puissances belligérantes n'acquît un avantage décisif

(1) Un Grec, Ventura avait soutenu la candidature du Roumain Racovitza. Il fut exilé à Dulcigno. Cet exil suggère à Emo la réflexion suivante : « I due Principati...piccolo fragmenti della graeca rovina mantengono vivi i peccati nella quasi estinta nazione : ambizione et discordia ».

(2) Au Phanar il y avait une académie où se succédèrent des professeurs tels que Maurocordato, le comte Bulgaris dit « le fameux », etc.

sur l'autre. La Porte s'aperçut de ce manège ; Alexandre Ghika eut la tête tranchée et Grégoire dut racheter sa vie. L'affirmation de Vaillant, que Ghika arrêta avec le baron Tott qu'il ferait ouvrir la Moldavie aux Russes et la Valachie aux Impériaux, ne saurait donc être exacte. Un autre Grec mêlé dans l'affaire, Commène Ypsilanti, riche négociant, y perdit aussi la tête.

De même que, pendant la guerre qui avait précédé la paix de Passarowitz, les boïards valaques étaient allés au devant des Impériaux, de même dans la guerre qui précède la paix de Belgrade (1) (2), les boyards moldaves accueillirent bien les Russes, mais l'attitude de ceux-ci fut des plus brutales : Münich alla même jusqu'à refuser de baiser la croix que lui présentait le Métropolitain (V. rapport de Broke à Frédéric).

(1) Pendant l'absence de Maurocordato à Belgrade, le pays fut gouverné par les caïmacams Caradja, Statiniano, Dudesco ; Demetre Sutzos accompagna le Prince.

(2) (1739) Le vizir « tenant de la main droite les capitulations de la Sublime Porte, les échangea contre celle de l'Empereur que l'ambassadeur de France tenait de la main gauche. Le grand vizir les déposa sur un coussin et l'ambassadeur de France les remit à Momars ».

« Vischniakov étant arrivé à Constantinople avec les capitulations de la paix, le grand vizir... se réunirent à l'Arsenal et le tchaouch bachi fut chargé d'aller chercher, en grande pompe, l'ambassadeur de France, comme cela s'était pratiqué lors de l'échange des traités avec l'empire... on revêtit ensuite l'ambassadeur de France d'une pelisse de zibeline recouverte de brocard, le fils de l'ambassadeur d'une pelisse en pattes de zibeline et Vishniakow d'un feredjé fourré d'hermine — des salves d'artillerie furent tirées de tous côtés... »
(Résumé de la lettre du Sultan au Prince (v. Dapontès).

CHAPITRE II

UN NOUVEL ÉLÉMENT DANS LA POLITIQUE ORIENTALE. ROLE DE LA PRUSSE

En 1740 les principautés étaient gouvernées par C. Maurocordato et Michel Racowitza. Un élément nouveau allait apparaître dans la politique orientale et y jouer un rôle prépondérant, c'était la Prusse. Déjà, en 1737, von Mardefeld écrivait de Pétersbourg à son Roi « Von dem Cantemir (prince de Moldavie) verhofft der hiesige Hoff viele *lumières*... wurde auch diese *conquête* (der Moldau) wegen ihrer Entfernung dem russischem Reich eben so wenig vortheil bringen und noch schwerer zu *sutenir en sein* als die unter Peter I in Persien wohnmals eroberten Provinzen ». C'est là un aveu précieux qui, joint aux faits qui se sont déroulés depuis, permet de croire que ce qui était difficilement réalisable alors ne sera plus possible d'ici en avant. Au contraire Biren lui aurait raconté, continue Mardefield « dass als der hiesige Hoff *proponierte* dass die Moldau and Vallachey der turkischen Bothmässigkeit entzogen und jene von

einem eignen Fürsten regieret wurden sollte, die Romischen R. Gesandten... *protestiret* hätten ». C'est un second aveu qui, joint au fait que, dans tous les traités qu'elle a conclu avec la Turquie depuis celui de Passarowitz, la Russie a constamment demandé l'indépendance des principautés, fait voir clairement que l'Allemagne était bien plus dangereuse pour nous que la Russie. Personne ne pourra nier que, les demandes continuelles de la Russie en notre faveur ont — bien qu'indiscutablement intéressées — beaucoup contribué à hâter les événements favorables aux principautés.

A partir de cette époque, les rapports faits au roi de Prusse relativement aux principautés deviennent de jour en jour plus nombreux. En septembre 1739, Hoffman rapporte qu'il s'agit de nommer le jeune Cantemir, fils de Demetrius et colonel dans l'armée de Munich, à l'Hospodarat de Moldavie.

Les frères comtes Bestucheff en Russie auraient vu de bon œil une alliance prusso-russe dans laquelle on se serait garanti réciproquement l'intégrité des Etats. Frédéric II consentait, mais à condition qu'on ne lui demandât pas de se mêler de la guerre russo-suédoise. Cet obstacle n'était pas le seul, car il y avait encore à combattre les Sestocq et la Chétardie qui ne visaient rien moins qu'à une ligue de la France, Suède, Danemark, Saxe et Russie, contre la Prusse.

A la même époque, il fut question d'un premier agent que le prince de Moldavie, Ghika, devait avoir en Prusse.

La réponse de Frédéric-Guillaume est curieuse : « Was soll er hier machen? Ich werde keine intriguen machen ».

En 1740 le grand seigneur, pour montrer sa considération à Ghika, lui conféra le titre de prince de Moldavie, seulement on ne l'appellera que signor Principe ou Chiarizza et non Altesse (1).

C. Maurocardato écrit à Fleury une lettre des plus flatteuses pour le féliciter de la part qu'il a prise dans la conclusion de la paix de Belgrade. Fleury lui répond qu'il n'a pas oublié les liaisons de ses illustres ancêtres avec la couronne de France.

Les Phanariotes avaient tout à craindre de leurs enfants même ; c'est ainsi que l'amour du jeune Ghika pour la fille de Michel Racovitza amena l'alliance de ces familles au détriment de C. Maurocordato.

Le ministre suédois Carlson (2) demande l'aide tantôt de C. Maurocordato, tantôt de Ghika « como germano del

(1) Le drogman ayant obtenu à cette époque le titre de Prince de Moldavie, une discussion s'engagea à Constantinople pour savoir s'il fallait en s'adressant à lui le nommer Signor Principe ou vostra Chiarizza. On sonne pour lui les cloches comme pour les évêques et ministres étrangers. Le baïlo « si vista essendor il tener ben disposto persona che tante ha dingerenza ne publici affari » envoie à sa femme « due vesti : saglia con argento e altra damaschino e oro ».

(2) Les rapports de la Suède et de la Russie paraissent devoir être bons en Orient. Le 1^{er} article du traité d'Abo (1743) détruit l'engagement défensif de la Suède avec la Turquie. D'autre part un rapport Suédois dit : « La Russie n'est point notre rivale sur les mers, nous ne sommes pas les siens sur le continent elle a besoin de nos flottes comme nous avons besoin de ses armées ».

On en verra les conséquences lors de la guerre de 1790.

Principe Gregorio che fu sempre amico della nostracorte
preghiamo V. A. ch'in questi tempi urgenti debbo mos-
trarsi farorevole alla nostra corte » (1742). N'arrivant pas
au résultat attendu Carlson se fâcha et déclara n'avoir
plus besoin de leurs services. Maurocordato répond cour-
toisement « il servire duo Padroni e impossibile ». Cas-
tellane jouait à Constantinople un rôle effacé et il ne put
empêcher Bestutcheff de signer avec la Turquie le traité
de paix perpétuelle que Bonneval avait tant combattu.

Le roi de Prusse s'était enfin décidé à entrer en relation
tion avec la Porte ; il y avait envoyé M. Senvald et écrivit à
Gr. Ghika qui lui répondit par l'intermédiaire du drog-
man Marino. La Sicile n'ayant pu réussir à négocier
directement se proposa de s'associer à la Prusse en vertu
d'un article du traité turco-suédois qui contenait la
faculté d'adhérer.

D'ailleurs Desalleurs (fils de l'ambassadeur du même
nom) était en même temps en bons rapports avec Gr. Ghika
et avec le ministre suédois Celsing. C'était bien la poli-
tique de la France que de défendre l'intégrité de la Suède,
de la Pologne (1) et de la Turquie et de s'opposer à l'ex-
pansion de l'ennemi héréditaire : la Maison d'Autriche.

Nous verrons la même politique se prolonger après
1756 ; ce sera alors une contradiction. Les intermédiairei-

(1) Le partage de la Pologne fut hâté en partie par la nécessité
d'éloigner la Russie de l'Occident vers lequel l'entraînait l'entourage
de l'impératrice Anne. On sait qu'elle fit alliance avec Frédéric II et
qu'elle garantit la Pragmatique.

res de Desalleurs étaient Puyseulx et un certain Linchou au service du prince de Moldavie.

M. Xenopol observe finement que le jeu de Ghika et de Maurocordato était de se tromper l'un l'autre et de se compromettre mutuellement en aidant la Suède. Ils étaient tous deux assez espiègles pour ne pas se laisser prendre.

Quant au nouveau personnage, Linchou, il est bon de le faire connaître tout de suite tel que le présente Vailant : « Philippe Linche (ministre vers 1820) n'est pourtant pas un parvenu. Leberceau de sa famille est Florence d'où elle fut exilée à la suite des guerres civiles des Guelfes et des Gibelins. Elle passa d'abord dans l'île de Corse, y occupa un rang distingué parmi la noblesse et vint enfin se fixer à Marseille. Après le traité de Cateau-Cambrésis (1559), pourvue de lettres de naturalisation, elle y exerça bientôt les plus hautes fonctions municipales et s'allia aux principales familles de Provence. Thomas Linche fut deuxième consul de Marseille en 1565 ; Antoine fut, par lettre de l'Etat, créé maître des ports de Toulon (1575) et ses services lui méritèrent la dignité de deuxième consul de Marseille (1587)... l'année suivante comme il tenait pour Henri III il fut tué par des séditeux. En 1738 trois de ses descendants François-Thomas, Joseph-Marie et Jean-Baptiste se rendirent à Constantinople pour y faire du commerce ».

C'est l'un d'eux qui fut l'agent de Ghika en Pologne ; il servait la France avec d'autant plus de dévouement qu'il était lui-même Français.

Les Turcs étaient loin de vouloir que la Suède signât une paix avantageuse avec la Russie. Ils espéraient que Thomas Kuli-Khan serait occupé en Perse et que la Suède pourrait en Europe, alliée avec la Prusse et la Pologne, faire la guerre à la Russie pour le rétablissement du czar Jean. Tout au plus auraient-ils vu d'un bon œil une paix sur le pied de celle de Nystadt.

On trouve dans la correspondance de Rexin, ambassadeur de Prusse à Constantinople, un projet rédigé par d'Eichhel pour le prétendant Charles VII, (1745) où il s'explique ainsi : « Il n'y a pas à douter que la maison Cantacuzène soit la plus illustre dans l'Orient et comme elle a été régnante pendant longtemps, dans les siècles passés, dans ce vaste empire et après la décadence de l'empire romain en Orient la dite maison ayant eu plusieurs Etats et domaines a ouvert à sa postérité un crédit perpétuel, laissant gravée sa mémoire dans l'esprit de toutes les nations orientales. Le prince Rodolphe, l'aîné présentement de la maison pourrait rendre un considérable service à Votre Majesté Impériale, ce qui ne serait pas difficile si l'on sait s'y prendre. Le dit prince étant employé dans une telle commission, pourrait plus facilement réussir qu'un autre, ayant des parents et amis en Russie, possédant la langue et connaissant les mœurs et les coutumes de cette nation, ayant demeuré six ans dans ce pays-là et ayant son frère actuellement dans le service russe comme aussi son cousin Cantémir ambassadeur russe à la cour de France... »

Deux traités furent conclus à cette époque qui ont tous deux une importance capitale : le traité *franco-danois* et le traité russo-anglais. Le premier qui fut conclu en 1742 n'est qu'un complément aux instructions que recevait Chétardie pour favoriser l'alliance turco-suédoise. Le rôle de la France en cette circonstance ne pouvait convenir à la Russie ; Elisabeth resta toujours personnellement amie de Louis XV mais la Chétardie fut rappelé et remplacé par d'Usson-d'Allion. Le deuxième, à première vue, pourrait paraître la revanche russe. Cantémir ayant eu soin de déclarer que des précautions étaient prises pour que les Anglais n'abusassent pas de ce traité contre la France, il en résulte que l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople était pour ainsi dire le chargé d'affaires de la Russie.

En 1754 le général Penkler fut chargé d'une délimitation de frontières ce qui étonne à bon droit Ghika « ubi tamen natura catena montium producta cursuque fluvii naturales posuit limites ». La rapacité de l'Autriche perçait à chaque instant. En 1749, Frédéric II écrivait au conseiller privé de légation de Rohd à Stokolm : « Ce que vous m'avez appris dans votre dépêche par rapport à la déclaration que le sieur Panin vient à la fin de faire, par ordre de sa cour, au ministère de Suède, m'a rendu content... j'attribue ce changement inopiné principalement à la déclaration énergique que la Porte ottomane a fait faire au ministère de la Russie à Constantinople » (corresp. tome VII, p. 98) et à Goltz sur le même sujet : « Les

Anglais ont fort dissuadé la cour de Russie par leur ministre Hyndford de ne point en venir aux extrémités avec la Suède » (1).

Frédéric considérait l'alliance turco-suédoise comme « une affaire d'ostentation » et il « diffère l'envoi d'un ministre jusqu'au temps où nous verrons quelque chose de plus de la part des Turcs ».

Le rapport de Warendorff contient la déclaration de la Turquie à Neplueff, qu'elle ne soutiendra pas la Suède, parce qu'elle est reconnaissante de ce que la Russie n'a pas aidé Tama-Kuli-Khan. Frédéric II, en ce moment, suit avec attention tous les changements des fonctionnaires turcs et apprend avec plaisir que Saïd Effendi — autrefois en France — est rappelé d'exil. Il résulte de là que Frédéric II entrait dans les vues de la France, aussi Desalleur l'invite-t-il à une alliance avec la Turquie. En 1751, le drogman de la Porte est exilé; le nouvel interprète n'a que 27 ans, mais il est fils de Prince (2) et on lui a donné deux adjoints subalternes dont l'un Rizo est dévoué à l'Angleterre (lisez Russie); l'autre est fort lié avec les Allemands. Le Prince de Moldavie demande à la Porte la

(1) En 1745 fut signé un traité austro-russe auquel l'Angleterre adhéra en 1750.

(2) Andrei dei Lezze rapporte au doge, le 3 août 1751 : « Si pretendi adunque che intutte occasione il Drogmano della Porta, greco di Ritto, affia con troppo di forza ed impegno appoggiate le ragioni e le istanze di quei sudditi greci... mediante dunque l'esborso di cento borse fu conferto l'incarico a un giovine d'età meno di 25 anni figlio del Principe di Valachia Gr. Ghika e nipote al altro infelice che fu decapitato ».

permission d'envoyer un agent en Pologne et Linchou, en vrai serviteur de la France, exprime le désir que le comte de Broglie écrive à Ghika qui serait fort flatté de cette distinction et serait gagné aux vues de la France.

Les complications et explications qui suivent ne servent qu'à couvrir l'unique idée qui germe déjà dans les gouvernements de Prusse, de Russie (1) et d'Autriche : le partage de la Pologne. Toutes les difficultés qu'on crée sont autant de pièges que ces trois puissances se tendent l'une à l'autre, pour forcer l'une d'elle à faire le premier pas ; les autres partageront le butin, mais s'excuseront par la nécessité où elles se trouvent de faire comme le voisin ; il aura agi par avidité ; le besoin de conservation leur servira d'excuse. On sait comment la Pologne par son organisation politique et religieuse, ne se prêtait que trop bien aux vues de ses voisins. Les scrupules de Frédéric II sont peu nombreux et encore pourra-t-il décharger sa conscience à l'aide du prince de Moldavie. « Je ne suis embarrassé, dit-il, que de Rome qui n'aime pas qu'on touche à ses missionnaires ». Et comme il avait fait renvoyer l'un d'eux qui s'était réfugié en Moldavie, il ajoute : « A l'égard de son renvoi, j'ai permis au prince de Moldavie de s'excuser avec M. le Comte de Brühl, de ce que ce religieux ne m'était pas agréable ; ... de mon

(1) En 1750 la cour de Pétersbourg avait donné 200.000 roubles au colonel transylvain Lowinki pour fournir au premiers frais d'établissement de la colonie appelée la nouvelle Serbie. De tous côtés la Russie tendait des pièges aux Turcs.

côté, je me déferai des importunités de Rome en rejetant son éloignement un peu forcé sur le Prince de Moldavie, lequel en sa qualité de schismatique n'a aucun ménagement à garder avec Rome, ... je sens à merveille les motifs de la réserve des seigneurs Polonais qui nous sont attachés. La tyrannie armée de la Russie; aidée des intrigues de la cour de Vienne, peut-être même la connivence de M. le Comte de Brühl, sa servilité pour la Russie sont des sujets assez capables d'inspirer la terreur et la réserve ».

La mission du Comte de Broglie en Pologne n'était pas officielle. En 1752, la diète s'était réunie à Grodno Les Czartorisky la firent dissoudre ; Mokranowsky provoqua une ligue contre eux, dans laquelle de Broglie aurait voulu entrer, mais l'argent lui manquait. Broglie voulait défendre la Pologne contre les agressions et les vues d'agrandissement de la Russie ; si l'attitude de la Prusse eût été sincère, l'accord n'eût pas tardé à s'établir entre Broglie et Maltzahn, mais nous connaissons aujourd'hui le vrai but de la Prusse, nous savons qu'au fond elle avait les mêmes désirs que la Russie ; aussi l'accord avec la France n'exista pas ; lorsque Louis XV voulut envoyer le duc de Nivernais conclure une alliance avec la Prusse, il se trouva en face de l'acte de Westminster. La France s'allia alors avec l'Autriche. Je n'ai pas à faire ressortir ici la vraie révolution qu'une pareille alliance faisait dans l'histoire de la France ; je n'ai pas à dire si cette politique nouvelle était ou non plus sage que celle qu'on

avait suivie jusqu'alors, ni si beaucoup d'erreurs politiques de notre siècle ont été ou non dues à un retour à la politique ancienne. Je n'ai, au point de vue qui nous occupe, qu'à faire remarquer d'abord la difficulté de rapprochement qui résultait de cette politique entre la France et la Russie ; et en second lieu l'impossibilité où on était de continuer à soutenir officiellement la Pologne. C'est le premier de ces points de vue que M. Vandal a développé dans son beau livre sur Louis XV et Elisabeth de Russie et c'est le deuxième qui est traité avec détail dans le célèbre « Secret du Roi » du duc de Broglie.

Aussi le roi de France continua-t-il pour son propre compte, une politique toute personnelle et cachée en faveur de la Pologne, de la Suède et de la Turquie ; cette politique devait s'éteindre avec lui et, même de son vivant, n'empêcher d'agir ni l'Autriche, l'alliée de la France, ni les autres puissances sans lesquelles l'Autriche ne pouvait rien faire.

En 1752 on n'en était pas encore là. Frédéric II écrivait au lord maréchal d'Ecosse à Paris : « C'est avec une satisfaction particulière que j'ai appris que le ministère de France s'est à la fin prêté à écrire à Constantinople afin de mettre la Porte sur ses gardes touchant les vues de la cour de Vienne sur le trône de Pologne ». Pour Frédéric II, le principal était de retarder le partage jusqu'au moment où il serait assez fort pour y prendre part ; il aurait volontiers consenti à ce que la Russie ou l'Autri-

che fussent en guerre avec la Turquie et en démembrassent tel morceau qu'il leur plairait, car force serait alors de le laisser se dédommager, en Pologne, en vue du maintien de l'équilibre. Il excita donc les Turcs à la guerre. Il fit remarquer, en bon père de famille, que ce serait là une occupation utile pour les Janissaires oisifs. Mais de Saint Contest craignait avec raison, qu'en cas de défaites, les Turcs ne s'en prissent à la France, et il n'ignorait pas que Frédéric II serait peu disposé à se charger d'une part de la mauvaise humeur des Turcs.

Frédéric savait bien que l'Autriche et la Russie avaient les mêmes tendances, et que par conséquent elles étaient exposées à souvent s'entre choquer. Il était tout disposé à aider ce destin, se réservant la faculté de voler au secours de celui qui serait menacé d'écrasement. Quant à lui il se désintéresse de ces disputes. On dira encore dans notre siècle que la Prusse n'est pas une puissance orientale, aussi laisse-t-elle faire celles qui le sont pourvu qu'on lui fournisse l'équivalent bien exactement pesé là où ses intérêts la portent, c'est-à-dire : en Pologne. Aussi la Turquie — et ceci doit peut-être s'appliquer à ceux qui, de nos jours, ont hérité d'elle — ne devait-elle pas se laisser amorcer par Frédéric II. Ce n'est pas l'intérêt de la Turquie qu'il avait en vue mais bien le sien. Il pense en ce moment que si la Turquie se mêle des affaires de Pologne, un conflit pourra toujours naître (et il naîtra) entre elle et les envahisseurs. Frédéric n'attend que cela. Il écrit au maréchal d'Ecosse : « Il faudra que

vous lui fassiez sentir (à Saint Contest) combien il serait nécessaire d'envoyer en Pologne quelqu'un du caractère qu'avait feu Castera pour continuer du moins cette correspondance secrète que celui-ci avait entamée avec le Hospodar de Valachie et pour entretenir une intelligence avec cet émissaire que la Porte ottomane a envoyé (Correspondance, tome IX, page 229) » (1752).

Il apprend donc avec satisfaction la révolution qui eut lieu la même année à Constantinople et le tumulte soulevé par les Grecs pour obtenir la déposition de leur patriarche. Remarquons ici, en passant et puisque l'occasion s'en présente, que les Grecs furent assez puissants pour faire déposer un patriarche, qui, bien qu'installé par le sultan, n'avait pas leurs suffrages.

En 1749, Constantin Racovitza avait remplacé Maurocordato en Moldavie; en 1752 il écrivait au palatin Potocki « la fulgida Porta trovandosi da molto tempo in una costante i ferma pace con il regno di Polonia, osservando con eso tutto cioche concerne il mantenimento e corroborazione d'una stretta allianza, s'applicando singularmente contribuir a tutto quello che riguarda buon esito degl' affari del sudetto regno » et il ne disait pas la moitié de la vérité, car la Porte ne fit certainement pas des démarches sérieuses en faveur de la Pologne. Voici d'ailleurs ce qu'on peut lire dans les instructions données à Fonton par la Russie : « La Porte qui sentait cependant qu'il ne convenait pas à ses intérêts d'abandonner la Pologne, dans l'état de faiblesse où elle est, à l'ambition des

cours de Vienne et de Russie, s'est déterminée à ordonner au Pacha de Hotin et au prince de Moldavie d'écrire de sa part une espèce de lettre circulaire aux principaux seigneurs de l'un et l'autre parti ». Je crois qu'il est inutile de dire quel fut l'effet produit par cette lettre circulaire. Le Prince de Moldavie qui en était chargé était Mathieu Ghika (1753-56) qui venait d'échanger avec Racovitza. Celui-ci était le bon ami de Desalleurs et avait même trouvé, ainsi que le dit Penkler dans un rapport à Kautnitz, un refuge dans sa maison. Il favorisait donc entièrement les relations de la France avec la Pologne. La situation n'était plus la même avec M. Ghika. Dessalleurs doit lui rappeler que, conformément aux capitulations, il ne doit pas s'opposer à ce que les Français venant d'Allemagne continuent leur route vers Constantinople. Tel est le cas du déserteur français Milo. C'est le deuxième nom français que nous rencontrons jouant un rôle important dans les cours roumaines. Déjà en 1747, Dessalleurs, à son passage par la Moldavie, avait été complimenté au nom de Grégoire Ghika par « le seigneur Milo, originaire français, qui est à son service ». La famille de Milo s'établit définitivement en Moldavie, comme celle de Linche en Valachie et compta parmi les familles nobles.

Tandis que Linche était l'agent de Racovitza, Ghika en avait un autre. Léonardi qui finit par l'emporter, car Linche n'arrivait pas à s'entendre avec l'envoyé du Khan des Tartares. Il fut même jeté en prison ainsi que le rap-

porte Thomelin qui, en même temps, demande qu'il soit élargi et même récompensé car il sert fidèlement les intérêts de la France, comme son maître le prince de Valachie. Au contraire le Prince de Moldavie est dévoué à l'Allemagne et à la Russie ainsi que l'observe Montmars ; cela résultait clairement d'ailleurs de ce que Mathieu Ghika écrivait à Potocki en 1754 « Je suis très persuadé du soin que vous aurez qu'à la Diète prochaine on n'établisse rien au préjudice des anciennes lois, coutumes, et de la liberté de la patrie ». Pouvait-il aller plus au devant des vœux de l'Allemagne, de la Russie et de la Prusse ? Aussi Dessalleurs, obtient-il que la correspondance se fera par le Prince de Valachie et il écrit à de Broglie. « C'est M. Poniatowski qui a mené les intrigues par le Prince de Moldavie ». D'ailleurs le Prince de Valachie non plus n'est pas incorruptible et son agent Linche, quoique français, non plus « L'air de ce pays donne du goût pour les présents ». Seulement Racovitza vise haut : il ne veut rien moins que devenir Prince du Saint Empire.

A mesure que nous avançons nous pouvons constater l'importance croissante que les Phanariotes acquièrent dans la politique orientale (1) ; ils forment évidemment un conseil des affaires étrangères turc à la Maupeou, où

(1) Lorsque, en 1752, Janachi devint grand drogman, le baïlo Antoine Diedo se hâta d'insister auprès du gouvernement de Venise : « che gli resi due vesti, una di damaschetto et l'altra di saglia rubino con alquante cere e Zucchiri ».

les avis sont toujours partagés. Il est évident qu'ils ne pensaient guère à ménager les Principautés qui leur étaient confiées. Vaillant les qualifie de fermiers généraux et le mécontentement était tel qu'en 1753 une dispute très vive s'éleva entre les boyards nationaux et les Grecs de Valachie. Le Métropolitain Néofit s'unit aux nationaux et signa la plainte formulée par le boyard Stéfanaki; c'est à lui que mal s'en prit. Il tomba malade et le docteur qui le soigna lui donna de quoi devenir fou; quant à Ghika il ne fut changé que l'année suivante et les boyards protestataires furent exilés à Rhodes.

En 1753 Frédéric II écrivait à Klinggræffen à Vienne « Tout ce qu'on débite comme si j'avais excité la Porte par la France contre l'une ou l'autre des deux cours impériales pour détourn er l'Impératrice-Reine de son projet touchant l'élection d'un roi des Romains est une de ces grossières calomnies... ». Ce texte donne à réfléchir. Tout d'abord il a été écrit dans un moment, où les bons rapports entre la France et la Prusse, n'avaient pas été complètement rompus; l'acte de Westminster n'avait pas été signé. En second lieu nous avons fait remarquer plus haut que Frédéric II voulait que les deux cours ses rivales, fussent occupées par une guerre avec les Turcs. Mais à cette époque il n'avait pas encore définitivement rompu avec l'Autriche, tandis qu'il en voulait à la Russie. Cela résulte de ce qu'il écrivait à Maltzahn en 1752 « Il serait bien à souhaiter que M. Dessalleurs pût heureusement tirer parti des inquiétudes de la Porte au sujet des

fortifications russes sur les territoires usurpés sur la Pologne ». Il lui suffisait que l'un de ses rivaux fut occupé. Après 1756 il ne ménagea plus l'Autriche et au contraire il favorisa la Russie à la mort d'Elisabeth. La position respective des trois cours et de la Pologne devait rester la même pendant tout le siècle. Pour le moment « La cour de Vienne dit Frédéric II, ne laisse passer aucune occasion de témoigner toute sorte d'attention pour éviter de causer le moindre sujet de plainte à la Porte sentant trop bien combien une guerre avec les Turcs dérangerait ses vastes dessins et lui deviendrait fatale ».

Il ne faut donc pas s'étonner que l'envoyé de France, de Rouillé, après avoir voulu faciliter un accord commercial entre la Prusse et la Russie ait bientôt changé d'avis.

L'histoire d'Orient justifie donc tout aussi bien que celle de l'Occident le nom donné au dix-huitième siècle, « siècle de traités ». Cette complication est évidemment due à la lutte sourde d'entre les vrais intérêts des peuples orientaux et l'empreinte officielle qu'ils devaient subir. Ils devaient traverser tout ce labyrinthe de traités rompus aussitôt que conclus pour arriver à triompher au XIX^e siècle et donner à la politique européenne une teinte plus sincère. Les cabinets étaient alors autant de laboratoires dans lesquels les souverains préparaient inconsciemment les ingrédients de la cuisine nationaliste de notre siècle.

En 1755 le Sultan meurt et de Vergennes est envoyé à

Constantinople. Le nouveau sultan à la grande joie de Frédéric II prend pour modèle Soliman et tandis qu'il ne fait annoncer son avènement aux différentes cours que par des simples *desterdar* il envoie un *capigibasa* en Pologne. La joie n'est pas longue, Frédéric II accuse « La terrible et molle conduite des Français dont ils usent envers l'Angleterre (*Porter*), malgré toutes les insultes qu'elle lui fait ». Aussi se décide-t-il enfin d'avoir son propre agent à Constantinople, *Haüde*, qui voyagera sous le nom et avec les passeports de *Rexin*. On lui enjoint de se comporter respectueusement et sincèrement envers *Vergennes*. Mais cette négociation à son infirmité ; *Benoît* est agent intermédiaire et comme tel un rival de l'agent principal, enfin la confiance n'est pas trop grande entre les agents prussiens et les représentants de France. Aussi est-il recommandé au marquis de *Varenne*, successeur de *Rexin*, de ne pas donner à de *Rouillé* des sujets de plainte.

Mais l'année 1756 voit se former l'alliance franco-autrichienne et elle trouve un pendant dans l'alliance prusso-anglaise. Frédéric II ne ménage donc plus ni l'Autriche ni la France et depuis longtemps il avait cessé de ménager la Russie. Il écrit à *Mitchell* « mon plus grand espoir, dans des circonstances si pressantes et un péril si imminent, se fonde principalement sur ce que le général britannique fait tous les grands efforts pour mettre la Russie hors de jeu ou pour tâcher de lâcher les Turcs contre l'Autriche pour procurer par là une diversion aux

grands et pernicious complots de cette dernière» et encore «à défaut d'une diversion il faudrait s'attacher à déterminer la Porte de menacer la France (1) de l'exclure totalement du commerce du Levant».

Le grand général de Pologne, Branicki qui se trouvait à Constantinople devint à ce moment l'agent de Frédéric II, en remplacement de Varenne.

Que fait Varenne ? Sa position à Constantinople était des plus difficiles. « Quand le ministre autrichien, écrit Williams, ministre anglais à Saint-Petersbourg, à son collègue de Berlin, communiqua à la Sublime Porte le traité franco-autrichien.... le grand vizir.... le Reis Effendi déclara à l'Autriche le grand étonnement de la Porte... qu'elle aurait besoin de pourvoir à sa propre sûreté en s'unissant au roi de Prusse par la médiation du ministre suédois » et Mitchell rapporte sa conversation avec Frédéric II. « he says great use may be made of it at Constantinople to excite the jealousy and even the resentment of the Turks against the courts of Vienna and France ».

Rexin fut chargé d'une deuxième mission secrète à Constantinople, seule l'Angleterre tenait à l'intégrité de l'Empire Ottoman. Elle sera fidèle à cette politique et c'est dans ce but qu'elle occupera les îles Ioniennes au

(1) Il voulait profiter des mauvaises dispositions de la Porte à l'égard de cette puissance. A cette époque, Gian Ali Pacha, proposait de reléguer les ambassadeurs dans une île et lorsque Duval lui annonça le lien de la France et de l'Autriche il répondit qu'il se moquait de l'alliance d'un porc avec un autre porc !

commencement de ce siècle et l'île de Chypre au congrès de Berlin.

Vergennes qualifiait l'alliance de 1756 (à laquelle la Russie accéda) (1) de « très naturelle pour des yeux instruits et éclairés » et M. de Ségur ajoute en note « l'omission de l'article qu'il désirait pour rassurer les Turcs fut réparée par la garantie qu'on exigea de l'Empereur et par les déclarations subséquentes que firent nos ambassadeurs à la Porte ». « Le fait d'avoir aussi empêché l'alliance prusso-turque » dit le chevalier de Vergennes en parlant de lui-même « n'est pas le moins intéressant de l'ambassade du sieur de Vergennes » (2). Il dira aussi : « J'ai traité les uns et les autres, non en raison de leurs systèmes politiques mais en raison de leurs dispositions pour la France » (v. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, t. I, p. 66). C'est une belle leçon dont les diplomates ne tiennent pas compte toujours.

Au début de sa mission, M. de Vergennes avait été chargé d'exciter les Turcs à la guerre contre la Russie mais il fut tout à coup rappelé par M. de Choiseul car la politique orientale de la France venait de changer subitement. La politique secrète et M. de Broglie, son représentant, étaient à l'ordre du jour, d'ailleurs M. de Vergennes n'avait pas sacrifié la sienne à de vagues intérêts.

(1) Traité russo-autrichien en 1757 ; on se promettait des secours mutuels.

(2) Le ministère Bernis prisait l'alliance russe pour le même motif.

La France ne savait même pas au juste qui elle soutenait en Pologne. Broglie demandait qu'on se groupât autour de Xavier de Saxe; Poniatowski depuis Rosbach ne quittait plus Saint-Petersbourg. M. de Praslin de son côté soutenait franchement, dans un mémoire, que la Pologne devait être indifférente à la France même si les quatre puissances s'entendaient pour la partager. Ce qui n'est pas douteux c'est que la France n'avait pas d'intérêt à contrecarrer l'Autriche ni la Russie; mais que son véritable ennemi était la Prusse qui venait de se dresser plus près d'elle. De Vergennes avait réussi à lui porter un coup habile; c'était là d'ailleurs le mérite de l'alliance de 1756 que malheureusement on méconnut trop, plus tard. La politique de Vergennes (1) était pacifique; la Prusse exceptée il n'en voulait à personne. Au contraire, Choiseul, n'avait confiance qu'en la Russie qu'il appelait « puissance immuable ». Cette différence de vues se fera sentir dans la conduite tenue à l'égard de l'Angleterre (2).

En 1757 Osman III succéda à Mustapha III « on risque de se tromper fort, écrit Frédéric II à Podewils si l'on compte le crédit de la France à la Porte ottomane au degré que le sieur Steinberg lui suppose. » Et voici comment l'objet de la deuxième ambassade du prussien Rexin à Constantinople est formulé dans une lettre de

(1) V. Mém. de Vergenne à Louis XV, dans Boutaric, corresp. secrète. T. I, p. 364 sqq. et n° 2.

(2) Voir sur cette question le long rapport de Broglie au Roi en 1773, dans Boutaric, *op. cit.*, t. 2, p. 70-93.

Frédéric II. « Dass Ihr wissen and begreifen müsset wie das Negotium mit der Pforte einen commercientractat zu schliessen bei den jetzigen Umständen nichts anders als ein blosser Prätext aber gar nicht die Hauptsache ist wohin ich eigentlich will, natürlich dass Ihr unter diesen Vorwand hauptsächlich darauf arbeiten und es dahin bringen sollt dass die Pforte nunmehr es sei mit den Russen oder mit denen oesterreichern welches mir einerlei ist, wirklich breche » mais Rexin doit se cacher même des alliés de Frédéric, les Anglais « weil ich gewiss weiss das die Engländer um ihren Handel mit Russland zu conserviren sich nicht durch einige intrigue bei der Pforte gegen Russland committiren wollen ». Vergennes avait saisi les finesses du grand Frédéric ; aussi pendant que Choiseul tendait, par l'intermédiaire de la Russie, à se rapprocher de l'Angleterre, Vergennes voulait au contraire porter un grand coup au nouvel ennemi commercial de la France : la Prusse.

Les efforts de Frédéric II, ne furent pas stériles ; le baron de Hoche pied envoyé de Hollande à Constantinople écrivait à Fagel « on attribue ces changements subits de système (attitude expressive des Turcs) à l'arrivée de deux Prussiens... (1) passant pour des marchands. »

C'est dans ces circonstances difficiles que l'autrichien Penkler avait eu raison plus que toujours de conseiller

(1) Le deuxième c'est Juliani.

à Kaunitz de gresser le marteau du drogman ad interim Grigorasko Ghika, fils du drogman décapité.

Quelles étaient les vues politiques des Hospodars à ce moment ?

En 1757 Schwachheim rapportait que C. Racovitza était transféré en Moldavie, C. Maurocordato en Valachie (1) et Mathieu Ghika exilé. Or nous savons que celui-ci était dévoué aux intérêts allemands-russes, tandis que Racovitza, froissé de ce qu'on lui avait refusé le titre de prince du saint Empire, penchait vers la Prusse. Déjà en 1756 Vergennes écrivait : « L'ambassadeur d'Angleterre n'est pas le seul appui ou le seul canal des négociations que le roi de Prusse voudrait lier avec l'Empire ottoman. Il a un ressort plus acrédité dans la principauté de Valachie » mais il ajoute que le grand vamesh se recria vivement contre un rapprochement avec Frédéric II. Il objecta qu'on ne devait pas chercher à se lier avec un prince qui ayant trahi plusieurs fois la France ne serait pas plus fidèle à l'Empire ottoman.

En 1758 nouveau changement d'Hospodars : Racovitza passe en Valachie et c'est le drogman Jean Callimachi petit fils (2) d'un secrétaire intime de l'Empereur Léopold

(1) « Ein sohn des wegen seiner gellersamkeit bekannt gewordenen Fursten N. Maurocordato ».

En 1755 il avait été exilé à Chios. L'envoyé de France l'en fit rappeler en 1757.

(2) Voyez à ce sujet un rapport du docteur Assani. Selon d'autres : « Τουτος ηταν υπο την Τζαφρα ωσαν ναπης απο τα χωρια της Μπογδανιας το επινομη Καλιμουκης ποτατος το γενοσ αρχη δε του γενοσ του και τηη. απελθων

qui devient prince de Moldavie. Ce Callimachi refusa aux seigneurs Polonais tout aide et tout asile au moment où la confédération de Bar ayant été dissoute par les Russes, ses membres s'étaient réfugiés en Moldavie. Callimachi montrait ainsi son attachement aux Russes.

Quant au drogman Grégoire Ghika il semblait devoir être attaché à la cour de Vienne par son éducation et par le souvenir de son père Charles, pourtant il penchait vers l'Angleterre.

Le règne de Jean Callimachi fut court. Se sentant affaibli par son grand âge il céda le trône à son fils Grégoire (1761). Mais C. Racovitza, son collègue, travaillait à le renverser avec le concours de Linchou qui poussa le dévouement jusqu'à prétendre agir au nom du vizir. Sa fraude découverte il fut exécuté et Racovitza exilé à Lemnos. C'était un coup porté à Frédéric II qui ne put arriver qu'à un « Freundschafts traktat »; il en montra tout son mécontentement à Rexin « somuss ich daraus Urtheilen das Ihr Euch durch die Drogomanen und andere dergleichen Leute deren Ihr euch bedient nur *dupiren* und mit vergeblicher Hoffnung hinhalten lasset ohne das Ihr jemalen auf den grund gesehen hättet ». Et dans l'espoir de ramener à lui la bonne chance il pré-

δεις την πολιν εγινε γραμματικος Αλεξανδρου του αποκεραλισθεντος και καπι-
κεχαγιας του αυθεντου της Βλαχιας Γρηγοροδα του Γικα αδελφου του
αποκεραλισθεντος και απο καπικεχαγιας δραγομανος και απο δραγομανος
μετα καιρου αυθεντης Μπεγδανιας και πατριδος σου και απο Καλιουκης
μετωνομασθη δι' ευφημιας Καλλιμαχης ». C'est la version adoptée par
M. Xenopol.

para des cadeaux pour le drogman et pour Panajodor.

La lettre suivante laisse voir par un argument *a contrario* quelle était l'arrière pensée de Frédéric et ce que la France avait à craindre « lasset Euch nicht von die complimente deren Turken als ob Ihr das Oesterreichische Haus zu grunde richten und Kaiser in Deutschland werden wollte nicht ferführen und nehmet sie vordas was sie sind nähmlich vor malicieuse insinuationen der Oesterreicher ».

C'est à l'Autriche plus qu'à la Russie que le grand Frédéric en voulait et il le fait voir clairement dans une lettre écrite au moment de l'avènement de Pierre III, « ich am liebsten sehen würde... die Pforte ihre ganze Macht gegen Oesterreich allein anwandete ». Aussi ne voulait-il pas entendre parler d'un renouvellement de la paix de Belgrade l'Autriche dût-elle abandonner à la Porte le reste du Banat de Temeswar ; et d'autre part Rexin était chargé d'insister sur l'article du traité où la Turquie promettait de se désister des attaques contre la Russie si celle-ci rendait toutes les conquêtes à la Prusse.

« Nous voilà donc à la merci du roi de Prusse et des Turcs » écrit en 1761, Joseph II à Marie-Thérèse (v. d'Arneth... Maria Theresia und Joseph II. Tome I, pag. 3).

CHAPITRE III

DÉCLIN DE L'INFLUENCE FRANÇAISE EN ORIENT SOUS LOUIS XV ET LOUIS XVI. INFLUENCE PRÉ- PONDÉRANTE DE LA RUSSIE.

Les traités de Kaïnardji (1774) et de Jassy (1792).

En 1762 Catherine II occupa le trône de toutes les Russies. Un an après Auguste III, roi de Pologne, mourut, et la grande question de sa succession menaça la paix de l'Orient, ce qui n'empêcha pas Frédéric II de déclarer « ich dennoch die sachen dahin bringen will dass durch meine bona officia und unter meine *mediation* alle *différends* zwi schen Russland und der Pforte... vermieden, dagegen der Friede erhalten werde ».

Le Khan était très bien disposé pour les Polonais. Il chassa l'envoyé prussien Boskamp (rapport de Fornetty, consul de France en Crimée) ; et le sieur Arland, genevois, résident à Bakserai subit le même traitement de la part du prince de Moldavie.

Cet événement eut son contre-coup à Constantinople ; les boyards de Maurocordato : Arapakis, Manos, Bala-

bans, Misoglo, Photius, furent enfermés aux Ediculé. Ce fut le grec Stavraki « investito dei Dazii, delle carni e del cafe » qui les en retira. Lui-même fut pendu à la porte de son palais en 1765.

Sous la pression des baïonnettes russes et prussiennes Poniatowsky fut élu roi de Pologne. Le sultan Mustapha en devint furieux ; Catherine lui avait promis que cela n'arriverait pas pour l'empêcher de céder aux instances du parti de Branicki et prendre part à l'élection.

De la confédération de Radom il ne resta plus que la confédération de Bar ayant à sa tête : Branicki, Potocki et Kranzinski. Le parti national polonais se trouva ainsi très réduit et très affaibli.

En 1764, une alliance se fit entre la Russie et la Prusse ; Solms causant avec Panin avait fait observer que l'intérêt des deux Etats était que l'anarchie régnât en Pologne ; aussi la Russie admettait-elle la Prusse à veiller avec elle sur les intérêts de la Pologne ; on invitait la Turquie à ne pas se mêler de l'affaire, et celle-ci en réponse destituait le prince de Moldavie, qui s'était rallié à la France et, par conséquent, aux vrais intérêts de la Pologne et le remplaçait par Gr. Alex. Ghika, dévoué à l'Allemagne et à son alliée, la Russie.

Frédéric II, enfin, signait sans scrupule un article secret pour le partage de la Pologne.

Catherine II avait des agents dans tout l'Orient, tels que l'officier d'artillerie russe Papazoglo, deux marchands, Yukarov à Bucarest, et Cernokopra à Jassy ; le

lieutenant-colonel Ghermanos, grec d'origine ; l'archimandrite d'Argesh, Pervo et Mathieu Cantacuzène, enfin le prince Alexandre Ghika lui-même, qui tolérait tout. Le Khan Krim porta plainte contre lui et obtint qu'il fut remplacé par Grégoire Ghika lequel, pour toute marque de reconnaissance, fit empoisonner son bienfaiteur par le docteur Siropulo et continua la politique de son prédécesseur. D'autre part les confédérés polonais n'étaient pas complètement délaissés par la France ; de Châteaufort, la Roche, Simiane, Ruffin, Gian-Petro, Nagny, italien, ci-devant secrétaire d'un prince de Moldavie ; les agents français Paulmy, successeur de Broglie ; Durand ; le baron de Tott ; ne cessaient de dévoiler aux chrétiens les véritables intentions de la Russie et ce qui se cachait derrière le manifeste de 1769. Ponia-towsky ayant fait à Lenoir l'ouverture de ses intentions de rapprochement avec la France, un courant dirigé par un agent spécial, Mounet, s'établit en ce sens, mais ne dura pas. Plus tard nous trouvons en Pologne deux autres agents français : Dumouriez (Jean de Taulis) et Favier : l'un disciple de Broglie, chargé de veiller aux intérêts de la Pologne ; l'autre élève de Monteynard et défenseur de l'intégrité de la Suède, dont les malheurs étaient semblables à ceux de la Pologne. Ils renoncèrent bientôt à leurs bonnes intentions. La liste de ces agents n'est pas close encore, il y faut ajouter Valcroissant, dont nous nous occuperons plus loin, le baron Visme-

nil, les officiers Dusailans et Choisy, qui, tour à tour, paraîtront sur la scène polonaise (1).

M. de Vergennes était à ce moment ministre des affaires étrangères en France, et de Saint-Priest, l'avait remplacé à Constantinople. Une circonstance l'aida beaucoup dans ses projets anti-russes. Il faut savoir qu'en 1758 un traité franco-danois avait été conclu pour procurer au duc de Holstein (le czar Pierre III) un équivalent pour le Schleswig et qu'en 1769 de Vergennes avait réussi à conclure entre la Suède, la Russie, le Danemark et la France, une alliance qui interdisait la Baltique à tout vaisseau de guerre étranger ; on visait ainsi l'Angleterre ; on admettait la liberté du commerce, on renonçait aux corsaires et on ne reconnaissait de légitime que le blocus effectif ; c'étaient là autant de points tranchés contrairement aux vues de l'Angleterre. Or, il arriva qu'un Polonais qui s'était glissé chez lord Murray, l'envoyé anglais à Constantinople, en qualité de valet de chambre, réussit à s'emparer du « courrier », c'est-à-dire de la correspondance de lord Murray avec la cour de Londres et l'on y put voir clairement quelles étaient les vraies intentions de la Russie à l'égard de la Sublime Porte.

Malgré tout cela, la Porte ne sortait pas de son indifférence. Les patriotes polonais recoururent alors à un moyen auquel les Turcs étaient plus sensibles ; les dames

(1) Vers la même époque, un marchand saxon, Hibsche, se faisait passer à Constantinople, pour agent de la Pologne, quoi qu'il ne sut probablement pas lui-même, au juste, auquel des nombreux partis politiques de ce pays il se rattachait.

polonaises vendirent leurs bijoux et l'argent fut versé à Constantinople. Mohammed Emin Pacha commença dès lors à déclarer qu'il ferait la guerre à la République de Pologne, mais il ne bougea pas. Son successeur Moldavanghi déclara qu'il ne faisait la guerre à personne. Tels étaient les ministres de Mustapha III surnommé Ghazi et les successeurs de l'intelligent Rhagip Pacha ! Des mots de guerre surgissaient pourtant à chaque instant.

Les Russes étaient évidemment contrevenus au traité de Carlowitz qui leur interdisait de s'approcher de plus de 10 milles des confins de la Turquie, ils avaient dépassé la limite en poursuivant l'échanson de Lithuanie.

En 1768 on procéda en Turquie à un changement de fonctionnaires tout favorable à la Russie : le sieur Caradja, interprète du divan, fut destitué de cet emploi et remplacé par Nikolaki Draco Sutzo, premier Kapikéhaja du prince de Moldavie ; Ghika fut transféré en Valachie « si les Grecs, écrit de Saint-Priest à Choiseul, ont de l'affection pour quelque étranger, les Russes seuls en sont l'objet, parce qu'ils sont leurs frères de religion », je pense que ce lien de la religion n'était pas assez puissant aux yeux des Phanariotes pour empêcher leurs infidélités politiques. Mais il n'en ressort pas moins que les Phanariotes avaient complètement abandonné la cause de la Pologne et les événements qui suivent allaient s'en ressentir.

Déjà en 1767, Kaunitz écrivait à l'internonce Brognard :
« Wider den pollnischen Adeldersich auf den Diettinen

dem Russischen verlangen nicht fügen will... wird ohne Unschweiff mit gewalt zugefahren und dessen Güter mit Russichen Truppen besitzt ; einige sin todgeschossen ». « Ob die Pforte nach Empfang solcher Nachrichten dennoch in Ihrer bis herigen Gleichültigkeit zu verhanen gedeenke ».

Au Monténégro même, la Russie avait poussé un certain Mali Stefano à provoquer des agitations. Puis elle déclara que les incursions qu'elle faisait sur le territoire ottoman pour se saisir des fuyards n'avaient pas un caractère belliqueux et s'indigna de ce que le prince de Moldavie avait fait enfermer le noble Yankorov pour espionnage. En Pologne une troisième confédération anti-russe se formait à Biala « der Wallachysche woywoda Gregorius Ghika, écrit Kaunitz, hat die Russen in das Land gezogen und von Ihnen hingeführt worden ist dem Zegelin berichtet worden », l'archevêque y a été conduit aussi « mit allen Ehren ». On les promenait dans les voitures impériales et les chefs moldaves s'affichaient russophiles avec ostentation.

En 1767 enfin, le sultan demande compte à Obreskow de l'occupation de Varsovie ; peu après les russes poursuivent des réfugiés Polonais jusqu'au village moldave de Balti ; les janissaires indignés s'agitent et demandent la guerre.

On est surtout à Constantinople, écrit Hertzberg au comte de Solms, fort irrité contre le Prince Repnin, le divan attribuant aux violences de cet ambassadeur tous

les troubles qui agitent aujourd'hui la Pologne (*Publication de la Soc. Imp. de Russie* ; Tom. 23 et 32).

Après un ultimatum de non intervention, on avait enfermé M. Obreskow à Edikulé et on avait chassé le premier drogman de la Porte, accusé d'être vendu aux Russes.

Un certain Westerlon, secrétaire de l'agent du Prince de Valachie était parti pour Vienne dans le but de sonder les intentions de la cour impériale.

La maison du ci-devant Prince de Moldavie était entourée de troupes ; on le considérait comme étant un de ceux qui, vendus à la France, avaient provoqué la guerre. Zegelin rapporte aussi avoir entendu que Ghika serait chargé d'entrer en correspondance avec le général russe et il le décida à faire des démarches en vue de la paix.

Enfin, la prise d'assaut de Cracovie avait amené la chute de Muhsinzade et son remplacement par Hamza Pasha qui était entré en campagne (1768). L'intervention pacifique de Frangopulo de la part du roi de Prusse ne produisit pas d'effet, mais la campagne tourna au désavantage de la Turquie.

La sultan se vengea de l'incapacité de ses généraux sur Grégoire Callimaky et Nicolo Draco Sutzo. Il faut noter en passant une particularité du caractère phanariote ; ils payaient souvent leur ambition de la tête, mais leur supplice ne décourageait pas leurs successeurs. Ces Grecs, en effet, se croyaient, non sans raison, d'autant

plus nobles qu'il y avait eu plus de têtes tranchées dans leur familles.

Nous avons dit de quelle mission la Porte avait chargé Ghika ; la Russie d'autre part lui promit l'hérédité d'un trône roumain dans sa famille, et nous devons nous souvenir qu'elle en avait agi de même avec les Cantacuzène, les Cantémir, les Maurocordato. Cette médiation de Ghika (1) était contraire aux intérêts de la Prusse « *der König in Preussen dem Zegelin letztlich anbefohlen mit mediation Anwürfen so lange innezuhalten biss der Sultan in dieser Campagne dergestellt in die Enge getrieben sein werde dass er dadurch bemüssigt friedfertigen gedanken und Insinuationen bey sich statt geben* ». Le Reis Effendi fit donc savoir au Roi de Prusse que s'il soutenait d'une façon ou d'une autre les prétentions de la Porte il trouverait ample récompense dans ses trésors. En attendant, Papas-Oglou s'abouchait avec Mavromichalis et Iovanni, chefs des Maïnotes, pour les disposer en faveur des Russes, et il se rendit aussi chez Benati, évêque de Calamata. Mais ces fiers montagnards n'entendaient pas se mettre aveuglément à la remorque d'Orlow.

(1) La duplicité de ce Prince était telle que Giustiniani pouvait, dans le cours de la même année (1769) rapporter d'une part ceci : « *pare che li Moldavie, i Valaci divenuti per ora sudditi della Moscovia siano determinati ad escludere affatto il dominio dei Turchi* » et une autre fois, que Ghika ayant empêché l'armée turque de périr de faim, le Sultan reconnaissant « *le ha dichiarato Principe perpetuo con decreto signato di sua mano* ».

En 1770, les Russes, après avoir occupé deux fois la Moldavie, étaient passés en Valachie où le Prince Manuel Rosetti (1) leur défendait le passage de l'Olt. La czarine voulait donner pour souverain aux deux Principautés son dévoué Poniatowsky, mais la même année M. de Valcroissant agent de Choiseul à Belgrade, et chargé par lui d'observer le mouvement des troupes russes, se rendit à son poste. Il y parut comme un *deus ex machina* et s'y comporta singulièrement. Suivant l'exemple de plusieurs aventuriers, dans le nombre desquels se placent Disloway et le français Robert de Bassemont, colonel du génie au service du Portugal, il forma le projet de créer, à son profit, un royaume de Dacie. Il refusa donc de servir comme lieutenant de Rosetti et demanda le titre de major général de la République de Pologne confédérée. En attendant, il contrecarrait la candidature de Poniatowski.

Mais un nouveau candidat au trône des principautés venait de se produire, c'était Henri de Prusse, et nous en sommes instruits par une lettre de Solms au roi, datée du 24 mai 1771.

D'autre part, en 1770, Joseph II avait écrit à son frère Léopold : « Notre parti est pris... je crois ; il consiste à vouloir représenter au roi de Prusse tous les dangers de l'agrandissement de la Russie » et il envisage deux éven-

(1) Il régna sous le nom de sa mère ; son père était de la famille de Gianni dont le nom se rencontre en Italie et en Roumanie.

tualités, dont la solution, suivant l'invariable tradition autrichienne, est également désavantageuse aux principautés.

« 1^o Si les Russes passent en force le Danube... le temps est venu de nous porter avec un corps sur le Danube... les Turcs sauvés de leur destruction se porteraient plus facilement à un dédommagement de nos dépenses réelles ; ce serait la portion de la Valachie qui a été cédée à la paix de Belgrade... » 2^o Envisageant le cas d'une attaque de Constantinople par mer « il faudrait nécessairement occuper les provinces qui seraient à notre gré avant de les laisser aux Russes ».

Ainsi d'une façon ou d'une autre l'Autriche voulait occuper les principautés.

Nous savons que le roi de Prusse ne pouvait s'associer à ce plan parce qu'il ne tenait nullement à favoriser la maison d'Autriche (1). La Prusse avait déjà compris ses véritables intérêts et les entrevues de Neiss et de Neustadt avaient fait voir que la patrie allemande ne consistait pas dans une union intime de la Prusse et de l'Empire.

Ces deux conférences n'avaient eu pour effet que de

(1) Paulo Renier dans son rapport au Doge, de 1771, explique la politique prussienne : « Posto che la Valachia e la Moldavia fossero state determinate libere e indipendenti, la casa d'Austria potera avere gravissimi incomodi nelli tempi di guerra, incomodi nascenti de cose di Religione e di quel maggior desiderio di liberta che potera introdursi nella Ungheria e nella Transylvania eccitato vie piu delle imitazione de suoi vicini resi che fossero liberi e indipendenti ». C'était prévoir les envénements du XIX^e siècle.

donner occasion à Frédéric II de faire valoir sa vive pénétration politique et à Joseph II de mettre à nu la fertilité de son esprit en matière de partages. On y avait vu l'habile diplomate prussien préparant à pas lents — ce qui n'exclut pas les coups hardis au moment opportun — la grandeur de son pays à côté d'un esprit brouillon et qui, pour vouloir trop faire à la fois, n'arriva jamais à rien. Frédéric II ne tenait nullement à ce que les Principautés fussent le lot de l'Empire plutôt que de la Russie (1), ils les aurait volontiers cédées à la Pologne en dédommagement de ce qu'il lui aurait pris ailleurs.

En effet voici ce qu'il écrivait au comte de Finkenstein en 1771 « votre idée de céder une partie de la Moldavie à la Pologne est à la vérité bonne. J'y ai pensé déjà une fois et elle pourrait en effet faciliter l'affaire des acquisitions ».

Si Joseph II était assez naïf pour croire que Frédéric II pourrait le laisser tranquillement faire la guerre aux Russes, Kaunitz était d'avis lui, qu'il ne fallait pas s'y engager seuls. Frédéric II n'attribuait pas aux Russes de mauvaises intentions. Solms lui écrivait. « *Je crois pouvoir assurer que l'Impératrice n'est nullement intentionnée de faire de la Moldavie et de la Valachie des provinces russiennes ; si elle voulait les soustraire à la domination*

(1) L'Autriche refusait, d'ailleurs, l'offre que la Russie lui faisait des principautés : « Sul detto, lit-on dans un rapport italien, del illustre antico poeta latino ; timco Danaos et dona ferentes ! »

turque, ce serait dans l'intention d'en faire une espèce de puissance intermédiaire ».

Les Turcs qui connaissaient peut-être mieux à qui ils avaient affaire, ne pensaient pas de même et voulaient la paix. Comme la Prusse ne les y encourageait pas, ils tournèrent les regards vers l'Autriche. « Les Turcs ont déjà offert écrit le Roi à Solms, la Servie aux Autrichiens... s'ils y ajoutent Belgrade je ne jurerais de rien... je sais qu'à Vienne on est fortement résolu de soutenir ce qu'ils appellent la balance du Levant ».

En 1771 l'Autriche signe en effet, avec la Turquie un traité de subsides pour se défendre contre la Russie ; la Turquie promet à l'Autriche de revenir à la stipulation du traité de Belgrade.

Cette convention turco-autrichienne étonne l'Europe ; c'était la première fois que le souverain apostolique tendait la main aux infidèles contre d'autres chrétiens ; mais l'intérêt de la monarchie primait tout !

Le traité servit Frédéric II ; la Russie avait besoin d'un allié et ce ne pouvait être que la Prusse ; mais on ne l'a pas pour rien ; on le paiera en monnaie de Pologne. Les négociations peuvent donc commencer sous la médiation de l'Autriche qui servira à souhait son nouvel allié. L'envoyé anglais, Murray, avait insisté jusqu'à se rendre importun pour que sa médiation fut acceptée.

Pour commencer Joseph II écrivait à Léopold (1772). « Nous avons enfin déclaré ce que nous voulions de la

Pologne... tout le Palatinat de Peley qui s'étend depuis Bilitz, notre Silésie jusqu'aux confins de la Moldavie et la Podolie». Relevons le mot « confins » qui contient en germe une spoliation future qui cette fois portera sur le protégé de l'Autriche : la Turquie. Les projets ne manquent jamais encore moins à la veille de négociations ; pour Solms on pourrait établir en Moldavie le Prince Ghika qui, autrefois interprète, a rendu des services au roi de Prusse ; au contraire, il n'a jamais été l'ami de la France. Zegelin demande au Roi une lettre pour le grand Vizir en faveur de Ghika.

Ghika qui avait été emmené en Russie avait été peu après envoyé au camp du comte Romantzov pour l'aider tant par la connaissance des lieux que des personnes ; maintenant il assistait au congrès de Foksani, puis de Bucarest (1772) pour soutenir les demandes du plénipotentiaire russe. Le Prince Cantacuzène et le comte Doudesko demandaient le protectorat russe ; mais ils n'allaient pas jusqu'à vouloir asservir leur patrie ; la preuve en est dans la petite fraude que Jean Cantacuzène employa pour faire prêter aux boyards un serment aussi peu compromettant que possible ; en revanche, dès 1770, les Tartares avaient fait serment de se soumettre aux Russes (Panine). Aussi la Russie ne demandait-elle rien moins que l'indépendance des principautés et des pays tartares, quitte à les asservir ensuite. Elle exigeait de plus le libre commerce de la mer Noire. Panine proposait même de fonder une caisse commune des trois alliés ; cela ne

l'empêchait pas de laisser percer le regret que la Prusse soit arrivée à une telle importance par la mésintelligence de la Russie et de l'Autriche.

En 1773 Joseph ayant écrit à Marie-Thérèse que l'Oltenia serait pour l'Autriche plutôt un fardeau qu'un avantage, on y renonça pour s'en dédommager bientôt ailleurs.

Aussi ce ne fut qu'à la mort du belliqueux sultan Mustapha que la Turquie se décida à la paix. Un changement se produisit à Constantinople. Ghika protégé de la Prusse fut nommé en Moldavie, le drogman A. Ypsilanti en Valachie. Celui-ci demanda à Zegelin de lui obtenir du Roi de Prusse la même protection qu'à Ghika.

Le traité de Kainardji fut signé le 10 juillet 1774. Les Russes avaient à leur actif la victoire de Tchesmé et celle de Larga. La première obtenue par le concours des Anglais. Ils obtinrent l'indépendance de la Crimée ; le célèbre article XVI permettait aux représentants Russes à Constantinople de parler en faveur des principautés (1). Ce fut la porte ouverte à tous les abus postérieurs de la Russie.

La Turquie devait céder ; les rapports existants entre la Russie, la Prusse et l'Autriche devenaient de plus en plus intimes ; la Pologne était perdue car la France ne pouvait plus l'aider. Dumouriez avait été battu à Landskrona et lorsque le comte Wielhovski fut envoyé en

(1) On avait d'abord voulu les mettre dans la même catégorie que Raguse.

ambassade à Paris, pour demander l'aide de la France, Choiseul en guise de réponse pensa à un mariage de l'archiduchesse Christine avec Albert de Saxe Teschen (fils d'Auguste III) qui deviendrait roi de Pologne. Quelle était donc la part de l'Autriche dans la paix de Caïnardji ? Quel était l'équivalent de ce que prenait la Russie et de la renonciation à la Valachie de la part de l'Autriche elle-même ? Ce fut la Bukowine.

Déjà en 1772, de Solms écrivait à Frédéric II « il n'est ni l'intérêt de V. M., ni celui de sa Cour de se mettre dans le cas de s'attirer une guerre pour vouloir l'(Autriche) empêcher de la (prise de la Bucowine) faire ».

En 1774 la situation des principautés était la suivante : le drogman de la Porte, Aleko Ypsilanti fut nommé prince de Valachie et Gr. Ghika, dévoué aux Russes, obtint la Moldavie. « On peut regarder la nomination de celui-ci comme un premier acte de complaisance de la Porte envers la Russie à laquelle il est notoire que cet homme était vendu depuis longtemps ». C'est là, ce qui, je crois, explique sa conduite dans la question de la Bucowine « le roi de Prusse, écrit de Saint-Priest, toujours avide et tournant à son profit le système d'égalité que la Cour de Vienne a établi, dira sans doute que puisque la maison d'Autriche s'agrandit du côté des Turcs il lui faut une compensation en Pologne... Comment concevoir que de grands monarques constitués par la Providence pour faire régner l'ordre et la justice (?) se permettent les usurpations les plus criantes et sans autre titre que celui de la convenance ».

Analysons un peu les prétendus titres de la maison d'Autriche sur la Bukowine (1). Nous suivons M. Xenopol dont l'argumentation est d'ailleurs toute documentée.

À l'avènement d'Alexandre le Bon la Moldavie était sous l'influence polonaise. Les Polonais la considéraient même comme partie intégrante de la Pologne. En 1401 le roi Wladislaw Jagello donne à son frère Swidrigel, duc de Lithuanie, de vastes propriétés en Podolie et en Moldavie. En 1404 Alexandre va à Camenitza renouer les liens de la vassalité ; en 1407 il fait de même à Lemberg. Lors de la guerre des Polonais avec les Teutons, Alexandre aide ces derniers et prend en otage la Pocutie. C'était donc la Moldavie qui avait des droits sur la Pocutie et l'Autriche intervertissait les rôles lorsqu'en héritière de la Pologne elle venait les réclamer. Cette vassalité était très faible ; en 1499 Etienne le Grand avait signé un traité avec Jean Albert de Pologne ; en 1518 nouveau traité entre Etienne VI de Moldavie et Sigismond I^{er} de Pologne. En 1527 le même Sigismond signa un nouveau traité avec le prince Pierre Rares. Enfin le traité de 1539 entre Sigismond I^{er} et Etienne VII s'exprime ainsi : « Que toutes les clauses des traités de paix conclus entre les sérénissimes seigneurs et rois de

(1) Un rapport italien de 1775 dit à ce sujet que l'occupation de la Bucovine a été « l'esame delle divisione della Polonia » Contarini se demande quant aux prétentions de l'Autriche sur les principautés « sopra di quale diritto poi e con quali viste si appoggi questa corte rispetto alla Valachia questo e un mistero impenetrabile sino adora ».

Pologne, Wladislaw notre oncle et Casimir notre oncle et Casimir notre père d'une part, et les Woïwodes Etienne et Bogdan d'autre part, soient maintenues ».

Voyons maintenant les liens qui unissaient la Moldavie à la Porte ottomane. Ces liens étaient beaucoup plus relâchés que ceux de la Valachie. Ils ne remontaient pas plus haut que 1513 lorsque Bogdan IV, suivant le conseil que son père Etienne le Grand lui avait donné dans son testament politique, offrit au sultan Selim I^{er} la vassalité de la Moldavie. Il en résulta pour la Moldavie des faveurs exceptionnelles entre autres celle d'avoir un représentant auprès de la Porte alors qu'aucune autre puissance n'en avait. Le palais qu'habitait ce Kehaja s'appela Bogdan-Seraï. L'acte de 1513 contenait entre autres clauses, que la Turquie respectera et fera respecter l'intégrité du territoire moldave et c'est ce que la Turquie oublia en 1775. D'ailleurs même en tenant compte de cette vassalité, la Moldavie ne perdait pas sa souveraineté et pouvait par conséquent refuser d'adhérer au libéralisme de la Porte. Vattel, le premier auteur de droit des gens dans le siècle qui nous occupe, le déclare expressément et c'était déjà l'avis de Grotius. C'était donc à Ghika de céder ou de ne pas céder la Bucowine ; mais dit Vattel : « Le Prince, le supérieur quel qu'il soit a-t-il le pouvoir de démembrement l'Etat?... la loi fondamentale défend au souverain tout démembrement... sans le concours de la nation... Mais si la loi se tait et si le prince a reçu l'empire absolu il est alors

le dépositaire des droits de la nation et l'organe de sa volonté... c'est à lui de juger du cas de nécessité de ce que demande le salut de l'État ».

Puffendorff disait de même. Mais Vattel apportait immédiatement un tempérament à sa belle théorie. « Il est vrai, disait-il que rarement les sujets sont en état de résister dans ces occasions et d'ordinaire le meilleur parti qu'ils aient à prendre est de se soumettre à leur nouveau maître en faisant leurs conditions aussi bonnes qu'il est possible ».

C'est là un conseil pacifique qui exclut toute revendications ultérieures. Mais Vattel, très flexible, veut bien donner sa part au sentiment nationaliste, car il ajoute : « mais cette province ainsi abandonnée et démembrée de l'État n'est point obligée de recevoir le nouveau maître qu'on voudrait lui donner ; séparée de la société dont elle était membre elle rentre dans tous ses droits et s'il lui est possible de défendre sa liberté contre celui qui voudrait la soumettre elle lui résiste légitimement ».

Félicitons-nous que la Bucovine ait tenu compte jusqu'à nos jours de cet avis de Vattel.

L'avis de Leibnitz était plus près de la vérité (préface du codex diplomaticus). « Quod dominia regnorum inalienabilia et semper revocabilia dicuntur, id respecta privatorum intelligitur nam contra alienas gentes divino privilegio opus for et ».

N'oublions pas que nous sommes au xviii^e siècle

quand Frédéric II disait : « c'est le royaume des cieux qui se gagne par la patience, ceux de ce monde appartiennent à la force ». « Personne, dit M. Sorel (*Europe et Révolution*, tom. I, p. II, n. 3), n'a mieux que Mallet du Pan défini l'état réel du droit public à la veille de la Révolution : Que la guerre dérive ou ne dérive pas d'un droit quelconque, elle ne s'en fait pas moins ; les souverains ne s'avisent guère de composer leurs manifestes d'après la métaphysique obscure des philosophes : l'usage et les traités, voilà les seuls titres consultés. Il en est résulté un code artificiel si l'on veut, contraire au droit naturel, à la raison, à la religion, mais auquel la coutume a donné force de loi ». Le baron de Bielfeld écrivain distingué du XVIII^e siècle, disait aussi : « Tout se réduit finalement à la puissance (1) ».

Il est vrai aussi que ces idées n'étaient pas nouvelles. Richelieu dans son testament politique écrivait : « Qui a la force, a souvent la raison en matière d'Etat et celui qui est faible peut difficilement s'exempter d'avoir tort au jugement de la plus grande partie du monde ».

Joseph II s'inspirait largement de ces idées et écrivait à son frère Léopold : « Je suis de l'avis qu'il faut laisser dire tranquillement le monde ce qu'ils veulent, pourvu qu'ils nous laissent faire ce que nous voulons ». Ses agents faisaient comme lui ; le comte Louis de Cobenzl écrira dans un mémoire de 1791 : « L'intérêt

(1) C'est là malheureusement de nos jours encore l'avis de beaucoup de théoriciens, surtout en Allemagne).

doit l'emporter sur toute espèce de sentiment quelque juste qu'il puisse être ». Tout comme Frédéric II. « L'intérêt de l'Etat doit servir de règle aux souverains ». C'est évidemment une règle qui, si elle n'autorise pas les spoliations, n'en est pas moins saine et digne d'être respectée encore de nos jours.

On sait que Marie-Thérèse, si vertueuse a tous les points de vue, pleurait et prenait; sa voisine moins scrupuleuse écrivait à Grimm « Celui qui ne gagne rien perd ».

Quand on a pris il s'agit de conserver et pour cela il est bon de suivre le conseil de Rabelais. Il dit, en parlant de conquêtes « comme enfant nouvellement né, les faut allaiter, bercer, réjouir... comme personne sauvée de longue et forte maladie et venant à convalescence les faut choyer, épargner, restaurer ». L'Allemagne ne l'a pas fait avec la Petite Valachie: mais elle le fera avec la Bucovine et la Russie l'imitera en 1812 en ce qui concerne la Bessarabie.

L'Autriche était considérée depuis longtemps comme une monarchie orientale (oester-reich). Le duc Henri de Rohan dans son traité des « Intérêts des princes et Etats souverains de la Chrétienté » (1666) écrivait « L'Empereur a des droits sur la Pologne (certes on lui en ménageait de longue date)... la maison d'Autriche sur la Transylvanie, la Moldavie ». A défaut de pouvoir prendre toute cette dernière, la maison d'Autriche se contentera d'une partie.

Qui donc pouvait sauver la Moldavie ? La Prusse n'y voyait pas son intérêt, elle n'avait pas de système politique. Le Comte Hertzberg dira en 1790 « le système de la Prusse est de n'en avoir aucun et de se conduire d'après les occurrences ».

Pouvait-on compter sur la cour suzeraine ? mais nous savons que son état de faiblesse ne lui permettait pas d'agir sérieusement pour si peu de chose !

Restait la Moldavie elle-même ou ceux qui la représentaient, Ghika et son conseil : Mais on peut ne tenir aucun compte de ce dernier si l'on en croit Montesquieu « Le conseil du prince nous dit-il (*Esprit des lois*, liv. II et IV)... est par sa nature le dépôt de la volonté momentanée du Prince qui exécute et non pas le dépôt des lois fondamentales. De plus le conseil du monarque change sans cesse, il n'est point permanent : il ne saurait être nombreux ; il n'a point à un assez haut degré la confiance du peuple ; il n'est donc pas en état de l'éclairer dans les temps difficile, ni de le ramener à l'obéissance ». Ces paroles pouvaient être appliquées à la Moldavie plus exactement qu'à tout autre état car les membres du conseil y étaient renouvelés à tout instant et cette institution n'avait aucun crédit auprès des populations parce que, sauf quelques charges réservées aux premières familles nationales, tous les conseillers du prince étaient Grecs. Il faut pourtant leur rendre cette justice qu'ils rédigèrent une protestation et l'envoyèrent à la sublime Porte, seulement ils eurent l'imprudence de la menacer de se

livrer à la Russie. Ne peut-on pas voir ici la main de Ghika ?

Ce Prince a-t-il fait tous les efforts qu'il pouvait et devait pour empêcher la spoliation ? Les documents sont contradictoires et il n'est pas aisé de porter un jugement. Je pense qu'il aura commencé par résister mais étant bientôt convaincu que ces efforts étaient inutiles et que la Russie ne les soutenait pas efficacement, il y aura renoncé. Ghika était phanariote d'éducation comme les autres ; on lui avait souhaité dès le berceau de régner dans l'une des Principautés ou si possible sur les deux et héréditairement ; allait-il s'opposer seul aux volontés de l'Autriche ?

Il a, dit-on, payé son dévouement de sa tête. Il est en effet possible que la Turquie regrettant après coup son manque d'énergie ait rejeté la faute sur le compte de son agent en Moldavie. Mais n'oublions pas aussi l'intérêt qu'il y avait toujours de rendre un trône vacant. La Porte et les Phanariotes ne pouvaient en tirer que des avantages.

Parlant de ces sortes de gouvernement, Platon dit (de la République VIII) « διαφρανεστωτον δ'εν αυτη εστι εν τι μονον ψιλονειζειει και φιλοτιμιαι » (1).

(1) Le Prince de Valachie Aleko Ypsilanti était grand ennemi de son collègue Moldave. Le drogman Morusi après la mort de Ghika, s'est complu à le noircir outrageusement bien qu'il fut son parent. Ne nous en étonnons pas trop : « Ha congiunti chi regna ? », dit Alfieri et Descartes lui-même confessait à une dame que c'était là son avis aussi.

Il y a lieu ici d'accuser la Russie. Lorsque Ghika lui demanda secours elle répondit que depuis que la Moldavie avait été rendue à la Turquie, elle n'avait plus à s'occuper d'elle. « Qu'était devenue, exclame M. Xenopol, la protection russe ? Qu'avait-elle fait de son droit d'intervention en faveur des Principautés » ? (Art. 16 de Cuciuck-Kainardji). Nous nous sommes assez étendus sur l'esprit du siècle et de la politique générale pour qu'il ne soit pas besoin de répondre.

Il n'est pas toutefois douteux que la Russie aussi bien que la Prusse n'aient fait des démarches auprès de la Porte en faveur de la Moldavie (1), démarches secrètes et toutes timides à cause du lien intime qui les unissait dans un méfait commun !

Mais que devenait donc la France, au cours de tant d'événements ? Elle était fidèle à son alliance autrichienne ; Saint-Priest déclara lui-même avoir plaidé les intérêts de la cour de Vienne qui exprimera sa reconnaissance à la cour de France pour l'appui prêté dans cette occasion intéressante (V. Xenopol).

La question de fait précéda la question de droit. Joseph II écrit à Léopold (1774) : « Du côté de la Moldavie nous avons avancé nos frontières, tout de suite après la paix conclue, jusqu'aux bois appelés la Bukowine pouvant prouver que cela faisait une appartenance de la

(1) Marie-Thérèse se plaint à Joseph « des menées prussiennes à Constantinople contre nous » et encore « il paraît que les Russes et les Turcs s'entendront, gare alors à nos frontières ! »

Pokutie et cela nous donnant des avantages incalculables puisque cela nous ouvre communication directe entre la Transylvanie et la Pokutie ».

En ce qui concerne cette acquisition, le motif d'utilité primait à tel point pour l'Autriche toute autre considération qu'elle en arrivait à supprimer le témoignage de l'histoire.

En janvier 1775, Joseph annonce à son frère « notre négociation amicale est entamée avec la Porte pour nos frontières le long de la Moldavie et de la Valachie ». Nous avons signalé plus haut les mésintelligences relatives aux frontières de cette dernière province ; « mais cela va lentement, ajoute-t-il, et ne sera pas fini aussi vite que nous l'aurions désiré ». Le tempérament si bouillant de Joseph II ne pouvait saisir les causes légitimes de ces lenteurs, les voici : En 1775 le roi de Prusse écrivit à Zegelin « Ich für mein Theil kann die Habsucht und abermalge Vergösserung dieses Hofes nicht mit gleichgültigen Augen sehen ».

Saint-Priest, quoique travaillant pour l'Autriche, doute de ses droits : « La cour de Vienne est sans scrupules sur cette usurpation pour laquelle nous savons qu'elle a vainement cherché des documents. Elle ne se montre pas non plus très empressée de la faire légitimer... *la négociation sera plus facile et plus simple avec le prince Ghika qui a pris les vues du gouvernement et qui leur laisse entrevoir le désir de tout concilier à l'appât d'une récompense que l'Internonce lui a fait promettre.* Le dit prince

n'en a pas moins jeté feu et flammes par égard pour les boyards et il a osé menacer la Porte à défaut de protection de sa part, d'avoir recours à une autre puissance, insolence qui a été dissimulée mais qu'on lui fera payer plus tard ». On croirait entendre un prophète ; c'est l'alliée de l'Autriche qui parle, c'est donc un ami de Ghika et il était à même de sonder ses intentions les plus cachées. Quelles conclusions faut-il en tirer? Nous avons vu que Frédéric II agissait contre l'Autriche (1) « Catherine II ne cède pas à cet égard aux instigations et à l'exemple de la cour de Berlin ». D'ailleurs celle-ci aussi revient bientôt sur sa politique ; ordre est donné à Zegelein (1775) « de ne pas instiguer la Porte contre la cour de Vienne sur l'affaire de la Moldavie.

Ghika voulait conserver pour lui la Moldavie entière et s'appuyait sur la Russie. Thugut appelle cela « der Uebermuth des Ghika » qui devait lui porter malheur. Le Reiss Effendi montra beaucoup de mécontentement contre Ghika et contre son beau-père Rizo (2) qui d'ailleurs était mécontent du rôle que son gendre lui faisait jouer. L'avantage que Ghika entendait tirer de son attitude perçut dans ce que « die Pforte hat dabey sich durch die Russische zudringlichkeit genöthigt gesehen die Wal-lachischen Wo ywoden so wohl als besonders den Ghika den genuss ihrer Fürstenthümer auf lebenslänglich zuzu-

(1) L'agent de la Prusse Frangopulo l'a dit à son ami Morusi.

(2) Ιακωβάκης Πολίτης Σταυροδομικής περιφανής και ατυχής κατὰ τὴν προκοπὴν και τὴν ἀρχοντικὴν Ριζοῦ πραγματευτὸς υἱὸς Καπεγιολλάκης μου και αὐτοῦ (Dapontès).

sagen nur unter dem Bädignis .. sich nicht eines wichtigeren wohler probten Verbrechens Schuldig machen ». Quelle plus grande accusation portée contre Ghika que celle contenue dans la lettre de Thugut ; Ghika l'a rassuré « dass Ich aber weder an sein eignes Geschrei noch an das Klagen de Moldauer Boyaren, mich zù Kehren » mais d'insister pour qu'il fut nommé dans la commission de délimitation ; en échange il voudrait que la ville de Chazan fut rasée et le territoire y attenat rendu à la Moldavie.

Une des excuses alléguées par Thugut fut la présence de Romiantzoff en Moldavie ; il avançait ses aigles de plus en plus (20 janvier, 17 février, 4 mars 1775). Un traité en quatre articles fut signé le 7 mai 1775, de par lequel Orshova restait à la Porte : « Je puis vous assurer écrit Ghika à Thugut le 29 mai 1775, que j'ai fait ce qui a dépendu de moi en contribuant à l'accomplissement de cet ouvrage ».

Il s'est opposé au démembrement tant qu'il espérait avoir l'appui de la Russie ; déçu, il favorisa l'Autriche ; toujours fidèle au désir de s'assurer l'hérédité du trône de Moldavie.

La spoliation accomplie et légitimée, je ne m'étonne plus de la déclaration de Thugut à la Porte : que les prétentions de l'Autriche ont été modérées, car nous avons vu que la Pologne prétendait autrefois à la suzeraineté de la Moldavie tout entière !

Le Drogman Morusi avait servi l'Autriche à souhait ;

il en retira 10.000 piastres ! C'est bien un de ceux que Platon a peint : « επιθυμηται... χρηματων οι τοιουτοι εσονται οι εν ταις ολιγαρχιαις και τιμωντες αγριως υπο σκοτου χρυσου τε και αργυρου ». Quand on a l'argent on peut s'épurer dans une ambition plus haute !

L'Autriche fut représentée à la délimitation par le baron de Barco, v. Jenisch et le Major Mieg ; le nouveau chargé d'affaires prussien à Constantinople, Gaffron, passa par la Bucowine à cette occasion ; Ghika envoya à sa rencontre son grand postelnick, Lucaki Arghiro-pulo.

Le prince de Valachie, Alexandre Ypsilanti et son Kapikehaia Michel Draco Soutzo, se sont donnés toutes les peines, rapporte Thugut, pour hâter la démarcation tandis que Tahir Mehemet Agala retardait toujours. Les Autrichiens dépassaient à chaque instant les limites et il fallait attendre chaque fois l'assentiment de la Porte. Le medelnitchiar Janaki, agent de Ghika, prétend que la faute en est à Tahir Aga. La Russie commençait à protester ; aussi son agent Testa est-il d'avis qu'il faudrait la dédommager en Crimée. Repnin et Stakieff, travaillaient à la Porte en ce sens, tandis que « l'ambassadeur de France, conséquemment aux ordres de sa cour, amie commune des deux puissances, croyait devoir insister vivement auprès de la Sublime Porte, pour qu'il fut donné entier accomplissement à la convention si récemment et si librement conclue entre elle et la cour de Vienne sur les limites des deux Etats ». Curieuse façon

de sauver la Pologne si toutefois la France y pensait encore !

Cet accomplissement fut la convention turco-autrichienne de mai 1776 (1). On la trouve tout entière dans la collection Hurmuzaki, tom. VII, p. 486, 487. En 1777, le général Splény, dans un manifeste en roumain invita les sujets au serment de fidélité. L'acte était accompli.

Mais qui a goûté veut encore ; il serait vraiment dommage de ne pas abuser de la Turquie après une telle preuve de sa bonne volonté. Aussi, n'y a-t-il point de temps d'arrêt, la poussée continue. Le présent est gros de l'avenir.

En 1777, Solms écrivait au roi : « J'ai fait part au comte Panine de l'intention du Prince de Kaunitz de profiter de l'occupation de Perekop par les Russes pour réveiller les prétentions de l'Autriche sur la Valachie jusqu'à l'Aluta ». Aussi l'envoyé de la Prusse, Gaffron, et celui de l'Angleterre, Ainsly, s'efforcent-ils de provoquer une entente entre la Russie et la Turquie, mais celle-ci ne veut à aucun prix renoncer aux Tartares. C'est là le germe des guerres futures ; d'ailleurs la scène ne change pas. Ce sont toujours l'Autriche et la Russie qui ont des velléités d'agrandissement et c'est toujours la Prusse qui, d'abord, n'y consent pas du tout, puis y consent enfin,

(1) L'ambassadeur de Venise à Vienne écrit au Doge, en 1776 : « vengono con questa Carta consacrati gli usurpi stati fatti in varii tempi e sotto pretesti assentiti della Imperatrice, di molti terreni nella Moldavia e che ora si confermano ».

moyennant indemnités, et c'est ce besoin d'indemnités qui amènera le deuxième partage de la Pologne. Quant à l'Angleterre qui ne veut pas entendre parler de partage, elle n'aura pas le dernier mot, le partage aura lieu. Seulement cette fois, les parts ne seront plus égales. En 1793, l'Autriche ne prendra plus rien à la Turquie et ne coupera aucun morceau du gâteau polonais, la Russie au contraire fera des progrès marqués.

Voyons à quoi tient cette inégalité. On avait trouvé, dit un rapport de 1777, dans les papiers du Prince Ghika (1) que l'Empereur avait proposé au Roi et à la czarine de rendre leurs acquisitions respectives à la Pologne. Cette proposition, étant donné le caractère de ceux à qui elle s'adressait, était naïve et même grotesque mais elle était très naturelle de la part de l'Autriche qui, voulant surtout s'agrandir aux dépens de l'Empire Ottoman, voyait de bon œil l'existence d'une puissance capable de contenir ses deux rivales. La Prusse et la Russie n'ayant naturellement pas accepté ces offres, il s'en suivit une convention entre elles pour déterminer l'Empereur à prendre les armes contre le Grand Seigneur, afin de l'indemniser sur son compte de ce qu'elles comptaient prendre au nouveau partage de la Pologne. Faute de pouvoir l'amener à cette combinaison, on prendrait les

(1) Boscovitch écrit de Ghika : « Dieser geschickte und berühmte mann war zu verschiedenen malen Furst der Moldau und der Valachei gewesen un hatte in diesen Gegenden einem sehr guten Ruf hinter lassen ». De la Roche était secrétaire du Prince pour le français et l'italien.

armes contre l'Empereur lui-même. On voit d'ici que l'entente était naturelle entre la Prusse et la Russie, aussi durera-t-elle ; et c'est aussi ce qui explique le rôle inférieur que jouera l'Autriche dans les années qui suivront. Il est évident d'ailleurs que les cours de Russie et de Prusse n'étaient pas sincères ; elles étaient bien décidées à ne pas renoncer à leurs acquisitions de Pologne et à ne pas reformer un état plus dangereux pour elles que pour l'Autriche en égard aux religions respectives. — Cette question se posera et se résoudra de la même manière en notre siècle. — Quant à l'Autriche, elle ne rêvait que lambeaux ottomans. Dès 1772, l'Autriche avait cinq plans et rien que l'embaras du choix : c'était soit Glatz et la Silésie (elle y renonça à cause de l'alliance avec la Prusse), soit Belgrade et la Bosnie, soit Anspach et Bayreuth, soit encore la Valachie, soit enfin la Pologne. Joseph II aurait voulu la Serbie et les Principautés ; Kaunitz était plus modeste, il se contentait de la Valachie, mais en même temps, généreux du bien d'autrui, il songeait à indemniser la Pologne de ce qu'il lui prenait, en lui cédant la Moldavie et la Bessarabie. C'est ce plan que l'Autriche poursuivit en 1780.

En 1777, Tassara rapporte que Morusi fut nommé Prince de Moldavie. Nikolaki Caradja (1) occupa la charge de grand drogman de 1777 à 1782, puis fut nommé Prince de Valachie à la place d'Ypsilanti « Der

(1) « C'est un homme fort instruit et assez ami de la paix », dit Frangopulo.

ausbruck eines Kriegs feuers, écrit encore Tassara, ist unvermeidlich wegen dem Russischen Hof seine gefährliche und weit aussehende auf nichts weniger als den ganzlichen Umsturz des Ottomanischen Reiches gerichteten Absichten » aussi « la déposition du Prince Ghika, écrit Frangopulo, est regardée comme le signal du parti pris de la Porte d'entrer en guerre avec la Russie sans cependant la déclarer ».

Cette animosité (1) provenait de ce que les Russes s'ingéraient, en vertu de l'Art. XVI du traité de Caïnardji dans les affaires des Principautés. Ils rappelaient aux Turcs les anciens privilèges accordés à la Moldavie par Mehemed IV ; la Porte niait l'existence de ces traités ou du moins demandait qu'ils fussent exhibés. Elle fera de même au congrès de Berlin. Je ne sais si ces traités sont conservés dans les archives de l'Empire Ottoman, mais l'unanimité des chroniqueurs étrangers et roumains ne peut laisser de doute sur la réalité de leur existence.

D'ailleurs on pourrait citer des cas où la Turquie en a parlé comme d'actes dont elle reconnaît la légitimité.

Le conflit cette fois s'apaisa. En 1779, Catherine II écrit à Grimm : « Cette année est une année de paix, car le seigneur Abdul Hamid, par les bons offices du très excellent prince Louis XVI et de son ministère admira-

(1) L'animosité éclata au sujet de la décapitation du prince Grégoire Ghika. Bartholomée Gradenigo rapporte, en 1777 : « Questo Ministro Russo protestando e gridando ad alta voce da per tutto non ha potuto conseguir ancora quella conferenza che desidera di avere col Reis Effendi sopra questo nuovo riflessibilissimo evenimento ».

blement bien choisi, vient de conclure avec nous une convention confirmative de la paix de Caïnardji... pourquoi m'appelez-vous Griechische Majestät? Je ne suis que le chef de l'église grecque... j'ai été frappée par les mots Habssucht et Habsbourg » ce n'est pas la seule fois que Catherine II fait de la philosophie avec Grimm. Quant à ce qu'elle dit de l'appui de la France, on y reconnaît bien la politique de Vergennes qui voulait partout donner à la France la grandeur dans la paix. Il y aboutit à Teschen en 1775; il y aboutit en Orient, il y aboutira dans les rapports de la France et de l'Angleterre.

L'article 7 paragraphe 6 de la convention explicative du traité de Kaïnardji d'Ain-Ali-Kawak (10 mars 1779) contient un engagement de la Russie de n'employer son droit d'intercession qu'en faveur des Turcs et uniquement pour la conservation inviolable des conditions spécifiées dans cet article.

Cette disposition paraît au premier abord favorable aux Turcs attendu qu'elle devait mettre un terme aux ingérences continuelles et non justifiées de la Russie dans les affaires de l'Empire Ottoman. Cependant la réalité était toute contraire. La même année, en effet, la Russie obtenait la déposition du Khan, dévoué aux Turcs qui, exilé à Rhodes, y fut décapité par ses coreligionnaires et c'est à cette époque que Pano Kiri, Christo Lazzotti et Nicolo Pangalo écrivaient à Catherine II « Νευσον ουν Κυρια δοναι ημιν σου ευχονα Κωσταντινον δια αναγκη ημων τουτο μονον το γενοσ ολον ημων ετευ δεομενον... και εσεται ως τους προγονους αυτου ».

« Séduits, dit Vaillant, par cette faveur (pour les Grecs) que la czarine a soin de publier dans toute la Turquie, une foule de Macédoniens, de Grecs, de Vallaques, franchissent le Danube avec leur clergé en tête et viennent la saluer dans la personne de son général. Celui-ci leur fait un accueil distingué, leur prodigue des places dans l'administration, des grades dans l'armée et charge de décorations ceux qui retournent dans leur pays. Ce sont autant de sujets qu'il enlève à la Porte. Pour lui en prendre davantage, un ukase paraît bientôt qui accorde aux marins Grecs le droit d'arborer le pavillon moscovite et ordonne à tout sujet russe de considérer comme frère tout Grec qui aura pris son costume » (Vaillant, *Histoire des Roumains de la Dacie*, tom. III, p. 247).

Jusqu'en 1780, en apparence du moins, les relations parurent très bonnes entre la Turquie et l'Autriche. Il n'en fut plus de même à partir de cette date. L'entrevue de Joseph II et de Catherine à Mohilow (1780) associait en quelque sorte l'Autriche aux griefs de la Russie à propos des affaires de Crimée et du soulèvement, en Asie, d'Iman Mansur contre cette puissance. La paix de Teschen et les Conventions de Pétersbourg y furent confirmées et en outre on renouvela le traité russo-danois de 1766, au terme duquel la Poméranie devait être donnée à la Prusse ; la Finlande et l'Oldenbourg à la Russie ; une partie de la Suède et le Holstein au Danemark.

Certes on s'acharnait sur la malheureuse Turquie et le mot de Thugut en 1775 « La Turquie est déjà une pro-

vince russe » se confirmait de plus en plus. Ne pouvant arrêter la Russie il fallait donc s'unir à elle.

Cette défection de l'Autriche, si c'en était une, nuisait beaucoup au Prince de Valachie Ypsilanti, serviteur dévoué de cette puissance et comme si le pauvre homme n'avait pas eu assez de sujets de trembler pour son trône voilà que la Providence voulut que ses fils contribuassent à rendre sa position encore plus instable. Le Prince, raconte Athanase Commène Ypsilanti, voulait faire épouser à son fils Constantin (plus tard Prince aussi) une très belle fille du Phanar. Sa femme Catherine (sœur du prince Constantin Morusi) y avait consenti, mais la vieille mère du Prince — Emeraude née Mamona — préoccupée des intérêts de la maison Ypsilanti voulait que le jeune homme épousât la fille d'Alexandre Callimaki alors âgée de 7 ans. Le jeune Prince devait donc attendre cinq ans pour que sa fiancée eût l'âge requis par les canons pour pouvoir contracter mariage. C'était long et en attendant le jeune Prince et son frère aîné Dimitri *ἐλ ζινεν εις τῶ σαρκιζῶ πικθῆ.*

Leur père les réprimandait avec violence et allait jusqu'à les menacer même des galères « luogo destinato per gli assassini di strada e non per uomini d'onore com pretendiamo d'esserlo noi » dit Constantin dans sa lettre au général d'Eichholtz.

On se tromperait gravement en pensant que cette querelle de famille n'a rien à voir avec notre sujet. Effrayés et las de mauvais traitements les fils d'Ypsilanti quittèrent

secrètement la maison, et se sauvèrent en Transylvanie. Cette fuite était un événement qui portait en soi de graves conséquences. D'abord le pays de leur retraite était mal choisi car ils se mettaient ainsi sous la protection de l'Autriche ce qui faisait supposer des relations amicales existantes entre leur père et cette puissance et de plus elle excitait les fureurs du Phanar qui sentait toute la gent grecque compromise avec Ypsilanti.

De plus, en ce moment une autre cause de complication surgissait encore en application d'une des dispositions de la paix de Cainardji, la Russie voulant installer des consuls dans les principautés et l'Autriche voulant faire comme elle.

La question était grave ; les consuls une fois installés ne pouvaient manquer d'intervenir dans les affaires des principautés ; la Turquie le sentait très bien, et elle essayait de se dérober, par tous les moyens.

Au commencement de 1781 l'internonce Herbert-Rathkeal écrit à Kaunitz qu'Alex-Ypsilanti serait éloigné de la Valachie, qu'on le remplacerait par le Prince Morusi de Moldavie et que celui-ci serait remplacé par le grand drogman N. Caradja dont St-Priest se disait l'ami depuis douze ans. En ce moment l'enchevêtrement de ces Princes est très grand. Le Kapikéhaja de Valachie, Mihalaki Draco Sutzo qui plus tard devint prince à son tour était frère du drogman Nicolaki décapité en 1769 et d'Alexandre, pendu en 1763. Il essayait de faire tomber le choix sur un Prince d'une famille qui a toujours été dans les

meilleurs rapports avec les Sutzo et comme eux, amis de la France, les Callimaki. Le drogman Caradja de son côté, soutenait la candidature de son gendre Maurocordato VI dit Firaris, qui en 1782, devint grand drogman « Il est fort de nos amis ainsi que son beau-père » écrit de St-Priest.

Quant au malheureux Ypsilanti, malgré la bonne volonté des généraux Preiss et Eichholz il ne pouvait remettre la main sur ses fils. Il envoya d'abord le Caminar Jean Philodor, son parent à leur recherche mais il ne put rien obtenir car les jeunes gens savaient intéresser l'empereur à leur sort par des lettres bien motivées. Linchou, frère du décapité et leur précepteur leur avait enseigné, dit M. Jonesco Gion que lorsque le vin est tiré il faut le boire. Alors, en décembre 1781, Ypsilanti qui sentait son trône chanceler, envoya à Vienne un ambassade composée du métropolitain Grégoire, de l'évêque de Rimnik Filaret, du grand bano Demétrius Ghika et du grand Spathar Jean Vacaresco, comte du Saint-Empire et parlant admirablement les langues diplomatiques du temps, l'italien et le français.

La question prenait des proportions inattendues. Vacaresco avait des conférences avec Kaunitz et les représentants des puissances étrangères, surtout M. de Bretueil se tenaient attentifs. Les fils Ypsilanti se décidèrent enfin à rentrer à Constantinople après un détour par l'Italie. Vacaresco revint à Bucarest. Il a raconté lui-même que son costume oriental avait excité une très grande admiration parmi les dames viennoises.

Quant au Prince Alex. Ypsilanti il quitta le trône et alla au Phanarse raccommoier avec les siens et appliquer une correction à ses fils. Je ferai remarquer en passant qu'un autre Phanariote un Morusi, s'était émancipé de même des lois de son quartier et voyageait en Transylvanie mais sans faire naître de pareilles complications Et voilà comment l'aventure des fils Ypsilanti, provoquée elle-même, paraît-il, par la mauvaise éducation que leur donnait l'abbé Sanzini, priva la principauté d'un homme qui avait fait jusqu'alors « sa gloire et son amour ».

Il y avait encore dernièrement à Vienne un magasin « Zum Fürsten Ypsilanti ».

« Le ci-devant prince de Valachie, écrit de St-Priest, a été exilé à Rhodes avec ses deux fils sans autre motif que la jalousie qu'ont les Grecs du Phanar de sa fortune et la cupidité des Turcs pour l'en dépouiller. Il lui faudra acheter son rappel. »

Nous avons dit que le nouveau prince de Valachie N. Caradja (1) était l'ami personnel de M. de St-Priest mais il était tout dévoué à la Russie. Autrefois, d'accord avec Murray et la Russie, il avait voulu faire échouer les projets de l'Autriche. « Ohne mit ausserordentlichentalenten von der Natur begabt zu sein, in der Europäischen

(1) Raicevitch écrit : « Il principe e buono, ma si e abbandonato ai suoi ministri i quali abusano del loro potere.... il signor spatar Vacaresculo chi e stato in Viena ;... il signor Cornesculo... il signor Ventura greco che fu ministro del decapitato Principe Ghika.... si trova in corte un maestro di lingua Weber che e stato al servizio del signor Zegelin.... sospetto che possa essere un emissario russo ».

Politik und geschichte weit mehr als man von einem griechischen Raya erwarten sollte, bewandert ist » dit, à son sujet, un rapport allemand.

Cela ne l'empêcha pas d'assurer l'Autriche, par son gendre, de son entier dévouement.

Mais il est temps de revenir à la question des consuls.

La cour d'Autriche demandait une protection pour ses nationaux dans les principautés et le seul moyen de l'obtenir était d'avoir un consul à Bucarest. « Le barat de consul a été remis à M. de Stakiéff » écrit de Saint-Priest en janvier 1781 et il ajoute : « L'état de faiblesse où cette nation (Turque) est réduite est une raison pour que la France ne puisse contracter d'alliance avec elle... une rupture avec l'Empereur lui (à l'Empereur) éviterait aux yeux de l'Europe l'odieux d'un envahissement du territoire ottoman, le servirait selon ses vœux et il s'empreserait d'en profiter pour conquérir les provinces turques européennes, principalement celles qui lui assureraient le cours du Danube et un débouché sur la mer Noire. » C'est le germe de la question du Danube.

La Russie était mécontente de ce qu'on avait établi son consul à Silistrie, sous prétexte que cette ville est la résidence du pacha Serasquier du Grand Seigneur pour les trois provinces. Mais M. de Bulgakow, successeur de Stakiéff, obtint sans beaucoup de peine de résider à Bucarest.

« L'Empereur d'Allemagne écrit Caradjé au grand

vizir, suivant les traces de la cour de Russie, est intentionné d'établir un consul dans ces parties de l'Empire ottoman, il (Raicevitch) a mis la main à l'œuvre pour se faire nommer à ce poste mais l'Empire d'Allemagne pour ne pas exciter tout d'un coup les soupçons de la sublime Porte s'abstient présentement de conférer à cet homme l'emploi de consul et se borne de l'envoyer simplement avec le titre de secrétaire... au reste le caractère vilain et turbulent de cette homme étant généralement connu... je suis à peine capable d'esquiver continuellement les prétentions extravagantes de cette homme méchant. »

Voilà donc ces consuls devenus tout de suite des sabres de Damoclès menaçant la sécurité des pauvres Hospodars.

Aux mécontentements de la Russie étaient venus se joindre ceux de l'Autriche dont les prétentions n'étaient pas minimes. Elle se souvint tout à coup qu'à la délimitation de la frontière moldave, la Turquie s'était réservé 32 villages sur le Sireth et trouva que l'échange avait été à son détriment ; elle voulait maintenant les 32 villages.

De St-Priest suivait avec angoisses, sur la carte de d'Anville intitulée troisième partie de l'Europe, les prétentions de l'Autriche, mais c'était après tout l'alliée de la France. Il n'était pas absolument de même de la Russie. « En formant, écrit-il, de ce qui est en deçà du Balkan, c'est-à-dire de la Valachie, l'Albanie, la Grèce, la Morée, l'Archipel une souveraineté en faveur du prince

Constantin II, fils du grand duc de Russie et l'établissant à Constantinople... on éviterait la réunion de l'Empire grec à l'Empire russe. »

La Russie avançait toujours (1). Caradjé écrivait à la Porte en août 1782 : « Les Russes se sont mis en marche vers la Crimée.. ce qui a été dit ci-devant d'une alliance nouvellement contractée entre la Russie et la République de Venise se confirme à présent par l'envoi réciproque, et dénué de tout exemple antérieur, de ses ministres de part et d'autre en qualité de résidents. » Cette alliance n'était pas mal choisie, eu égard aux intentions de la Russie de faire une expédition comme autrefois sur les côtes de la Grèce.

Les consuls russes Bulgakow et Lascorov (2) (un Lasca-ris russifié) jouissaient d'une grande faveur auprès de Caradjé; ils trouvaient la Porte toujours en faute et entre autres griefs ils se plaignaient de ce que, contrairement aux stipulations expresses des traités, elle nommait et déposait les princes à son gré en tirant de plus tout ce qu'elle pouvait des deux provinces.

« L'Autriche et la Russie étaient donc également mécontentes de la Porte mais leur rivalité les empêchait de marcher d'accord, car derrière chaque plan de guerre

(1) A bout d'expédients, Ypsilanti avaient essayé de faire empoisonner le consul de Russie (Rapport de Garzoni).

(2) Sergio Lascareff se permit une sortie peu convenable envers Dudesko, ennemi des Russes : « Russi.... quando erano qui, li bacciavi el.... oro li bacciate alli Turchi e domani lo bacciate al Diavolo.... » Il n'avait pas tout à fait tort.

se dressait un projet de partage. Ce qui empêchait encore plus l'accord, c'était l'attitude de la Prusse. L'alliance de cette cour et de celle de Vienne, nous l'avons vu, ne reposait que sur la peur. « Gaffron (l'agent prussien) promettait de nous attaquer, écrit un Russe, aussitôt que nous ferions quelque mouvement contre cet Empire. »

Mais il est temps d'observer l'attitude de la France. Nous avons dit que la politique de Vergennes était avant tout pacifique en tant que cela était compatible avec la dignité de sa nation. Il trouvait que la France avait besoin de repos après avoir traversé des épreuves telles que la guerre de la succession d'Autriche et la guerre de Sept ans et il n'avait pas été contraire à un rapprochement de l'Angleterre. Il savait que l'alliance franco-autrichienne avait son contre poids nécessaire dans l'alliance anglo-prussienne. Mais, s'il n'était l'ennemi préconçu d'aucune puissance, il avait par contre parfaitement conscience que le véritable ennemi de la France sur le continent était la Prusse. Aussi voulait-il la tenir loin du Rhin. Ce fut la raison pour laquelle il garantit les Pays-Bas autrichiens contre l'attaque de la Prusse tandis qu'il démolissait la célèbre « barrière » du temps du traité d'Utrecht. Caradja a fait un rapport historique sur cette question. D'autre part en Orient la France était intéressée au commerce du Levant; il y avait longtemps déjà que sa prédominance y était disputée. Choiseul-Gouffiers, Anthoine Magallon s'efforçaient en vain de lever tant d'obstacles à la navigation française dans le Bosphore et sur la mer Rouge. Il fallait

donc à tout prix que l'intégrité de l'Empire Ottoman fut respectée et que les Anglais ne s'établissent pas sur un point dominant la Méditerranée. Voyons comment Vergennes poursuivit ce double objectif.

Occupons-nous d'abord du second.

L'Espagne était alliée de la France ; l'Angleterre était en guerre avec les Etats-Unis ; l'Espagne tira les marrons du feu pour les alliés de 1780 ; elle avait contre l'Angleterre des motifs particuliers de mécontentement : l'occupation de Gibraltar, entre autres. Elle mit le siège devant la ville : des négociations s'ouvrirent entre Florida Blanca et Lord Germany ; l'Espagne abandonnait les Etats-Unis si l'Angleterre lui rendait Gibraltar ; Vergennes intéressé à l'indépendance des Etats-Unis concentrait son attention sur ce point et pour avoir la main libre il devait s'assurer en Orient. Harris, l'envoyé d'Angleterre n'avait pas réussi à faire sortir la Russie de la neutralité armée (1) mais d'autre part on l'avait assuré que Catherine n'avait aucune sympathie pour la France, Vergennes ayant essayé de s'opposer à ses desseins. Les rapports étaient les mêmes avec Joseph II ; cet esprit partageur n'avait pas manqué d'inviter la France à participer à la curée, elle y prendrait l'Egypte ou Candie (La scène se répétera au milieu du XIX^e siècle) ; Vergennes n'en vou-

(1) L'Espagne en bloquant Gibraltar avait pris quelques vaisseaux russes et pendant toute la guerre, cette puissance, qui était pourtant l'une des signataires de 1780, tint à l'égard des neutres la même conduite que l'Angleterre.

lait pas et il conseillait ainsi son roi « Vous devez mettre une digue à ce torrent qui menace de déborder » ce torrent c'était Joseph II qui se déclarait disposé à ne pas faire d'opposition aux projets d'aggrandissement de la Russie, bien entendu en se réservant sa part. Vergennes pressé par la question maritime envoya ordre à Saint-Priest de décider les Turcs à céder la Crimée et l'île de Taman. La Turquie perdait son dernier allié ! Aussi Carra faisait-il déjà la supposition que la Russie prendrait la Bessarabie et l'Autriche les Principautés. La France elle-même maintenant affichait des prétentions ; Carra dans un mémoire à Vergennes, en date de mai 1782, demandait « que l'on donne au consul de Russie un surveillant qui observe de près les dispositions des princes... obtenir pour nos bâtiments de commerce les mêmes libertés, franchises et prérogatives extorquées par la Russie... il est important d'établir le plutôt possible une concurrence anticipée, qui mette les Français à portée de faire connaître les prix de leurs marchandises et de dégoûter d'avance les habitants de ces trois provinces de celles des Anglais ». La France en était arrivée à marcher à la remorque des autres puissances et à suivre leur exemple ! Que nous sommes loin du temps où l'on ne connaissait en Orient d'autres étrangers que les Francs où même du temps où Villeneuve signait la capitulation de 1740 ! Et pourtant l'influence ira en diminuant encore..... Caradja avait encore un autre souci provenant de ce que François II de Toscane, futur Empereur sous les noms de

François II et de François I^{er}, se trouvait être le beau-frère du grand-duc Paul de Russie. En ce moment les Autrichiens se préparaient à la guerre et ils en trouvaient le prétexte dans la poursuite de voleurs non punis par la Turquie ! La Turquie, irritée, montrait son mécontentement à Raicevitz tandis qu'honneurs étaient rendus au nouveau consul de Russie Ivan Severin. Catherine affectait de se désintéresser de la Turquie en ce moment ou du moins de n'avoir aucune intention belliqueuse à son égard. Elle écrivait à Grimm « Pourquoi à tout propos venez-vous me parler de Constantin, de Moufti, d'Abdoul ? Dites à M. Fagot qu'il s'adresse avec ses cargaisons à l'ambassadeur des Français à Constantinople et non pas à moi : Frau Sybilla trinktkein wein ». Elle lui annonce aussi que Bretueil remplace Vergennes « cela s'appelle placer une tête chaude à la place d'une calme ». De la part de Catherine c'est un éloge pour Vergennes ; elle n'en faisait pas de tout le monde.

Catherine envoyait Fagot frapper à la porte de l'ambassade française et tâcher de la gagner à ses projets. Il y était mal reçu. « Croit-on la France assez folle, écrit l'abbé Ayala en 1704, pour, après s'être épuisée dans une guerre des plus dispendieuses des plus onéreuses pour l'Etat, s'embarquer en une seconde qui lui coûterait peut-être davantage parce qu'elle devrait se faire par mer et par terre » ?

Pendant la dernière guerre au dire de Herbert la correspondance de Frédéric II avait suivi l'itinéraire sui-

vant : les lettres partaient de Constantinople sous l'adresse Jean Frédéric Wilhelm Schütz banquier, et prenaient la route de Berlin par Cattaro, Venise et le Tyrol. Au retour elles suivaient le même chemin sous l'adresse de Thomas Serpos. Mais à l'occasion des nouveaux événements, l'itinéraire était changé, les courriers passaient par les Principautés à l'aide des calarasi de Valachie et Moldavie et des Tartares du Pacha de Hotin. Les lettres étaient adressées à Weber, espion déguisé sous le titre de précepteur des enfants du Prince, ou au camaras de Valachie qui les expédiait à un Grec de Yassi, officier du Prince ; de lui elles passaient en Pologne.

La guerre paraissait inévitable à Frédéric II. Il conseille donc à la Porte, par l'intermédiaire de Gaffron, de ne pas écouter les protestations pacifiques de la Russie. Les rapports entre les deux cours impériales étaient loin d'être tendres « L'Empereur convoitant lui-même certaines portions de terrains qui sont en deçà du Dniester ne saurait voir de bon œil que les Russes y aient des vues... tout est en mouvement en Russie... l'Empereur a représenté à la cour de Pétersbourg qu'elle doit se contenter de ce que la Porte lui a accordé... qu'il est impossible au divan de Constantinople de céder ni la Crimée, ni la forteresse d'Otchacow.... loin d'avoir rien à craindre de l'Empire ce sera lui qui contiendra les Russes ».

Malgré cela la Turquie se laissa prendre et signa avec la Russie, le 21 juin 1783, un traité de commerce. La Russie y était considérée comme l'une des nations les

plus favorisées (avec l'Angleterre et la France) et, en vertu de l'article 2 de Kainardji, elle pouvait nommer des consuls dans toute l'étendue de la domination ottomane.

La réponse de l'Autriche (1) ne se fait pas attendre ; elle donne à Raicevitch le titre d'agent impérial en se fondant sur l'article 2 de la paix de Belgrade, qui assimile l'Autriche aux nations les plus favorisées en matière de commerce, et sur l'article 5 du traité de commerce de Passarowitz qui autorise l'Autriche à établir des consuls partout où d'autres puissances en établiraient.

M. Martens publie (tome III, p. 702, Gottingue, 1818) l'ordre envoyé à Michel Soutzo (2), prince de Valachie depuis 1783 (Caradjé n'avait régné qu'un an) de reconnaître Raicevitch. Celui-ci se montra aussitôt d'une arrogance extrême ; aussi le prince de Moldavie Alexandre Maurocordato dit Delimbey (3), se plaignit-il à la Porte de ce que Raicevitch lui aurait prédit une mauvaise fin ; il se serait même permis de dire : « je ferai voir à un waywode, comme toi, de quoi je suis capable ». Dans cette dispute c'est Raicevitch qui eut le dernier mot et

(1) La rivalité de la Russie et de l'Autriche est nettement indiquée dans les rapports du maréchal de Castries, du maréchal de Courcy et du marquis d'Ossun (Archives de l'Académie roumaine).

(2) Fils de « Κωνσταντίνος Δρακος Σουτζος πολιτης περιφανης επιτημος δια την αρχοντιαν και την προκοπήν οτι ητον εις τα ελληνικα λατινικα και αραβικα αριστος ως ολιγοι ».

(3) « C'était un jeune homme qui ne manquait pas de finesse ni d'esprit (Gaffron).

Maurocordato fut remplacé par son cousin, le drogman de la Porte, Alexandre, dit Firaris (1785).

Au moment où la guerre russo-turque allait éclater (1782), de Saint-Priest écrivait de Constantinople à Vergennes : « il reste à observer à la Sublime-Porte que si les deux Cours impériales exigeaient même davantage il serait très imprudent de s'y refuser ». Vergennes répondait qu'il serait à désirer que la Russie « adoucît l'amertume du calice qu'elle présente à la Porte ». Mais ce fut tout ; M. de Saint-Priest se contenta de constater les faits « le projet de l'impératrice d'assujettir les ruinés de l'Empire ottoman » et Vergennes de dire dans ses réflexions politiques ». La Russie aura dans son lot la Moldavie jusqu'au Danube, les Tartares d'Otchakov, la petite Tartarie, la Crimée..., la Circassie, la Géorgie, et la majeure partie du pays entre la mer Noire et la mer Caspienne... et le commerce de la Perse, de l'Inde et de l'Asie... L'empereur aura pour sa part tout le pays depuis le Danube jusqu'à Constantinople et la Méditerranée ce qui comprend la Valachie, la Bulgarie, la Serbie, la Livadie et la Morée. « *Alea jacta est !* » car pour les empêcher il faudrait — d'après le rapport d'Alexandre Andronik Ghika — débarquer en Turquie 40.000 ou 50.000 Français.

Aussi en 1784 la Turquie cède la Crimée à la Russie et les anciennes dispositions relatives aux principautés sont confirmées. Le 24 février 1784 elle signe un accord avec l'Autriche pour l'application aux commerçants autri-

chiens des dispositions contenues dans les traités de Passarowitz et de Belgrade. Cet acte est suivi le 9 mars d'un hrisov d'Alex. Maurocordato en faveur des susdits marchands. Il était temps que la Prusse vint prendre sa part (1).

Gaffron écrivait à son roi en 1784 : Frangopulo vient de me dire avoir reçu des lettres de Valachie, où on lui mande que le prince actuel a dit en plein divan qu'il fallait prier pour la conservation de Votre Majesté qui avait empêché l'empereur dans la dernière crise d'envahir le pays et faire des vœux pour que Sa Majesté établit un consul à Bucarest ». Voilà donc la convoitise de la Prusse éveillée. Dietz successeur de Gaffron continue en disant que les princes roumains appellent Frédéric II : « Ce grand monarque né pour tenir l'Europe en équilibre et pour s'opposer à toute usurpation et injustice ». Il aurait fallu ajouter : dans le cas où on ne l'y associe pas.

Les deux Cours impériales alliées travaillaient sans relâche au démembrement de la Turquie. « Ce sont aussi, écrit de Dietz, les Grecs de Moldavie et de la Valachie qui s'entendent avec les consuls russiens et autrichiens (2) pour se ranger de leur côté en cas de guerre

(1) Oechsner, représentant de l'agence impériale et royale, écrit à Raïcewitz : « Le nouveau chargé d'affaires de Sa Majesté Prussienne à la Porte, a passé 24 heures ici pour se rendre à Constantinople..... il a eu une conférence de 5 heures avec le Prince et a reçu de beaux présents de la part du Prince ».

(2) Oechsner portait l'audace jusqu'à demander que le premier

et secouer le joug des Turcs. Pour leur faciliter encore plus leur trahison les deux Cours impériales ont eu soin de répandre en divers endroits de ces principautés des soldats déguisés qui encouragent les gens du pays à tenir ferme et n'attendent que le signal pour ôter le masque et c'est ainsi que les Grecs ont sapé le fondement de cet empire qui, de cette façon ne peut être attaqué sans tomber en ruine ».

Le duc de Luxembourg voulut faire agir le gouvernement français et proposa au roi d'envoyer un corps d'instruction en Turquie. Ses agents furent le chevalier de la Chaloussière et un faux Ghika, « le prince de Moldavie n'ayant que deux fils bien connus ». Celui-ci était, à ce qu'il paraît, un Italien qui s'était fait Turc. Mais le grand vizir éconduisit M. de Luxembourg et de Choiseul était réduit à écrire à Vergennes (1785). « M. de Bulgakow m'a répondu avec beaucoup de hauteur et fort peu d'esprit, puis a fini par me répéter deux fois qu'il n'était point inquiet de la conduite de Maurocordato puisqu'il ne fallait qu'un mot de sa part pour le faire déposer... l'ancien Reis Effendi vient d'être arrêté et l'ordre de sa mort est parti... je ne sais si le nouveau prince de Moldavie, Maurocordato (Firaris, v. plus haut) pourra échapper au danger d'avoir reçu sa fortune du

boyard Philippesco vienne lui demander des excuses pour avoir osé persécuter un sujet allemand. Le Prince lui répondit alors : « crede il Principe Kaunitz di farmi paura con le sue minaccie ; se il principe Kaunitz e principe del sacro imperio, io lo sono del sacratissimo imperio ottomano.... non ho paura, etc. ».

malheureux dont on veut anéantir jusqu'aux dernières créatures ».

1786 est une grande date dans l'histoire du XVIII^e siècle, le « cynique de génie » mourut ; il s'était joué à plaisir aussi bien de ses voisins que de ceux qui étaient plus éloignés de ses frontières. Nous verrons son successeur Frédéric-Guillaume II, aidé de son ministre Hertzberg, suivre la ligne politique que son prédécesseur lui a tracée pour la grandeur de la Prusse.

De 1774 à 1786 tant bien que mal, la paix avait régné dans l'Orient, mais c'était bien cette paix que Montesquieu a définie « l'état d'effort de tous contre tous ».

« Les Russes, dit M. Yoncosco Gion, s'étaient battus et se battraient encore voulant s'aplanir le chemin de Byzance ; mais leur sang ne servira qu'à réveiller la conscience endormie de la Grèce, de la Serbie et de la Roumanie ».

En effet, c'est en 1786 qu'eut lieu le célèbre voyage de Catherine II dans le sud de la Russie, accompagnée de Ségur, représentant de la France, Fitz-Herbert, envoyé anglais, Cobentzl et Herbert représentants de l'Autriche.

Joseph II lui-même vint la voir à Kerson et on parla de la question à l'ordre du jour, le partage de l'Empire ottoman ; on reprit le « projet russe ». Joseph II voulait les possessions venetiennes de Dalmatie, on dédommagerait Venise par la Morée Candie et Chypre. Mais il disait à Ségur : J'ai consenti à céder la Crimée, je n'aban-

donnerai jamais Constantinople qui restera toujours la pomme de la discorde. Ne dirait-on pas que c'est Napoléon I^{er} qui parle ?

Nous connaissons ce que veut la Prusse : donner la Valachie à l'Autriche, la Galicie à la Pologne, se réserver Thorn, Dantzick, Posen, Gnesen, Kalisch et abandonner la Moldavie aux Russes. La lettre de Catherine à Bezborodko montre bien ce qu'elle pensait de ce « plan pour ussien ».

La politique de la France depuis 1756 était des plus hésitantes ; fallait-il rester fidèle à la vieille tradition politique et défendre la Turquie contre ses voisins ou bien se livrer entièrement à la nouvelle alliée, l'Autriche, en abandonnant la Porte ?

C'est par suite de ces hésitations que, d'une part, Ségur, jeune homme de 33 ans et grand admirateur de Catherine signait avec elle en 1787 un traité de commerce qui mettait la France sur le pied de la nation la plus favorisée, comme l'Angleterre l'était déjà depuis 1776 et que, d'autre part, Catherine écrivait à Grimm : « Si M. de Ségur aimera mieux le grand Turc que moi, il aura grand tort, car en vérité je suis beaucoup plus aimable que cet homme-là ; tenez, tandis que ce rustre là fait voler des têtes par douzaines, voyez un peu les jolies gazettes que je compose ».

A proprement parler ce n'était pas Ségur qui était contraire aux intérêts de la Russie, et Catherine le savait bien. « Vous demandez, écrit-elle à Grimm, à qui il faut

s'en prendre que le Roi Catholique est l'ami des infidèles? je réponds: à M. de Vergennes? »

Nous savons enfin que l'Angleterre aussi était opposée aux tendances de la Russie et, par là même, était l'alliée de la Prusse.

C'est à ce moment que d'une façon toute inattendue un inconnu (1) s'installa sur le trône de Valachie (1786).

Toutes les grandes familles grecques, malgré la haine qui les divisait toujours, se réunirent pour empêcher un paysan de l'Archipel de leur enlever une place qu'elles regardaient comme leur patrimoine et se cotisèrent pour convaincre tout le divan de l'incapacité de Maurojény. Mais ce Grec, aussi intrépide qu'ambitieux, était décidé à perdre la vie ou à devenir Prince de Valachie. Qu'il fut ou non petit-fils du doge Morosini (2), (lady Craven l'appelle Moroseni), toujours est-il qu'il était inconnu du Phanar. Il devait sa faveur à l'élévation subite du Capitan Pacha dont il avait été le drogman.

Les Phanariotes n'étaient pas les seuls à mener la campagne contre Maurojény, il avait encore à compter avec l'opposition d'un grec nommé Petraky Lahovary qui, de simple cuisinier était devenu directeur de la monnaie et par son argent jouissait d'une certaine influence. Mais

(1) « Tratto del volgo e fatto ricco per il favore del suo padrone, rapporte Zuliano.

(2) Il est plus naturel de le faire descendre des feudataires *Μαυροταύτης* de même que Handjéry paraît descendre des seigneurs grecs *Χαντζουβης*.

Hassan-Pacha, le protecteur de Maurojeny fit miroiter aux yeux du sultan la perspective d'arriver à la succession de Petraky. Cette tentation suffit pour que Petraki fut décapité et que le Sheik-ul-Islam, le médecin en chef Lorenzo et le Reis Effendi, tous amis du parvenu, fussent exilés.

La Russie aussi s'était opposée à la nomination de Maurojeny et le fait est intéressant parce qu'il prouve le soin que mettait cette puissance à s'attacher les grandes familles du Phanar en protégeant leurs plus chers intérêts.

Malgré tout, Maurojeny fut nommé, et en allant prendre l'investiture, il passa devant le cadavre de Petraky. La Providence lui montrait ainsi l'image de sa propre destinée.

La même année, Fézaris de Moldavie fut remplacé (1) par Alexandre Ypsilanti, ci-devant prince de Valachie; ce changement aussi n'eut d'autre motif que la haine des Turcs contre la Russie. Il s'agissait de leur prouver qu'ils ne comptaient pour rien dans la nomination des

(1) Il réussit à s'évader; la Porte fit arrêter son beau-père le Spatar Mis-Oglu et Emmanuel Arghipulo, gendre de C. Morusi. Elle avait raison: Maurocordato tramait la perte de la Turquie tantôt avec les Autrichiens, tantôt avec les Russes. Ses complices avaient même saisi et envoyé en Russie, les secrétaires français Durosoy et l'abbé d'Hauterive pour avoir découvert le complot dans lequel outre les princes étaient mêlés Lascaroff « le plus fin intrigant que la Russie ait lancé contre les Turcs », le patriarche Eugène et l'évêque de Pultawa.

hospodars. Ypsilanti envoya aussitôt le Paharnik Nicolaki à Varsovie pour s'entretenir avec M. de Buchholtz, agent prussien, et de tirer de lui des notions sur le système politique de la Prusse. (Rapport de Dietz). Celle-ci obtint enfin la nomination de Kœnig en qualité de consul ; Dietz le trouva incompetent pour ce poste que d'ailleurs il quitta bientôt.

A sa place, Dietz recommande Sandu Panaiot.

Un nouvel agent de la Prusse, Goëtze, autrefois employé en Hollande, arrive alors à Constantinople toujours dans le but de faire accepter la médiation prussienne ; mais la Prusse elle-même était lasse de ces efforts stériles ; Hertzberg écrivait à Dietz : « La Moldavie et la Valachie ne leur (aux Turcs) sont rien que pour enrichir quelques misérables Grecs... Ne serait-ce pas un avantage pour la Porte si, par le sacrifice de ces pays... elle pouvait acheter... l'existence constante et tranquille du beau reste ?... » (1787). Avertissement pour nous ! Apprenons par là jusqu'à quel point la Prusse est intéressée à défendre les Principautés.

En France, Vergennes meurt et Montmorin le remplace aux affaires étrangères. Il ne se trouva donc plus personne pour contrecarrer les cours impériales ; Ségur accepte avec transport l'idée d'une triplique franco-austro-russe ; plus personne pour retenir les Turcs et en 1787 ils lançaient un ultimatum à Bulgakow. Ils demandaient que Maurocordato qui s'était enfui en Russie à cause des persécutions d'Ypsilanti leur fut livré ; que les Russes

retirassent leurs consuls des Principautés ou acceptassent que les Turcs en eussent aussi en Russie. Ils exigeaient aussi la restitution de la Crimée et la reconnaissance d'Eracle de Géorgie comme sujet ture. Bulgakow n'ayant pu évidemment accéder à ces demandes, fut enfermé aux Edi-Kulé.

En août 1787, la Turquie déclara la guerre aux Russes. Potenkim et Rumiantzov se mirent en marche et en vertu du traité conclu avec Catherine, Joseph II fit de même. En janvier 1788 il attaquait Hotin et ses troupes firent prisonnier Ypsilanti, Prince de Moldavie. Le grand Vizir, pour se venger, fit emprisonner sa femme, sa mère, son fils et son agent. Le Roi de France intervint pour lui. La lutte continua parce que la loi défend aux Musulmans de céder un pouce de territoire s'il s'y trouve une mosquée.

« Messieurs les Français, écrivait Catherine, sont trop Turcs dans le cœur pour se plaire chez nous .. il est vrai que la cour de France a retiré une dizaine d'officiers français qui étaient en Turquie, mais outre qu'il en reste encore autant, il vient d'en passer un nouvel essaim d'une vingtaine par Venise qui s'en vont par Constantinople ».

Ce sont les Barthelemy, les Fronsac, les Damas, les Langeron, l'ingénieur La Pitte qui va défendre Ochakow, tous après défenseurs de la croix et auteurs d'intéressants mémoires sur les principautés (1).

(1) Choiseul écrit à Segur (1788) : « M. de Heidenstand a fait

L'armée autrichienne était commandée par Lascy, Cobourg et le Prince de Ligne ; le colonel Fabin entra à Yassi.

Que faisaient pendant ce temps les puissances maritimes ? Gustave III de Suède avait eu deux entrevues avec Catherine II, l'une sous le nom du comte de Gothland en 1777, l'autre à Frédériksham en 1783 ; Catherine l'avait trouvé bizarre et là s'étaient arrêtés leur rapports diplomatiques.

En 1784 Gustave III se laissa entraîner par Vergennes et conclut un traité avec la France ; celle-ci n'entendait nullement par là aider Gustave ou Gu, comme l'appelait Catherine, dans la guerre contre la Russie. Gu chargea Schlaff de signifier un ultimatum à la Russie dans lequel il exigeait la restitution de Kepholen, de la Finlande méridionale et de la Carélie ainsi que le désarmement de la Russie ; la France par son envoyé de Pons, regretta l'égarement du roi de Suède et la flotte du duc de Sudermanie restée sans alliée fut battue à Heligoland par Greige. Mais lorsque les Danois sous Charles de Hesse et en vertu du traité de 1773 attaquèrent Götheburg, l'intervention de l'Angleterre, de la Prusse, de la France et même de l'Espagne, représentée par Boulogny, que Nassau-Siegen avait en vain sollicitée les força de s'arrêter. Il n'était pas de l'intérêt de ces puissances que

savoir qu'une certaine cour qu'il ne nomme pas (Russie) presse la Porte de faire la paix en consentant à échanger la Crimée contre la Moldavie et la Bessarabie »,

la Suède fut écrasée. Les deux premières avaient resserré leur alliance à Sos (1788).

Battu à Svenka-Sund et bloqué dans le port de Vyborg par Nassau-Siegen et Tchitchakoff, Gustave signe la paix de Veréla (1790).

Il nous faut maintenant revenir sur le continent afin d'y observer l'attitude de la Turquie. Certes son meilleur général était le Prince de Valachie, Morojeny (1). Il avait emmené avec lui tout un groupe de Grecs tels que Perdicaris (2), Turnavitis, Savas de Patmos. Cet entourage subissait les excitations d'un groupe formé à Bucarest par Hortolan, négociant français dans cette ville, par Emile Gaudin de Constantinople et par Rhigas chez lesquels on discutait sur les moyens d'arracher Byzance des mains.

των αγρωων Μουσουλμανων
της ελλαδος των τυραννων

C'était l'époque des sans-culottes ou, comme on les appelait en grec η επιοχη των απεργισ μενων.

Ce qui est étonnant c'est d'entendre parler de soldats roumains pendant cette époque qualifiée de si malheureuse pour les principautés. Il fallait certes avoir le tempérament de Maurojény pour dénicher des braves dans un pays si épuisé et les écrivains roumains, patriotes de

(1) Metzburg écrit à Kaunitz, le 10 septembre 1787 que les boyards s'étaient réunis chez l'évêque de Buzéo, Dosithée Philétès et étaient d'avis d'en appeler aux Autrichiens. Maurojény les fit venir et leur ordonna de signer une déclaration de fidélité à la Turquie.

(2) Même famille que les comtes Peticari d'Italie.

ces temps y voient volontiers le germe de l'armée roumaine future. A la tête des troupes Maurojeny plaça un topci-bashi qui n'était autre qu'un père français du monastère des cordeliers du faubourg de Pera. Lui-même était Seraskier et généralissime, ce qui signifiait qu'il était bien au-dessus des autres hospodars et avait sous ses ordres beaucoup de pachas.

On pourrait le comparer à Murat pour sa fougue guerrière, pour sa fortune, et même pour sa fin tragique. Contentons-nous de signaler combien il se distingua parmi les hospodars phanariotes.

Il avait commencé par croire que Joseph II ne ferait pas la guerre à la Turquie. Il fut vite désabusé et alors, effet de cette présomption qui fut la cause de sa grandeur et de sa ruine, il chargea lady Craven, qui, dans un voyage, s'arrêta à Bucarest pendant trois jours, d'assurer Joseph II de ses bonnes intentions et de lui dire aussi qu'étant voisins, il espérait qu'ils vivraient en termes pacifiques. « Maurojeny et Joseph II ! » exclame M. Jonesco Gion. Le sort voulut qu'il en fut autrement.

Ordre fut donné aux boyards de rester fidèles au Padisah. « Il y a des commotions en Hongrie et Transylvanie écrit de Dietz au Roi de Prusse en 1788, ce qu'il y a de certain c'est que la Porte travaille à cela ayant chargé l'hospodar de Valachie de mettre tout en œuvre pour soulever les habitants de ces pays-là ».

En Moldavie, Ypsilanti avait été saisi par les Autrichiens. Zulian rapporte, en 1788 : « Non pare improba-

bile che l'Imperator cherche diprevenire l'intenzione mani-
festata del Re di Prusia dessere con Inghilterra uno dei
mediatori della Pace.... Il nuovo drogmano della Porta
Rallis (1) per l'unica ragione dell'aver per moglie una
sorella della moglie di esso Ypsilanti estato disgraziato ». La
Turquie nomma, à la place d'Ypsilanti, Emmanuel
Rosetti qui passa aux Russes. (Rapp. de Metzburg à Kau-
nitz, le 31 mars 1789).

En 1789 Selim III occupa le trône de Constantinople.
Esprit belliqueux, il ne montrait aucune tendance à la
paix et Maurojény, désireux de faire des prouesses dont
la postérité retentirait, flattait le penchant du Sultan.
Maurojény promettait beaucoup mais il tint davantage
pendant ces temps de combats et son mérite est d'autant
plus grand que les boyards n'étant pas habitués à la dis-
cipline lui manquaient parfois sous la main. On peut
remarquer à l'appui de cette assertion que le grand Spa-
thar Jean Cantacuzène Magoureano s'enfuit auprès du
Prince de Cobourg qui était déjà entouré du prince
Mathieu Cantacuzène, de l'évêque de Roman et d'autres
fugitifs et mécontents. Maurojény fit preuve de beaucoup
de courage dans les luttes qu'il soutint avec les Autri-
chiens à Kozia et Sinaïa dans les Carpathes. Mais les
Turcs ne lui envoyaient aucun secours, il s'adressa alors
à Cobourg pour obtenir un armistice qui ne lui fut pas
accordé. Alors il se tourna vers Choiseul. « Quoique l'in-
térêt de Maurojény, écrit celui-ci, soit sous tous les rap-

(1) Ralettos.

ports de hâter la paix et d'y contribuer, cependant son personnel mérite si peu de confiance que je crois devoir mettre la plus grande réserve dans mes réponses ». Il fit savoir en conséquence, que la France interviendrait pour la paix mais en même temps il écrivit à Montmorin : « L'Empereur en suspendant ses efforts contre les Turcs n'en servirait ce me semble que plus efficacement son alliée à qui la dépendance des Polonais est sans doute plus utile que la destruction de quelques villages en Valachie. Et les Russes eux-mêmes, s'ils entendaient leurs véritables intérêts, évacueraient la Moldavie dévastée pour se replier sur Kaminieck et borner leurs opérations contre les Turcs au siège d'Otchakow.... »

Gustave III au contraire intervenait par M. de Heidenstam dans le sens de la guerre.

En attendant, Maurojény, incapable de résister plus longtemps faute d'aide, abandonne l'administration de la Valachie à Turnavitis et se retourne vers Giurgiu.

Les Turcs sont battus à Focsani (1) en juillet, à Martinesi en septembre et à Porceni en octobre 1789.

Pour comble de malheur, Gezaerli Hassan-Pacha, protecteur de Maurojény, après avoir été deux fois grand vizir, mourut de vieillesse et fut remplacé par son ennemi personnel Celebi Hassan-Pacha Rustchukli qui aussitôt fit apposer frauduleusement (selon le témoignage de Vacaresco et de Photinos) le sceau impérial sur un acte qui contenait la condamnation à mort de Maurojény.

(1) La victoire de Focshani eut un tel retentissement que Cobourg fut promu grand croix de Marie-Thérèse.

On ne pourrait même expliquer autrement cet acte, eu égard à la fidélité constante de Maurojény pour les Turcs.

Je crois exact le jugement que M. Vaillant a porté sur ce personnage. Le voici tout entier :

« Maurojény, n'est pas un homme ordinaire ; sa cruauté tient plus de son éducation que de sa nature. Est-elle plus instinct que calcul ? Elevé à la Turquie, s'il a tout l'orgueil musulman, il en a aussi tout le courage ; né Grec, s'il a toute l'intelligence du Phanariote, il n'en a ni la vanité, ni la cupidité. Son courage est tel qu'il s'est approché du stoïcisme... il connaît à fond la politique de l'Europe ; il sait... que le prince de Ligne et Diderot, que Voltaire et d'Alembert ne contribuent pas moins que Orloff et Potemkine à l'élévation de cet empire... ; il sait que l'Egypte que lui (à la France) offre la Czarine ne peut la dédommager de Constantinople où elle a eu des empereurs de son sang (1), que la Pologne a refusé à Catherine l'alliance défensive... il a entendu les cris de la liberté poussés dans le nouveau monde et répétés par les échos français ; il est républicain et entre lui et Ypsilanti il est cette différence que celui-ci veut livrer la Moldavie (2) aux Russes, tandis qu'il veut, lui, rendre les Vallaques libres ». Et M. Jonesco-Gion ajoute : « tous les autres Phanariotes essayèrent

(1) On peut voir dans les ouvrages de Du Cange que le sang de ces empereurs coule encore dans les veines des Paléologues et Cantacuzènes d'aujourd'hui.

(2) 1786-88 : Auprès d'Ypsilanti la France avait placé l'abbé Chevalier.

d'endormir les Roumains ; seul N. P. Maurojény voulut les voir toujours éveillés... mais aussi le craignant toujours ».

Il paraît aussi que les boyards qu'il avait exilés à cause de leur indiscipline, tels que les Racovitza, les Ghika, les Philippesco, les Brancovano, les Vacaresco, les Campineano, etc., contribuèrent à sa fin tragique (1). Son ancien shetrar, Barozzi, était devenu secrétaire de Potemkine. Le rapport de Choiseul au Sultan, du mois d'octobre 1789, nous donne la clef de ce qui se passera jusqu'à la fin du siècle : « la cour de Prusse, écrit-il, en même temps qu'elle excite la Sublime Porte à continuer la guerre en la berçant de nouvelles promesses, négocie secrètement avec les deux cours impériales et offre de leur laisser prendre la Moldavie et la Valachie et même

(1) Voici quelques éloges du temps sur Mavroghény :

L'évêque Philarète de Rimnik :

τουδε κλεινου αυθεντου μας γημι του Μαυρογενους
 οπου εσταθη καυχχημα του ορθοδοξου γενους

Le postelnik Gianetos :

Μαυρογενους ηγεμονος καυχχημα του του αιωνος
 Μεταξυ δυο μυγαλων βασιλειας αντιπαλων
 Ρωσσιων τε και Γερμανων
 δυναμει θεου εξεχει εις τα οπλα υπερεχει
 Μαυρογενης ηγεμων

Le grand boyard Slatiniano :

αυτος οπου την σημερον εινη εκλελεγμενος
 Μαυρογενης Νικολαος κ'υπερδεδοξασμενος
 των ηγεμονων κορονις και δοξα των αιωνων
 του Μαυρογενους αιματος αυθεν ει προγονων

Voir aussi les vers du caïmacam Calfoglo, du prêtre Zissos d'Argyrocastron, de Cariophilis, etc.

de leur en assurer la possession par sa garantie, à condition que ces deux cours lui laisseront prendre une partie de la Pologne... la cour de Berlin sacrifie entièrement l'empire ottoman à ses intérêts ». Le rapport n'a plus besoin de commentaire après tout ce que nous avons déjà dit.

Tandis que la France hésite, la Prusse agit ; de 1788 à 1789 elle soutient les Turcs ; empêche la destruction de la Suède ainsi que nous l'avons vu plus haut, soutient la Pologne par son envoyé Lucchesini et provoque par Schœnfeld une sympathie exagérée des Polonais. Voici comment en témoigne un rapport de cette époque : « Le fanatisme qui règne à Varsovie en faveur des Prussiens est tel que bien des Polonais ne croiraient pas acheter trop cher l'amitié de la Prusse par le sacrifice de Thorn et de Dantzick ». C'était le plan de Hertzberg que nous avons exposé plus haut. La Prusse prit mais ne donna rien et n'exerça aucune pression en ce sens sur ses alliés. L'influence de la Prusse monte toujours et Montmorin n'en voit pas les dangers : « La ruine de la Prusse, écrit-il, serait un mal de plus ; nous avons intérêt à sa conservation, même lorsqu'elle se conduit mal avec nous ».

On se mettait donc à la remorque de la Prusse et par là on se brouillait avec l'Autriche dans la question des Pays-Bas ; on se brouillera bientôt aussi avec l'Angleterre, car comme Pitt le disait à M. de Luzerne : « La France et l'Angleterre ont le même principe qui est de ne point s'agrandir et le même intérêt à soutenir la Turquie

et la Suède contre les Russes ». Or, c'est de ce principe et de cet intérêt que la France se départira également, ce qui envenimera ses rapports avec l'Angleterre pendant toute la période de la Révolution et de l'Empire.

Donc si la France s'alliait à la Prusse, elle s'engageait dans une politique de partage ; s'alliait-elle à l'Autriche et à la Russie, c'était le partage encore ; et dans les deux cas, elle se trouvait obligée de suivre l'impulsion de ses alliés. Anacharsis Cloutz avait aussi son plan et c'était encore une politique de partage : A l'Autriche, les principautés ; à la Prusse Dantzik et Posen ; à la Hollande la Frise ; à la France le Rhin et Clèves. Certes Hertzberg avait raison de dire que c'en était fini du prestige de la France ; Pitt, que la France était pour jamais tombée dans l'anarchie ; Joseph II, que la France venait de tomber et qu'il doute qu'elle se relève ; Catherine II enfin : que Louis XVI est bon mais qu'il a eu le tort de laisser les Georges et les Guillaumes faire à leur gré.

CHAPITRE IV

ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET DE L'EMPIRE. — NOUVELLE INFLUENCE FRANÇAISE DANS LES PRINCIPAUTÉS.

En 1789 la Révolution française commence et la faiblesse de la France se laisse voir de plus en plus; en 1790 Klerfayt et ses Impériaux battent les Turcs à Kalafat; la même année un conflit s'élève entre l'Espagne et l'Angleterre au sujet des îles de Nootka-Sund (Californie) et c'est Florida Blanca, l'allié de la France, qui doit céder; l'Espagne se rapproche alors de l'Angleterre tandis que La Vauguyon est rappelé de Madrid. L'acte de l'Escurial se fit en lieu et place du Pacte national qu'eut désiré Mirabeau. D'autre part, la France ne peut être une alliée efficace de l'Autriche contre la Prusse car ce qu'on lui demande par l'entremise de Mercy, c'est sa médiation dans les Pays-Bas et ses bons offices en Orient. Un jour Mercy dut prévenir Montmorin, ministre des affaires étrangères de France, que, sans autre forme de procès, l'Autriche avait jugé expédient de se rapprocher

de l'Angleterre et de la Prusse et le rapprochement était forcé car Frédéric Guillaume II avait concentré ses troupes en Silésie et mis en avant le projet Hertzberg. Il laissait à l'Autriche les limites de Passarowitz. Ce qui décida donc l'Autriche à se retirer de la guerre d'Orient sans profits c'est d'abord la question des Pays-Bas où la France ne l'aide plus (Vergennes étant mort) ; c'est aussi l'attitude agressive de la Prusse. Dietz en 1790 avait proposé à la Turquie un traité en forme par lequel la Prusse s'engageait à faire la guerre aux deux cours de Vienne et de Pétersbourg. Le ton hautain de la Prusse blessait l'Empereur d'Autriche qui pour l'abaisser consentit à donner aux Belges une Constitution ce qui lui attira l'Angleterre et la détacha de la Prusse. Puis il envoya Reussel Spielmann au camp prussien de Reichenbach (1) (1790) chargés de dire à Hertzberg que l'Autriche se contentait du *statu quo* en Orient mais exigeait un Congrès et la médiation de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande. On reprenait l'idée d'une quadruple alliance mais cette fois la France en était exclue. A la suite de cette entrevue un armistice fut conclue (à Giurgiu) entre la Porte et l'Autriche par la médiation de la Prusse en septembre 1790. Il avait pour but de laisser aux repré-

(1) Dolfin rapporte : « Apporta il Principe Potemkin che il Re apostolico non poteva accordare col trattato di Reichenbach di restituire la Valachia senza ottenere il consenso delle corte di Pietroburgo, essendo essa una conquiste delle armi alliate e non degli austriaci soli ».

sentants des autres puissances, le temps d'arriver. L'Autriche y fut représentée par le colonel comte Lusi (1).

Après tant de défaites, il est étonnant d'entendre le sultan vouloir se reporter en toutes choses au traité de Belgrade même quant aux conventions commerciales ; annuler les conventions relatives au commerce de la mer Noire, à la garantie des Barbaresques et à la résidence des consuls dans les principautés.

L'Autriche se contentait donc du *statu quo* ; Catherine après Verela, au contraire, voulait la déroute des Turcs et la banqueroute de la Prusse ; elle se désintéresse complètement de la France et du malheureux Louis XVI pour exiger inébranlablement Otchakow sur le Dniester.

La supériorité de la Russie résidait et réside dans ce qu'il n'y a pour elle qu'une question : celle d'Orient ; tandis que l'Autriche, on l'a dit, est une petite Europe, elle doit regarder partout à la fois.

Pitt voyait de mauvais œil l'agrandissement de la Russie aussi bien que celui de l'Autriche ; mais Rostopchine sut agir sur lui avec une arme d'une grande valeur en Angleterre : l'opinion publique. Il en joua si bien qu'on

(1) « Sara Cestamente noto a Vostre Eccellenze, rapporte Foscarini (1790) che oltre il Re di Prussia, l'Inghilterra, l'Olanda la Spagna et Napoli, anche là Daminarca e lo stesso imperatore fecero di recente li passi li piu insinuanti a Pietroburgo per condurre quella imperatrice ad aderire allo statu quo come fu convenuto con Cesare, persuadendola a declinare della pretesa di voler retinere il territorio di Oczakoff ». Les Hongrois voulaient que l'Empereur envoyât à Reichenbach ; como Re d'Ungaria un plénipotentiaire distinct (le comte Esterhazy).

put bientôt voir s'étaler sur toutes les murailles de Londres cette inscription : « Pas de guerre avec la Russie » et Pitt dut envoyer Fawkner à Pétersbourg pour calmer les esprits comme il avait envoyé lord Elgin auprès de Léopold II. La Russie donc continua la guerre et Suvoroff s'empara successivement de Chilia, Tulcea, Isacea, Ismail.

Revenons un moment aux principautés. Elles sont gouvernées de 1789-1791 (pour la Valachie) et de 1789-92 (pour la Moldavie) par des divans souverains sous le contrôle des troupes étrangères.

Le divan valaque se composa du prince de Cobourg président général, général baron Enzenberg et Markelius vice-présidents, l'archevêque métropolitain Kosma, l'évêque de Rimnik Filaret, l'évêque de Buzèo Dosithéos Philétés (1), D. Ghika, Sc. Kornesko, R. Slatineano, R. Golesco, Damaris, Druganesco, Falcoïano, Kampineano, Jean Cantacuzène, dont nous avons déjà parlé, et qui, dans ces moments de troubles, reprenait les rêves ambitieux de son grand oncle Serban. C'est lui qui dit à Lucchesini : « Ceux qui voudront nous dédaigner où nous asservir, nous les appellerons tyrans et leur porterons la même haine qu'aux Turcs ». Il ajoutait : « La Prusse par sa position géographique ne peut être dange-

(1) « Τουδε Ουγγροβλαχίας Φιλαριτου εξωστρευτος του θρόνου (en 1793) απεστειλε προχειρωσ επι Μποζουου Δοσιθεου την εκδοσιν οπαναγωγικατος λαβων αυθρου το φιλοτιμου

(Σιργιου Μακρογιου, εκκλησιαστικη ιστορια).

reuse pour la Valachie, tandis que les intérêts commerciaux surtout leur seraient communs ».

En 1791 Michel Sutzo fut nommé prince de Valachie et, en 1792, Alex. Morusi prince de Moldavie.

Aussitôt installé Sutzo envoie le grand Serdar Dimitraki et le grand pitar Panaiotaki occuper les territoires que les troupes autrichiennes délaissaient en vertu du traité conclu avec la Sublime Porte le 21 août 1791. L'Autriche s'engageait à rester neutre.

En même temps Laski lançait aux Valaques un manifeste en Roumain qui était évidemment contraire au droit international.

Il fallut, dit M. Xenopol, le vent puissant de la Révolution française pour amener à bon port le lourd vaisseau de la paix de Sistov. Alex. Morusi fut l'un des délégués de la Porte ; il le sera aussi à la paix de Yassi. En récompense des services rendus en ces occasions, il devint Prince de Moldavie « *Elisione summamenti dispiacenta alla corte di Pietroburgo* » (Dolfin).

Le traité de Sistov confirmait les actes suivants :

Traité de Belgrade, 18 septembre 1739 ; convention du 6 novembre 1739 ; du 2 mars 1741 explicative ; du 25 mai 1747 pour perpétuer l'acte de Belgrade ; du 7 mai 1775 ; du 12 mai 1776 sur les frontières ; les seneds du 8 août 1783 ; du 24 février 1784 sur le commerce et les Barbaresques ; du 4 décembre 1786 sur le séjour des pères de Transylvanie dans les Principautés. Vieux Orsova reste à l'Autriche et la Czerna formera la frontière. On délimitait aussi la frontière de l'Unna.

Telle fut la paix turco-autrichienne.

Ce fut Jean Cantacuzène qui donna à Herbert les documents qu'il tenait de son oncle Michel relatifs à la frontière du Danube et qui prouvaient la fausseté des prétentions turques sur les deux rives. Mais, comme les actes, pour être revêtus d'autorité, devaient être présentés par le divan tout entier, et que ses membres apeurés n'étaient pas capables de prendre une semblable décision, Cantacuzène fit contrefaire leurs signatures par un copiste très habile.

La frontière fut sauvée et Cantacuzène put aisément demander ensuite l'absolution de sa fraude puisque, après tout, il avait été utile à son pays.

Les Russes continuaient la guerre et en juillet 1791, gagnaient la victoire de Macin et comme Pitt après avoir essayé de résister ainsi que nous l'avons vu, s'était enfin rallié à la Russie, ce concours hâta la paix. Elle fut signée à Yassi en janvier 1792 ; la limite du Dniester, qui devenait ainsi la frontière des deux Empires et la ville d'Otchakow étaient cédés à la Russie. La même année, nous lisons dans un rapport de Knobelsdorff au Roi de Prusse « tout le pays compris entre le Dniestér et le Bug sera érigé en Principauté sous le nom de Nouvelle Moldavie. On dit que le gouvernement en sera donné au Prince Maurocordato, le même qui, peu avant la guerre, a passé en Russie ».

Presque aussitôt après ce traité eut lieu le partage de la Pologne. Ce fut encore la Russie qui lança le mani-

festé de Targovishta et qui envahit la Lithuanie ; la Prusse trahit la Pologne et se rapprocha de l'Autriche par les préliminaires de Teplitz ; on y garantissait la libre constitution de la Pologne et c'était là, comme on l'a dit, le tome II du traité de Versailles. L'Autriche toujours occupée aux Pays-Bas, n'eut encore rien (23 janvier 1793) ; il paraît aussi que Thugut avait été vendu à la France dont il eut le titre de lieutenant-colonel. Les Polonais n'ayant pas consenti à céder un pouce de territoire, force était de renoncer au plan Hertzberg. Cet accord des puissances en Orient fut complété par le traité de la Haye, entre la Prusse, l'Autriche et les puissances maritimes : l'Empereur rentra en Belgique.

A peine avait-elle signé la paix que la Russie se préparait de nouveau à envahir la Moldavie sous prétexte que le Prince avait déposé le métropolitain installé par elle (1). Alors Alex. Morusi fut transféré en Valachie (1793-96) et le Prince de Valachie, Michel Soutzo, passa en Moldavie (1793-95).

C'est vers cette époque qu'il fut question de nommer Chiriac Polizo, consul de Prusse à Bucarest en remplacement du malheureux Kœnig à qui sa perspicacité à découvrir les inclinations secrètes du Prince Ypsilanti (2)

(1) Théodore Balsh et Sandulaki Sturdza, beau-frère de Moruzi appelaient de leurs vœux les Russes (Schelling à Cobentzl, 1 mars 1793) Théodore Balsh tenait en ferme les biens fonds ecclésiastiques de Saint-Elie en Bucovine. Les rapports du temps parlent beaucoup de ses richesses.

(2) Parent du fameux « Αθανασιος ο Υψιλαντης ανηρ ευσεβης μεγας

avait fait perdre la vie contre le droit de la nature et des gens et nous trouvons à ce sujet, dans un rapport de Stein aux affaires étrangères, la note suivante : « Ce Polizo est reconnaissant à la Prusse de l'avoir soutenu contre le spathar valaque N. Handjery. Il s'agit aussi d'installer State Petro Pencovici comme Banquier de la Cour avec privilèges et devoirs d'agent. Enfin les négociants Skinna et Hadji Petko se sont décidés à acheter leurs marchandises en Prusse.

Un mémoire avait été envoyé au représentant de la Prusse, au congrès de Reichenbach et lors de la paix de Sistova, sur l'intérêt qu'il y aurait pour la Porte d'établir des consuls Prussiens dans les Principautés qui pussent contrebalancer l'influence de ceux que les autres puissances y entretenaient, « à cette occasion, écrit Lucchesius au roi en 1791, messieurs Ghika, Cantacuzène et un neveu du Prince A. Maurocordato... me dirent, ce que le Premier Drogman de la Porte m'a répété ici, que : l'établissement d'un consul prussien à Yassi et à Bucarest serait de bon augure pour les habitants des deux Principautés ».

Knobelsdorff recommandait aussi pour la fonction de consul un certain Van der Schroeëff, hollandais, beau-frère de Lascaroff, et Gross qui connaissait le roumain. Quant au roi, il aurait préféré le baron de Stein.

La France était moins habile. Elle avait rappelé Choi-

σκευοφυλαξ της εκκλησιας και υστερον πρωτοσπαταριος του κοιθμου αυθεντου Ουγροβλαχιας Στεφανου Ρακοβητσκα ».

seul de Constantinople et l'avait remplacé par un sans-culotte nommé Semonville. Mais la Porte se refusait à recevoir le nouvel ambassadeur.

Dans les instructions données à Semonville, nous lisons avec étonnement que la paix de Cainardji aurait été conclue sous les auspices de la France, alors qu'il est avéré que ce fut la Prusse qui y joua ce rôle. Toutefois, en signalant cette erreur de fait nous avons fait remarquer que la République française entendait reprendre le fil de la vieille tradition et défendre l'intégrité de la Sublime Porte « dans un moment où l'Empire Ottoman, trouvons-nous dans les instructions données à Semonville, paraissait menacé d'une dissolution universelle... la France oubliant sa propre dignité autant que son intérêt garda un honteux silence et ses ministres ne parurent ni aux conférences de Reichenbach, ni à celles de Sistowa ».

Un autre envoyé de la République est le sieur Descorches qui s'appelait sous l'ancien régime M. de Sainte-Croix ; il n'arriva à se faire admettre qu'à titre privé, et sous le nom d'Aubry, grâce à une entrevue que le drogman suédois Muradjà d'Osson lui ménagea avec l'un des ministres du Sultan.

La politique de la République était après tout plus énergique que celle de l'ancien régime. C'est ainsi que Hénin dans une conversation avec le fils du Prince Morusi insistait pour faire reconnaître Semonville et pour arriver à la paix en y contraignant l'Angleterre par une diversion en Irlande, et en faisant comprendre à la Prusse

qu'il n'est pas de son intérêt d'être l'alliée de l'Autriche.

D'autre part Deforgues écrivait à Descorches « le service que la Porte ottomane nous rendrait en attaquant l'Autriche, est d'une si haute importance que la République ne saurait y mettre un trop grand prix ». La conséquence de ce sentiment se traduisit pas un vote de quatre millions, car le gouvernement de la République savait bien que : « La Turquie est un éléphant qu'on ne fait pas marcher comme un lièvre ». On pensait à Paris que la Turquie aurait dû aider la Pologne. Jean-Jacques Rousseau avait déjà dit dans son livre « au gouvernement de la Pologne » ne vous appuyez avec confiance ni sur vos alliés, ni sur vos voisins. Vous n'en avez qu'un seul sur lequel vous puissiez compter, c'est le Grand Seigneur » et Rousseau n'était pas le seul penseur qui, se plaçant au point de vue des faibles nations orientales arrivait à cette conclusion. Il doit donc y avoir un fonds de vérité dans cette façon de voir et elle doit donner à réfléchir de nos jours encore.

La rupture de l'alliance de 1756 était une conséquence forcée de la Révolution, mais les bonnes intentions de Descorches ne se réalisaient pas parce que Hénin s'étant fait le chef d'une coterie jacobine, avait discrédité la légation républicaine, et que les millions votés n'arrivaient pas... (v. Sorel, *Europe et Révolution* IV. p. 66).

Une main lave l'autre, dit un proverbe allemand ; la Turquie reconnaissante déclarait à la France par l'entre-

mise de Morusi qu'elle aiderait volontiers la France si elle-même n'était pas si menacée.

Pour réaliser son but politique en Orient, la France devait avoir comme les autres puissances des consuls dans les Principautés. Elle avait depuis longtemps, nous l'avons vu, des secrétaires attachés à la personne des Princes ; mais ce n'étaient là que des agents inférieurs. Lorsque, après 1793, la République prétendit installer des consuls elle rencontra une vive résistance de la part du gouvernement ottoman alors soutenu par les puissances ennemies de la France. Le rapport du Grec Timoni à Thugut (1793) nous apprend que l'impératrice avait défendu à ses sujets de fréquenter la société française de Constantinople. D'autre part le consul général de Russie Séverin, voulait saisir la correspondance du Prince Michel Sutzo, ami des Français. C'était assez difficile car la correspondance passait en plusieurs mains avant d'arriver à destination. Une lettre de 1793 destinée au drogman Rosetti devait passer par les mains du négociant Zigara et de Betli agent de Moruzi à Vienne. De son côté Barozzi complètement russifié travaillait à Constantinople pour remplacer Sutzo par Ypsilanti.

En 1794 on avait trouvé quelqu'un pour remplir la fonction de consul français c'était un Grec devenu français d'esprit et de cœur nommé Stamaty. Les Morusi, partisans de la Russie, le combattaient tandis que les Soutzo toujours amis de la France, comme les Callimaki, le soutenaient. La Porte déclara à l'envoyé de la République,

le général Aubert Dubayet que jamais elle ne tolérerait qu'un raya put s'élever au-dessus de ses semblables en devenant consul.

D'ailleurs en 1795, Stamaty refusa de se rendre en Moldavie et Valachie convaincu que toute agitation nationaliste fomentée dans ces Principautés tournait au profit de la Russie (1). Le comité de Paris envoya la même année Verninac à Constantinople avec la mission d'exciter les Valaques et les Moldaves contre la Russie et de chercher les moyens de les coaliser avec les Polonais (Sorel. IV, 250 et 360). Le Comité trouvait que l'influence prussienne en Pologne est moins dangereuse que celle de la Russie ou de l'Autriche, et pourtant ce fut le Prussien Sievers qui, au nom de la Russie, imposa à la diète de Grodno un traité qui réduisait l'armée polonaise à 15.000 hommes. Tant qu'il y aura des Polonais, a-t-on dit, la Pologne ne périra pas. Ils complotaient en effet quoique sans succès en Saxe, en Lithuanie, à Varsovie même, Bars et Pirmovicz allèrent même jusqu'à Paris; enfin beaucoup d'entre eux s'étaient réfugiés dans les principautés; nous savons que ce n'est pas la première fois qu'ils y cherchaient asile. D'ailleurs ces Principautés étaient le repaire de tous les mécontents : Un certain Retaux de la Villette, impliqué dans l'affaire du collier de la Reine réussit à se faire donner une place chez un hos-

(1) N'est-il pas honteux écrivait Stamaty à Méhéc en 1795, que les Turcs refusent encore aux Français l'entrée de la Mer Noire et que pour y naviguer, il faille arborer le pavillon autrichien ?

podar. A ce moment aussi nous rencontrons dans les Principautés quelques Hongrois mécontents, tels que Szentomariay et ce Bacsany, qui traduisit la Marseillaise. C'était une révolte de leur pays contre la maison de Habsbourg qui les avait jeté là :

La Révolution française avait eu beaucoup d'écho dans les Principautés. Nous avons déjà pu observer les mouvements des Grecs du temps de Maurojény. Ils ne s'étaient pas ralentis car nous pouvons maintenant entendre entonner la Marseille grecque de Rhigas qui par sa correspondance avec Kaunitz était convaincu que sa patrie ne devait espérer la liberté ni de l'Autriche, ni de la Russie mais d'elle-même.

Δευτε παιδες των Ελληνων

Ο καιρος της δοξης ηλθεν

et d'autres *ασματα* ou chants populaires grecs. On appelait la Révolution *ηαγια επινασταςις* et on formulait des vœux *προς την αδελφην Γαλλιαν* (1). Des Grecs accouraient de partout aussi bien *επισκοπων ευρη πορον ζωης* que pour fomenter l'insurrection grecque ; on fondait *η εταιρια των φιλων* dont la devise était *ζητωηφιλογενεια* et une société des Philomuses. Dignes disciples de la Révolution, ils disaient :

Καλλιτερα μας ωρας ελευθερη ζωη

Παρ' αναριθμους χρονους σκληρα και φυλακη

(1) Voir Pappadopoulos Vretos : « Ιστορια περι του θανατου βασιλεως της Γαλλιας Δουγκη Ιδ... »

et dans un élan vraiment patriotique :

Ο βασιλεὺς τοῦ κόσμου οὐκ ἐπιζομεῖ σε Σε

Στην γλώσσῃ των τούρκων νὰ μὴν ἐδῶ ποτε!

Nous savons que depuis longtemps beaucoup de Français se trouvaient dans les principautés ; tels que Pelet, Hortolan, Ruffray, secrétaire de Morusi, etc. Le prince de la Valachie, Morusi, jeune homme de 32 ans, était lui-même épris de la France et de sa littérature, mais, de même que les boyards, ces Français n'osaient, s'il faut en croire certains témoins, parmi lesquels se place Cado de Lille, exhiber leurs opinions. On craignait trop le consul de Russie. Cado de Lille était à même de nous bien renseigner, car il avait été précepteur de plusieurs boyards et avait accompagné le prince Soutzo à Constantinople. Aussi ambitionnait-il de remplacer Stamaty.

La cour de Jassy était plus sincère ou plus ouverte dans ses penchants français ; cela tenait à ce que le secrétaire du prince, M. C. Soutzo, Kodrica Panaioti (1), était ennemi de la Russie et, par conséquent, de M. Choiseul Gouffier (remplacé bientôt à cause des vues politiques de la Révolution, ainsi que nous l'avons dit). Stamaty, homme dévoué à la maison du prince Soutzo, envoya l'Encyclopédie à Panaiot. A côté de celui-ci se trouvait un autre révolutionnaire ardent nommé Ledoux. Stamaty n'arrivant pas à se faire agréer par la Porte, ce

(1) Plus tard Yonissios, secrétaire du prince Callimaky, demanda de continuer la correspondance aux Stamaty.

fut Emile Gaudin qui, en 1795, avec son secrétaire Montel, s'installa à Bucarest en qualité de consul de France. Il n'y resta qu'une année ; le Directoire trouvait beaucoup à redire à son attitude ; pendant son court séjour il fit au prince un cours de politique douanière et voulut que la France eut son tarif comme l'Autriche et la Russie. Il fut rappelé. Le Tourneur et Delacroix conférèrent son titre à Stamaty avec Parant (1) pour secrétaire. D'ailleurs nous avons vu que Sémonville lui-même n'avait été que de passage dans la diplomatie ; son nom se trouva dans la célèbre armoire à Paris. il fut rappelé aussitôt.

Malgré l'alliance de la France et de la Suède (2) et la visite de Bernadotte à Venise, les derniers efforts de Kosciuko furent suivis en 1795 du dernier partage de la Pologne ; ni le chargé d'affaires Bonneau, ni l'envoyé Parandier ne purent l'empêcher. Nous savons que la peur était le seul lien entre les cours de Berlin, Vienne et Saint-Pétersbourg ; leurs velléités communes d'agrandissement et de partages les avaient réunies ; la Pologne disparue, le conglomerat perdait son ciment ; la Prusse,

(1) Parant fut très bien reçu par le Prince qui lui fit rendre sa visite par Hadji-Mosho. Celui-ci était agent de Moruzi à Vienne. Il y faisait le commerce avec son frère Pantazi Mosho.

(2) L'agent de Suède à Constantinople était Mouradja d'Ohsson, Arménien d'origine. « Il annonça, dès l'enfance d'heureuses dispositions qui lui valurent la protection d'un riche marchand Arménien. L'intrigue, ses talents et l'appui de la France l'ont fait nommer ministre de Suède à Constantinople.

malgré son alliance, avait souvent menacé de se joindre à la Turquie et le temps était venu de la payer en même monnaie. Un traité fut conclu entre Catherine et l'Empereur François contre la Prusse et la Turquie : l'Autriche devait trouver dans le troc de la Bavière un dédommagement de la part qu'elle avait manqué lors du partage de 1793 et on y ajoutait Venise. Catherine II couronnait donc son œuvre ; Gustave III lui-même s'était rapproché d'elle à Droningholm et lui avait abandonné Nyslott et Hagfors. En 1796, le 17 novembre, cette grande femme n'était plus ! Puisse chacun remplir avec la même piété et le même succès la tâche que lui léguaient ses ancêtres !

Restait un agent français de l'ancien régime, le sieur Chalgrin ; Verninac demanda son éloignement.

En 1796 le Reis Effendi et Alex. Morusi furent destitués et exilés l'un à Chios, l'autre à Chypre. Alex. Ypsilanti, autrefois prince, père du drogman actuel et dont nous avons vu la famille en disgrâce, fut nommé prince de Valachie. Il jura à Aubert du Bayet, successeur de Verninac, qu'il serait fidèle à la République.

Au lieu de Gaudin ce fut le général Cara Saint-Cyr qui fut nommé consul de France. Ses instructions portent qu'il devra s'abstenir de parler politique et quant aux Polonais (!) il devra répondre laconiquement. Il devra tâcher de gagner Georges Maurocordato et Constantin Sutzo sur lequel Ypsilanti a placé sa confiance. Celui-ci « avait besoin de reparaître sur la scène politique de la Turquie pour faire effacer la tâche de connivence avec

l'Autriche qu'avait imprimé sur son nom, l'émigration de ses enfants et sa volontaire reddition aux troupes de Cobourg ».

En 1796 la Turquie était en proie à de nouvelles agitations ; le pacha de Vidin, Pasvan-Oglou, venait de se soulever contre son suzerain ; la France ne voyait pas ce mouvement de mauvais œil ; en effet, Ruffin écrivait à Talleyrand que l'agent français « Cara n'avait pas lieu de soupçonner Pasvan-Oglou d'être partisan de l'Allemagne ni de la Russie mais qu'au contraire il se croyait fondé à penser que ce Turc serait jaloux de s'assurer l'appui de la République ». Au moment où la France était seule à former un parti en Orient, un pareil appui n'était pas à dédaigner. Napoléon pensera de même un peu plus tard.

En 1797 Ypsilanti à peine nommé, est rappelé et C. Handjery drogman de la Porte nommé à sa place. Cette année vit paraître à Bucarest un nouveau consul français Flury ou Fleury qui fut reçu avec grand enthousiasme ; il venait après les préliminaires de Léoben et le traité de Campo-Formio et après que Bonaparte avait appelé Rhigas à Venise pour tenir conseil avec lui, sur la question d'Orient. On ne sait point encore aujourd'hui quels sujets furent traités dans cette entrevue. Mais ce qu'on ne peut ignorer, c'est que Bonaparte était, pour les Grecs, un nouvel Achille. Certes c'étaient toujours les Francs qui étaient destinés par la Providence à délivrer la Grèce. *Gesta Dei per Francos !* La France ne devait pas justifier

tant de confiance. Mais on n'en était pas encore aux déceptions et à l'entrée de Flury l'enthousiasme éclata. Les boyards allèrent au devant de lui avec leurs femmes et lui rendirent visite. Le secrétaire de Flury était Dubois de Saint-Maurice et Parrant était vice-consul à Yassi.

Flury rapporte que les boyards étaient contents de la révolte de Pasvan. « Ils (les boyards) croyaient que tout ce qui contribuait à affaiblir les Turcs tournerait à notre avantage. L'histoire leur a montré qu'ils se trompaient profondément ». Mais, hélas ! on oublie trop souvent l'histoire, quand toutefois on l'a sue. N'est-elle pas pourtant, comme l'a dit Bismarck, le fondement de la diplomatie ?

Le prince, par contre, voulait calmer Pasvan (1798) « Der Fürst, écrit Merkelius à Thugut le 18 octobre 1797, hat gestern einen guten Freund des Pasvan-Oglou, Turnavit, wegen dieser Untherhandlung nach Widdin abgeschickt ».

(1798) A ce moment une vive contestation s'éleva entre Parrant et le prince de Moldavie (1), Alex. Callimaki (1795-99) relativement à l'article 5 du traité de Campo-Formio qui cédait à la France les îles Ioniennes et les

(1) Déjà en 1796 Stamaty écrivait : « La prépondérance des Russes est telle en Moldavie que leur vice-consul fit arrêter il y a quinze mois, à Yassy, en plein jour, un citoyen français nommé Durosoy avec sa femme, qui allaient à Constantinople pour communiquer au citoyen Descorches un projet de conjuration et de révolte que les Grecs dirigés par Prince Alex. Maurocordato formaient contre l'Empire Ottoman ».

établissements venitiens d'Albanie, tandis que l'Empire prenait l'Istrie, la Dalmatie, Cattaro, les îles venitiennes et la terre ferme de Venise jusqu'à l'Adige. Il s'agissait de savoir si Larta était ou non possession venitienne ; Callimaki soutenait que Larta rentrait dans la circonscription de Ianina et que Venise en dehors des îles ne possédait que Butrinto, Gomenizza, Paja, Prevezza et Vouizza.

L'attitude de la France en ce moment est mise en lumière par une note diplomatique de 1798 « on ne peut révoquer en doute que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne soit dans l'intention de faire subir à la Turquie européenne le sort de la malheureuse Pologne. Il faut faire connaître à la Porte les traîtres qui l'entourent, je veux dire les Grecs placés dans le ministère et qui presque tous sont vendus à la Russie... s'il est dans les destinées prochaines de l'Empire turc de cesser d'exister en Europe, il serait à désirer que Pasvan-Oglou pût acquérir une position même considérable (ce fut là le but de la mission du commandant Meriage à Viddin) puisqu'il en résulterait une diminution sur les lots qui, dans ce démembrement échoiraient à la Russie et à l'Autriche ».

Comment cette prétention de vouloir garantir l'intégrité de l'Empire ottoman pouvait-elle se concilier aux yeux des Turcs avec l'expédition d'Égypte ? Le prince Ypsilanti publie alors un manifeste favorable à la Prusse et contraire à la France ; le ministre des affaires étrangères de France y répond en écrivant à Flury : « La Porte

se méprendrait bien gravement si elle s'obstinait à regarder notre descente en Égypte comme un acte d'hostilité exercé contre elle ».

Stamaty a reproduit, en ces termes, les vues du rapport que nous venons de citer : « On ne doit plus rien attendre de favorable à nos intérêts de l'influence des principaux Grecs, qui, quoique revêtus de la livrée de la servitude ne laissèrent pas d'avoir par leurs insinuations et leurs conseils le plus grand ascendant dans les affaires de l'Empire ottoman. Attachés par principe aux Russes dont l'autorité politique conserve à quelques familles privilégiées la domination des deux provinces lucratives de Moldavie et de Valachie, les Grecs de Constantinople doivent être regardés plutôt comme ennemis de la liberté de la nation grecque et en conséquence ceux de la France ».

L'une des accusations qui sont ici portées contre les Grecs s'attaque, nous l'avons dit, à une des faces de leur politique favorable aux principautés ; quant à l'autre l'attitude des Phanariotes pendant la guerre de l'indépendance hellénique prouvera son manque de fondement. Peu important et avec raison à ces Grecs, les intérêts de la France. Ce qui les intéressait c'était de trouver dans la France un appui au besoin. L'année 1798 (1) voyait Rhigas mourir dans les prisons de Bel-

(1) Cette année la correspondance se faisait entre le comte Dayale, ministre de Raguse à Constantinople et l'Hettman Georges Rigo de Yassi.

grade, mais il mourait plein de confiance dans l'avenir de son beau pays : « αρχετον σπορον εσπειρα, ελευσετε ηωρη οτι θελει βλαστησει και το γενοσ μου θελει συναξει τον γλυκυν καρπον.

Les Grecs se flattaient pourtant que Buono-parte était un des leurs. On voulait qu'il fut un κηλο-μεροσ d'origine Maïnote établi en Corse au xviii^e siècle comme tant d'autres familles dont l'origine flotte entre la Grèce et l'Italie. On le craignait; Flury avait exigé que le grand Armas puis le grand Cammaris de Valachie vinsent je ne sais pourquoi, faire des excuses au consulat et ils avaient dû s'exécuter. Il demanda encore que Handjery le reçut en audience solennelle dont il voulut organiser lui-même le cérémonial. Au palais, au bas de l'escalier, Flury fut reçu par le deuxième postelnik qui l'introduisit dans la salle des audiences où se trouvait le prince entouré de tous les grands boyards du pays et du métropolitain. Lorsque Flury entra, le prince ota son islic et lui prodiga tous les égards.

On parla longtemps après de la réception distinguée dont Flury avait été l'objet. Handjery était un ami sincère de la Porte et causait souvent avec le consul de France.

Lors de l'entrée des Français en Egypte, Flury fut arrêté à Bucarest et la guerre fut déclarée à la France; la Russie et l'Angleterre s'allièrent à la Turquie.

Parrant à Yassi fut confiné dans sa maison consulaire et le postelnik Rizo l'interpella durement. Il recon-

nut que l'attitude du russe Séverin était celle d'un ennemi loyal, mais il affirma que le prussien Schelling s'était montré un faux ami (1).

Du contact avec la France et sa Révolution les principautés avaient tiré un grand avantage ; elles avaient appris qu'en dehors de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie il y avait dans le monde d'autres puissances auxquelles on pourrait s'adresser et surtout elles sentirent s'éveiller en elles le sentiment national endormi. Ce fut une arme plus puissante que les autres et qui devait produire son effet. La Roumanie d'aujourd'hui doit encore de la reconnaissance à la France.

L'année 1799 vit la réconciliation de la Porte avec son sujet rebelle Pasvan. Handjery accusé d'avoir trahi les intérêts de la Porte fut traîtreusement tué à Bucarest. Son règne avait été signalé par un impôt, frappé sur le bétail, auquel le métropolitain Dositheos Philetés surnommé Deli-Zorzo (v. Jonsescu Gion. Ist. Bucurestilor) s'était opposé malgré l'ordre contraire du Patriarche. Le prince l'avait déjà fait adopter par le Divan dont il avait corrompu la majorité lorsque l'archevêque, très fier et d'un caractère violent, se retira en menaçant de sonner le tocsin : le prince dut céder. Nous verrons plus bas la raison de ces conflits.

Handjery fut remplacé par Alex. Morusi II (1799-1804), tandis qu'en Moldavie, le trône était occupé par Constan-

(1) Au sujet de l'impression produite par l'occupation de l'Égypte voir la lettre du serdar Janco à Mavroudi, secrétaire de Handjery.

tin Ypsilanti (1799-1801) « nul à cause de sa timidité » dit un rapport. Lorsqu'il était drogman il avait travaillé à l'alliance prusso-turque (qui devait balancer l'alliance russo-autrichienne dont nous avons parlé) et il avait prédit, à Knobelsdorff, qu'il deviendrait prince, mais qu'il pourrait toujours compter sur sa constante fidélité. Alexandre Suzzo l'avait remplacé au drogmanat.

Si donc Knobelsdorff était en droit de considérer le Prince de Moldavie comme un vieil ami de la Prusse le Paharnik Georges, marquis de Pouillo, grec natif de Macédoine le qualifiait de son côté de « partisan par principe et par goût de la Révolution et des intérêts de la France ». On pouvait expliquer cette contradiction depuis que la Prusse et la France se rapprochaient également de la Turquie. Mais ce qui est moins facile à comprendre c'est que Knobelsdorff ait écrit lui-même à Kosciuko que ce sont les Russes qui ont obtenu la nomination d'Ypsilanti pour le récompenser de tout ce que son père avait souffert. Quoi qu'il en soit l'influence russe croissait toujours et Pasvan demandait la médiation de la Russie entre la Porte, les Hospodars et lui.

Quant à la Prusse pour se convaincre des progrès qu'elle avait faits il suffit de comparer les timides essais de Frédéric II vers 1750 à l'attitude de la Prusse en 1799. Nous voyons en effet, à Rastadt, Goerrès faisant le testament de la vieille Allemagne et en Orient l'existence de la Turquie paraissait dépendre de Napoléon et de la Prusse.

« La coalition européenne, disent MM. Lavisse et Ram-

baud fut dissoute par réconciliation de la France et de Paul I^{er} ; mais tout le roman oriental de Bonaparte s'en alla par lambeaux ; la Turquie ou plutôt Ali-Pasa de Janina avait remis la main sur la plupart de nos places d'Albanie ; les îles Ionniennes étaient organisées en République des Sept-Iles sous le protectorat nominal de la Turquie et effectif de la Russie, l'Angleterre s'était implantée à Malte ; dès Septembre 1801, elle nous avait contraint à évacuer l'Égypte. Rien ne s'opposait plus à ce que les relations entre la France et la Turquie redevinssent pacifiques ». (*Hist. gén.* IX, 661).

Notons ici le changement de Prince opéré dans les principautés. Michel Soutzo devient Prince de Valachie (1801-2).

La France repoussait donc constamment l'idée de démembrer la Turquie et tant que Paul I^{er} vécut, il empêcha le Khan des Tartares d'aider Pasvan-Oglou. Mais Paul meurt en 1801 et Pasvan recommençant ses agitations offre son alliance à la France par Nedelio Popovici.

L'expédition d'Égypte finie, la Turquie n'avait plus de raison de se méfier de la France et, en juin 1802, on signait à Paris la paix entre la Turquie et la France (1).

(1) Timoni rapporte, le 24 décembre 1802 : « Le Prince Mourousi, arrivé le 13 décembre, s'était logé dans la belle maison construite à Galatâ par le Prince Ypsilanti où je fus le lendemain lui faire ma visite dans laquelle il ne s'est agi que de politesse comme celle de l'évacuation d'Alexandrie qui paraissent l'intéresser ; Deux jours après il rentra dans la ville et n'attend que ses équipages pour faire son entrée solennelle ».

Le drogman du plénipotentiaire ottoman était Panajotes Morusi jeune homme de 23 ans, issu d'une famille généralement dévouée à la France. Ce choix mécontenta M. de Tamara l'agent russe. Ruffin fut en conséquence rendu à la liberté et géra les affaires de la légation. Si la France défendait l'intégrité de la Turquie c'est qu'elle y voyait son intérêt ; et encore tous les Français ne pensaient-ils pas de même. Ainsi Félix Beaujour, dans un mémoire au premier consul, exprime l'opinion « que la France ne doit point chercher à conserver à la Turquie ses provinces au-delà du Danube. Elle doit peut-être même en hâter le démembrement. Les Turcs en se retirant... en deçà du Balkan, concentreraient leurs forces et les doubleraient en les concentrant. La Valachie, la Moldavie, la Mésopotamie, la Syrie et l'Égypte ne sont plus pour eux que des domaines d'ostentation ».

Le lecteur se souvient que nous avons déjà rencontré une fois cet argument en faveur du démembrement de la Sublime Porte.

Mais, tout à coup, Pasvan envahit la Valachie et le Prince Michel Suzzo s'enfuit en Transylvanie pendant que le Consul de Russie se réfugiait à Venise. Barrozi conseillait au malheureux hospodar de passer en Russie, cette puissance pouvant, en vertu des traités, le restaurer à main armée sur son trône. La Turquie, en attendant, menace le fils de Michel Suzzo de le jeter dans un four et charge Alex. Suzzo du gouvernement de la Valachie (1802). La fuite de Suzzo comme autrefois celle d'Ypsi-

lanti répandait l'alarme dans le Phanar où l'on craignait que les principautés n'échappassent aux mains des Grecs. Cependant Suzzo put rentrer en Turquie sous la garantie de la Russie avec promesse qu'il ne lui serait fait aucun mal. Les Callimaky avaient aidé à ce retour pour ne pas laisser trop d'avantage aux Morusi.

Beaucoup de boyards fugitifs posent alors pour condition de leur rentrée, la nomination d'Ypsilanti (1). Elle eut lieu en 1802 pour une durée de sept ans au grand mécontentement du drogman de la Porte, Kallimaki, que cet événement rapprocha encore plus de la France. De Knobelsdorff avait appuyé cette nomination. Nous savons pourtant que la France et la Prusse marchaient d'accord en Orient ; cette divergence en ce cas s'explique par la difficulté dans laquelle on était de distinguer les véritables intentions des Hospodars. Ainsi le Prince Morusi qui fut nommé en Moldavie (1803-1806) dut son trône aux Russes et d'autre part la France n'avait qu'à se louer de sa maison. Enfin le drogman Handjery fut remplacé par une créature des Ypsilanti, un Caradjé.

Partout donc l'influence russe domine. En 1802, avant la nomination d'Ypsilanti, la Russie avait confié le gouvernement de la Valachie à un divan souverain dont la présidence appartenait à l'évêque de Buzéo, Constandios

(1) Ami de la Russie » Le Colonel Sebastiani », dit un rapport du temps, n'aura pas oublié sans doute l'insinuation que lui fit le drogman de Russie de faire admettre au Congrès d'Amiens le prince Ypsilanti comme négociateur ».

Philétés, dévoué aux Russes et très protégé par l'empereur Alexandre. L'oncle de Constandios, l'archevêque Dosithéos, russophile aussi, restait à Brasov, à cause des instances des consuls russes. « On croit, lui écrit Luc de Kirik en juillet 1802, que prolongeant votre séjour à Cronstadt vous pourriez faciliter la réussite des négociations entamées avec la Porte en faveur de la Valachie ».

Luc de Kirik avait déjà écrit au Métropolitain : « Vous connaissez, Monseigneur, ma franchise et vous savez que sans user de la politique ni de ses détours, je vous ai toujours parlé avec droiture et loyauté en tout ce qui peut concerner les intérêts de votre pays et de votre personne sacrée ». Le Métropolitain lui avait répondu : « La lettre obligeante dont votre Excellence a bien voulu m'honorer en réponse de celle que j'avais pris la liberté de lui adresser conjointement avec M. le Prince Emmanuel Brancovan m'a comblé de joie. Je ne saurais dépeindre assez vivement ma reconnaissance pour les sentiments affectueux que votre Excellence veut bien avoir pour ma patrie. Elle lui sera toujours reconnaissante pour tous les soins que votre excellence voudra bien accorder pour protéger ses enfants ». En effet les Grecs étaient divisés en deux partis, les Phanariotes à la tête desquels se trouvait en ce moment le Prince Ypsilanti et les Levantins représentés par le métropolitain Dosithée Philitis. Ces derniers désiraient voir établir une confédération balcanique respectant l'indépendance des diverses nationalités de l'empire Turc, sous la suzeraineté de la Porte.

Le métropolitain et les boyards réfugiés à Cronstadt (1) formulèrent en effet une supplique à la Porte dont voici les termes : « La clémence que votre Majesté impériale et royale a montrée envers le malheureux peuple de la Valachie en voulant bien lui accorder un asile... il n'y a pas plus de 12 ans lorsque la Valachie ayant respiré sous les auspices de l'aigle autrichien du joug présent que *les Grecs protégés de la Porte ottomane* lui avaient de tout temps imposé, espérait après la conclusion de la paix goûter au moins de quelque soulagement... délaissés enfin par notre dernier hospodar qui a assez contribué à nos malheurs par ses extorsions, par sa fuite lâche et indigne et par l'abandon total de notre patrie ».

Ces négociations aboutirent au traité russo-turc de 1802, germe de malentendus futurs et des empiétements continuels de la Russie. L'influence accordée à cette puissance sur le gouvernement des principautés était, paraît-il, une récompense pour l'aide donné à la Porte contre la France en 1798 ; mais à l'occasion du même fait la Russie avait déjà obtenu le protectorat des îles Ioniennes. Certes ! la grande Turquie payait plusieurs fois ses dettes. Il était dit dans ce traité que la Russie aurait le droit d'intercéder pour les principautés ; que les hospodars seraient nommés pour sept ans, et ne pourraient être déposés que pour une faute réelle et

(1) Dosithei Philitès est l'un des fondateurs de l'église et de l'école grecques de Cronstadt avec le Bano Brancovan et Panaioti « Das Bad Kowazna bei Kronstadt von Dositheos vers chonert und mit verschiedenen bequemlichkeiten versehen ».

après accord des deux cours. La malheureuse Turquie s'associait, volens nolens, la Russie dans le gouvernement des principautés. L'effet s'en fit sentir tout de suite car la même année (1802), le consul de Russie remettait à Alex. Sutzko une note pour lui faire observer l'exagération des impôts qu'il prélevait. Mais Ruffin ajoute que la Russie applaudissait secrètement à ces exactions qui provoquaient des émigrations vers la Nouvelle Serbie, aussi avait-il raison de dire : « l'attendrissement de la Russie sur le sort des rayas en général m'effraye plus pour la Porte qu'il ne m'édifie » et il ne manque pas de se rappeler l'affaire de Crimée ou plutôt l'affaire plus récente de Georgie où la Russie avait soutenu Georges XIII contre Alexandre, fils d'Heraclius. Georges, reconnaissant, avait laissé son pays en héritage à Paul 1^{er} (1801).

Si la France voulait jouir de quelque influence à Constantinople, elle devait arriver comme la Russie, à nommer les Hospodars. Son candidat était Handjery. En 1802, Bonaparte envoyait Sebastiani dans le Levant avec titre d'agent commercial, mais sa tâche était excessivement difficile, car il devait assister aux triomphes de la Russie.

En 1803 Brune, le nouvel ambassadeur français, écrivait à Talleyrand que Ypsilanti avait fait à Tamara, consul de Russie, une réception digne d'un souverain. Les choses avaient changé depuis la réception de Flury quelques années auparavant. Comme l'Angleterre était l'amie de la Russie, Ypsilanti entourait de ses attentions

deux Anglais qui voyageaient en Valachie. Depuis, Ypsilanti se permit même de se mêler des affaires de Serbie. Il conseilla aux Serbes d'envoyer une députation à l'Empereur Alexandre, ce qui fut fait. En agissant de la sorte, il nourrissait l'espérance de recevoir un jour de l'Empereur la couronne de Serbie.

Mais Ypsilanti et son lieutenant de Moldavie, comme Brune appelle Morusi (1), n'ignoraient pas les victoires de Napoléon I^{er} sur la 3^e coalition (1805). Ils essayaient de défigurer, en les atténuant, les nouvelles que leur envoyaient les agents qu'ils avaient partout ; mais cela n'empêchait pas chez eux un sentiment de malaise et de crainte ; aussi Ypsilanti, dissimulant ses sentiments, se montra-t-il d'une politesse exquise pour Sainte Luce, le consul de France à Bucarest, en lui faisant un accueil digne de celui de Flury et il écrivit à Talleyrand en le priant de ne pas prêter foi à ce que Besançon lui aura dit de ses vues politiques.

Sainte-Luce fut content d'Ypsilanti. « Depuis neuf mois qu'il règne en Valachie, écrit-il, toute son attention s'est portée à mettre son petit Etat à couvert des incursions de Pasvan ». Celui-ci profitait pour les faire de toute la rigueur de l'hiver.

Sainte Luce ajoute : « Dans l'après-midi j'ai été occupé

(1) Son ministre des affaires étrangères était le comte Gaspari de Belleval « il n'y a pas de puissant souverain au monde plus occupé et plus inquiet de tout ce qui se passe. Il entretient à Vienne une espèce d'agent qui recueille avec avidité tous les bruits populaires qui circulent . Cet agent s'appelait Grégoire Demeter.

à recevoir des visites : les agents de Russie et d'Angleterre, celui d'Allemagne tous avec leurs grands costumes. L'archevêque grec (Dosithéos Philetis), les principaux boyards m'ont rendu visite. Cet archevêque est un homme de beaucoup d'esprit ».

Ypsilanti (1) nourrissant en son for intérieur la haine pour la France, joue donc double jeu. Il est aidé de son ministre Gaspari Belleval, aventurier d'origine italienne et aussi d'un certain Witsch candidat au trône d'Illyrie. Il cherche à nuire à la France par tous les moyens ; il se saisit des dépêches du courrier Besançon ; il répand la nouvelle mensongère que Sainte Luce a voulu aller voir Pasvan à Vidin, et aussi celle d'une prétendue proposition faite par le premier Consul à Louis XVIII relativement à un royaume de Pologne. « On ne peut nier, écrit Sebastiani, que les Russes n'aient secrètement pris une part encore plus active que les Anglais aux troubles de la Morée... Fonton, qui nous déteste d'une manière impossible à rendre, a conseillé au prince Ypsilanti de jouer un double rôle à l'égard de la France ».

Il est évident qu'Ypsilanti ne cultivait point l'Angleterre ni la Russie dans un but désintéressé « Ypsilanti, écrit Sebastiani en 1804, cherche toujours à se rendre

(1) Le divan de Valachie se plaint que c'est le seul qui soit contraire aux intérêts du pays. D'autre part, Ypsilanti fut toujours le cauchemar de la France. En 1806, Sainte-Luce se plaignit à Talleyrand de son inimitié pour la France.

indépendant. Ses agents (1) se rendent auprès de l'ambassadeur d'Angleterre, et offrent 4 millions à l'Angleterre et autant à la Russie si ces puissances obtiennent de la Porte que la principauté soit héréditaire dans la famille Ypsilanti.

Sainte-Luce rapporte que les gouverneurs des enfants du prince ne leur inculquent point des sentiments favorables à la France ; tel est M. de Beaupoil de Saint-Aulaire, homme de 68 ans, fervent royaliste ; d'autre part M. Italinski reçoit le courrier de Londres « qui se répand beaucoup à Bucarest et dans lequel on rappelait la tentative d'assassinat sur le premier Consul : l'abbé de Calonne veut prouver par une argumentation de quatre pages qu'assassiner n'est pas tuer ».

Les deux princes travaillaient aussi à remplacer l'agent turc à Vienne, Tipaldo (2), par l'un de leurs Aghiropoulo.

Mais après la victoire d'Austerlitz (11 février 1805), le drogman Démétrius Morusi, frère d'Alexandre, était forcé de reconnaître que Napoléon était arrivé au comble de la gloire et pourtant il osait quand même travailler contre la France. Tous les efforts de Brune pour amener la Turquie à une alliance avec la France avaient été stériles et un mois seulement avant Austerlitz, Napoléon avait inutilement écrit à Sélim III : « Réveille-toi...

(1) Faca, Bellio et Rasty. Ils furent d'ailleurs arrêtés. Le docteur Marco avait dit dans la maison du grand boyard Slatiniano que Mourousi serait déposé parce qu'il a agi contre la France.

(2) Probablement de la famille strathiate des Draco Tipaldo.

confie-toi à tes vrais amis, la France et la Prusse ». Les Phanariotes étaient assez forts pour résister à Bonaparte et pour imposer leur volonté au Sultan ; Ypsilanti poussait à la révolte le pacha de Rustchuk, Trestenic-Oglou ; les agents russes étaient répandus partout et le Sultan ne pouvait que déclarer à voix basse à l'envoyé de la France « qu'il avait juré sur le Coran de destituer les Hospodars aussitôt qu'il pourra être tout à fait sûr de son (Napoléon) alliance ».

Le padisah tremblait devant les intrigues de ses rayas. Leur résistance ne fut brisée qu'avec les glaces d'Austerlitz ! De par les clauses du traité de Presbourg, la France occupait la Vénétie pour le compte du royaume d'Italie ; l'Istrie et la Dalmatie pour son propre compte et enfin le royaume de Naples. Elle était devenue voisine de la Turquie et, de plus près, elle était plus redoutable. Sélim qui, comme Alexandre, avait refusé de reconnaître Napoléon empereur en 1804, le reconnut en 1806. La même année, Sebastiani devenait ambassadeur. Mais de 1805 à 1806 la Russie eut encore le temps d'agir sur la Porte. Le divan était partagé ; les partisans de la Russie et Démètre Morusi se réunissaient chez le Kehaia de la Sultane validé, tandis que Callimaki et son secrétaire Negri, les Caradja et les Scanavi (1) étaient contraires à Ypsilanti et partisans de la France.

Morusi cependant ne se décourage pas, il achète et

(1) Δημητρίου Σκαλαβής χιός επιτημέσις και αντισ, δια του ερωτικου της Σουλταννης δια του οποίου εξαργυρώθη και αντισ και επλουτησεν ουσίως των πραγμάτων χιωτών.

distribuée pour 150.000 piastres de bijoux et accréditée des bruits sinistres relatifs à la personne de Napoléon. Il fallut que Franchini l'avertît par son médecin Rally du danger auquel il s'exposait par ces témérités. Dans les Principautés plusieurs Grecs, Georges Constanti, Nago, Polisoï Condon se donnaient pour membres de la Légion d'Honneur sans être sincèrement attachés à la France.

Dans ces conjonctures, la Russie, sous prétexte de s'opposer à l'invasion des Français, demanda à la Porte de lui accorder l'autorisation d'occuper les Principautés et d'envoyer sa flotte, conjointement avec celle de l'Angleterre, sur les côtes de Morée « Grand Dieu, mit le Sultan en apostille, sont-ce là des négociations d'un traité d'alliance ou une déclaration de guerre ? »

La convention russo-turque du 30 août 1805 confirma toutes les conventions antérieures et, dans l'article 3, étendit à la Serbie les clauses du traité de 1798.

Démètre Morusi conseillait à la Porte de renouveler de même l'alliance avec l'Angleterre. Il présentait d'abord un argument qui pouvait se soutenir. C'était que Napoléon lui-même ne considérerait pas comme impossible un partage de l'Empire Ottoman, et que s'il hésitait c'est qu'il ne pouvait s'entendre avec l'Autriche et la Russie sur la part que chacun prendrait. Mais alors que fallait-il penser du ministre des affaires étrangères de la France qui dénonçait à Muhib-Effendi les projets russes ? La France n'était-elle pas disposée à les favoriser pourvu qu'on lui donnât la part qu'elle exigeait ?

Sur ces entrefaites Reinhardt est nommé commissaire général des relations commerciales de la France dans les Provinces ottomanes avec résidence à Yassi ; Parrant devient son sous-commissaire à Bucarest et la France obtient enfin que les deux Hospodars soient destitués et remplacés par Soutzo et Kallimaki, considérés comme amis de cette puissance. Elle impose de plus l'élévation d'Handjéry à la charge de Grand Drogman.

L'Angleterre proteste alors et la Russie envoie Michelson occuper les Principautés. La Porte effrayée se hâte de réinstaller les anciens Hospodars (1) non sans s'excuser auprès de Napoléon auquel elle explique qu'elle n'agissait ainsi que pour épargner le sang humain.

La Russie indignée de ce qu'elle appelle une violation des traités avance toujours et fait gouverner les Principautés par les divans. Elle donne la présidence de celui de Valachie au métropolitain Dosithée qui lui est dévoué.

La Porte, en conséquence et bien contre son gré, est forcée de déclarer la guerre à la Russie. Elle dura de 1806 à 1812. La Russie avait les mains libres ; sa rivale, l'Autriche, était trop absorbée par les affaires d'Occident et se trouvait à la remorque de l'Empereur Napoléon.

En 1805, Talleyrand avait écrit à Napoléon : « Tant que

(1) En 1806, Sebastiani calmait la peur d'Ypsilanti en l'assurant contre tout danger, pourvu qu'il demeura fidèle à la Turquie dont les intérêts « mit jenem von Frankreich eines und dasselbe sind' » (rapport de Brenner à Stadion, le 2 sept.).

L'Autriche ne sera point en rivalité avec la Russie, il sera facile à l'Angleterre de les unir dans une alliance commune ». Il travaillait donc à susciter la rivalité désirée et en 1806 il avait réussi. L'autrichien Marveld refusa les propositions russes parce qu'on ne donnait pas à son maître la Petite Valachie.

Quant à l'Angleterre quoique ayant toujours agi par Stratton, d'accord avec Italinski, l'agent russe, elle ne pouvait voir de bon œil l'agrandissement de la Russie. Arbuthnot fut chargé de demander à la Porte, le rétablissement de la paix moyennant : la cession de la Roumanie aux Russes, la rupture avec la France, la permission pour la flotte anglaise d'entrer dans les Dardanelles pour être à même de défendre Constantinople Il négociait de l'île de Ténédos par crainte des Edi-Kulé. Arbuthnot voulait aussi une alliance russo-turque. On ne parlait pas de l'Autriche conformément aux prévisions de Talleyrand que nous avons citées plus haut.

Les Turcs poussés à bout entrent à Bucarest et sèment la terreur autour d'eux ; le métropolitain doit se tenir caché pendant plusieurs jours, mais le général Miloradovitch après une victoire remportée sur l'armée ottomane rétablit le gouvernement dévoué à la Russie et Bolcounoff ordonne au Métropolitain d'inviter les boyards à se soumettre à Ypsilanti et à leur lire le hattî-shérif de 1802, qui lui est adressé, sur les droits de la cour de Russie (v. Urechia).

Talleyrand écrivait à Sebastiani « L'Empereur ne resti-

tuera Varsovie et Berlin, s'il doit les restituer, que lorsque la Porte aura recouvré la Moldavie et la Valachie (1806).

Le chargé d'affaires de Turquie à Vienne, Arghiropulo, était une créature des Morusi et des Ypsilanti et conséquemment dévoué à la Russie.

Napoléon adresse une nouvelle lettre à Sélim à laquelle le général Michelson réplique par un manifeste aux autorités musulmanes où ils peuvent lire dans leur propre langue la déclaration suivante : « La véritable intention de Bonaparte est de se rendre maître de l'Empire d'Orient ». Qui oserait soutenir que Napoléon ait eu en vue les intérêts des principautés ? Tilsitt n'est-il pas là pour répondre ? Et pourquoi les Phanariotes se seraient-ils fiés à une puissance venue de loin et dont les établissements en Orient ne pouvaient être que précaires ?

Dans une contre-réplique, Sébiastiani écrit à Talleyrand : « Le véritable but de la marche de l'armée russe en Moldavie et en Valachie me paraît d'être d'insurger ces deux provinces, de se réunir aux Serviens et aux Monténégrins, de faire révolter la Morée et les îles de l'Archipel ; en un mot de faire prendre les armes à toute la population grecque pour chasser les Turcs de l'Europe » (1806). A qui la pomme ? à la Russie ou à la France, voilà toute la question de 1806 à 1812 ; pourquoi donc tant accuser Morusi d'avoir voulu la donner à la Russie ? pourquoi donc eut-il préféré l'une à l'autre ? et en somme n'a-t-il pas opté pour le parti le plus sûr ? Ce

qu'il a voulu ce n'était pas l'assujettissement des Principautés aux Russes — il n'y avait aucun intérêt — mais au contraire leur indépendance moyennant un protectorat russe et l'hérédité dans sa famille. Est-ce donc si coupable ? Les boyards non Phanariotes n'avaient-ils pas fait de même autrefois ? La Turquie seule était en droit de demander compte à Mourousi de sa conduite. Ministre de la Porte il aurait dû n'agir que dans son intérêt. Mais cet intérêt était-il que les Principautés échussent à la France ?

En 1807 Mourousi charge Jean Ghika, un Grec albanais (1), de se rendre auprès du prince de Bénévent et de l'Aga de Frangopoulo, comte palatin, son envoyé à Vienne, afin de protester de ses bonnes intentions à l'égard de l'Empereur et pour déclarer qu'il est prêt à se mettre à la tête de 20.000 hommes, entretenus à ses frais, ce qui ne manquera pas de rendre formidable la confédération du Danube (lettre d'Andréossy). Cette dernière phrase confirme nos précédentes assertions, en même temps qu'elle résume tout ce que voulait Mourousi. Pour arriver à son but il se serait rallié en fin de compte à la France, mais en la comparant à la Russie de quel côté la balance penchait-elle ?

Le métropolitain Dosithée Fileto que nous avons vu attaché à la Russie, demanda aussi en 1807 comme Mou-

(1) Nous avons déjà signalé la présence en Moldavie de ces Ghika. Ils ne paraissent pas se rattacher à la famille de ceux qui ont joué un rôle connu de tous.

rousi, la protection de la France; il écrivit à Sébastiani pour lui faire savoir qu'il se considère comme sujet du roi d'Italie car, quoique né à Janina, il est originaire de Zante (1) l'une des îles Ioniennes (2).

Nous avons donc deux rangées de princes face à face : les Sutzo-Callimaki et Handjery amis de la France et les Mourousi, les Ypsilanti qui sont ses adversaires (3). Mais ces deux derniers poursuivaient le but que nous avons indiqué plus haut et dont témoignent les termes de la lettre suivante adressée par le consul anglais Summerer à Arbuthnot « Ypsilanti attend les députés serbes. Dans ce cas la Bessarabie, la Valachie, la Moldavie et la Servie seront soumises sous un seul chef. Les Serbiens ont un attachement particulier pour Ypsilanti qui a travaillé beaucoup en leur faveur ». Ypsilanti et Mourousi ayant donc le même but devaient chercher des appuis différents : Mourousi resta dévoué à la Russie; Ypsilanti passa à l'Autriche et le métropolitain Dosithéos fit comme lui (4).

Budberg ministre des affaires étrangères de Russie, écrivit au grand vizir que la Russie serait disposée à se

(1) Déjà, en 1798, Fleury considérait les Corphiotes comme Français. Un conflit s'était même produit à ce sujet entre Pasvant et le Prince de Moldavie.

(2) En effet, il obtint l'indigénat français et un passeport qui d'ailleurs, ne lui servit pas à grand'chose (V. N.-D. Popescu, Calendar pentru toti, 1897, p. 43).

(3) Aussi accuse t-on Sébastiani d'avoir contribué aux tourments d'Ypsilanti et de son gendre Mano.

(4) Le caïmacam Warlaam rend responsable le métropolitain, le vieux Bano Ghika et son gendre Floresco de leur fuite, à Brashov.

relâcher sur les points secondaires mais qu'elle était inébranlable quant au maintien des privilèges aux principautés. En réponse Napoléon écrivait à Sélim le 3 août 1807, deux mois après la boucherie d'Eylau « Ici (à Ostende) on m'a proposé la paix. On m'accordait tous les avantages que je pouvais désirer mais on voulait que je ratifiasse l'état des choses établi entre la Porte et la Russie par le traité de Sistov et je m'y suis refusé. J'ai répondu qu'il fallait qu'une indépendance absolue fut assurée à la Porte ».

Evidemment parce que tel était l'intérêt de la France ennemie de la Russie ; et comment s'étonner que les Mourousi soient arrivés à corrompre Mustapha Baïractor. Les Turcs devaient-ils se laisser séduire par les belles promesses de la France ? Que devinrent-elles après Friedland (14 juin) ? Elles aboutirent aux négociations de Tilsit où la Russie abandonnait la neutralité pour nuire à l'Angleterre, où la France abandonnait la Suède et la Turquie. Il y fut question du partage de l'Empire ottoman dont Napoléon voulait tout à l'heure assurer l'entière indépendance. Le projet comportait l'abandon à la Russie de la Bessarabie avec la Moldavie, la Valachie et la Bulgarie jusqu'aux Balkans ; la France prenait l'Albanie, la Thessalie jusqu'à Salonique, la Morée et Candie enfin l'Autriche devait se contenter de la Bosnie et de la Serbie ; quant à Constantinople et à la Roumélie, elles restaient turques, Napoléon n'ayant pas voulu les céder à Alexandre moyennant l'Archipel et l'Égypte.

Que firent les Phanariotes? Ils résistèrent parce qu'il n'était pas de leur intérêt que les principautés fussent englouties. On les accuse bien durement du mal qu'ils ont fait, pourquoi ne pas leur rendre justice quand ils ont fait du bien? Je n'ignore pas que ce ne sont pas eux qui ont créé les circonstances, mais il leur appartient d'en avoir su tirer parti. Ils l'ont fait avec profit pour le sentiment national, non pas, je le répète, par patriotisme, mais dans leur propre intérêt qui a toujours coïncidé sur ce point avec celui des principautés!

Les années 1808 et 1809 virent la Turquie agitée par le Nizam Djedid de Sélim III qui lui coûta le trône en 1807. Il fut remplacé par Mustapha IV qui l'avait fait étrangler. Le Baïraïktar à son tour fit arrêter Mustapha, homme grossier qui subissait l'influence de deux Arméniens : un certain Pogor, ci-devant agent de divers princes, et le banquier Manucci. Il fit monter Mahmud II sur le trône.

Les conférences d'Erfurth en septembre 1808 furent un triomphe pour la Russie ; Napoléon qui voulait faire de cette puissance l'épouvantail de l'Autriche consentit à ce qu'elle occupât les principautés (Correspondance de Napoléon et de Caulincourt). Il laissa faire les Russes et gagna les victoires d'Aspern et d'Essling (21 et 22 mai 1809).

Aussitôt (janvier 1809), l'Angleterre occupa les Dardanelles avec l'assentiment de la Porte qui n'avait plus

rien à espérer de la France et après avoir demandé, sans résultat, à Pozzo di Borgo, que la Russie respectât ses droits, la Turquie entra en campagne.

Quant à la Prusse son rôle en Orient était fini ; ses dernières relations furent celles de Frédéric-Guillaume III avec Ypsilanti, en 1803 ; elle n'aura plus de ce côté que des intérêts commerciaux.

Après Erfurt, Napoléon avait essayé de prendre au sérieux son rôle de médiateur et Senft de Pilsach pouvait écrire au roi de Prusse. « Tout le monde est ici convaincu que l'armistice sera conclu formellement un de ces jours entre les Russes et les Turcs par le sieur Lascahoff... et Galib Effendi ; l'un des frères Morusi l'accompagnait et l'autre avait le dragomanat de la Porte,..., et le colonel français Guillemot se trouvent rassemblés à cet effet à Slobozia (Valachie) ». D'autres conférences s'ouvrirent à Yassi sans plus de résultat, la Russie voulant tout prendre et la Turquie tout garder. Après l'ultimatum de Paskévitch la guerre recommença. Quant à l'Autriche depuis Wagram (6 juillet 1809) elle ne cessa de jouer un double jeu vis-à-vis de la Russie et de la Turquie. Ypsilanti était son agent en Serbie « Nous ne pouvons sauver la Turquie écrivait Metternich, il faut donc aider à la partager ». Depuis 1772 combien les sentiments avaient peu varié.

Pendant toute la campagne qui va suivre, on verra Mourousi s'appliquer à faire croire à la Turquie qu'elle n'a aucun aide à espérer de la France et cela dans le but

que nous lui connaissons. Latour-Maubourg, nouvel ambassadeur de France, était chargé de faire comprendre aux Turcs qu'ils ne perdaient pas beaucoup en cédant les principautés. Il demanda que Rallis, l'agent de Mourousi à Paris fut chassé. Ces deux points sont très importants à noter si l'on veut apprécier à sa juste valeur la conduite de Mourousi car si la paix de Bucarest fut conclue au détriment des principautés, c'est parce que le plan de Mourousi ne s'exécuta pas et que la Russie fit semblant de renoncer à ses prétentions sur ces provinces dont elle s'annexa pourtant une partie.

En 1808 l'Empereur Alexandre fit destituer Ypsilanti qui était ami de l'Autriche et Cuhsnicov fut placé à la tête des principautés. Deux partis s'y formèrent, l'un tout dévoué à la Russie et dont faisait partie avec l'évêque de Buzéo, Constandios Philetis, beaucoup de boyards, tels que Samurcas caïmacam de Craïova, qui reçurent d'Alexandre la croix de son ordre ; l'autre qui défendait les intérêts des sujets autrichiens auxquels les Russes voulaient retirer le privilège dont ils jouissaient sous les Turcs, parce que, prétendaient-ils, les principautés avaient été incorporées à l'empire russe. Dans ce parti nous trouvons l'archevêque grec, Dositheos Philétés, qui tint, à cette occasion, une conduite vraiment patriotique (v. Urekia). Le feldmaréchal Roumiantsoff avait chargé le vistir Varlaam, le bano D. Ghika, Philippesco et le métropolitain de surveiller le Divan (1) ce dernier s'y refusa. Un

(1) Le divan souverain lui-même était composé du métropolitain,

an après, il fut saisi et conduit à Kiew où Ypsilanti se trouvait déjà, mais cet acte de violence ne put être exécuté sans trouble. « L'arrestation de l'archevêque qui était impliqué dans l'affaire du Prince Ypsilanti, a excité le mécontentement du peuple » dit un rapport du temps, et Banffy, dans une lettre (Hurmuzaki, t. X), demande si l'on ne doit pas voir la cause de la déposition de l'archevêque dans la protection qu'il accorda aux sujets autrichiens.

Halet Effendi déclamaient contre l'ambition de la France. N'avait-elle pas trahi la Turquie ? Il fit trancher la tête au drogman Soutzo qui lui était dévoué tandis que les Princes Soutzo et Callimaki attendaient toujours à Rustchuck qu'une victoire de Napoléon sur les Russes leur permit de rentrer dans leurs principautés. Quant à Michel Mano, il s'adressa à Napoléon et lui demanda pour son cousin Soutzo « un coin de terre dans une partie du monde ». L'Empereur écrivit lui-même plusieurs fois à

de son neveu Constandios évêque de Buzéo qui, à cette occasion, construisit près de son évêché un hôpital pour 50 blessés, des grands boyards Philippesco, Rallis et Vacaresco. Ce divan « gleichsam die höchste Instanz in Rechtsachen sowie in den Regierung geschäfte bildete ». Le métropolitain fit nommer, parmi les secrétaires, son neveu Radoukano Philitis. Les hautes charges furent confiées aux grands boyards nationaux : Cretzulesco, Rodolphe et Georges Slatiano, Comaniano, Vacaresco et Racovitza. Le grec Emmanuel Lahovary prit la direction des établissements de bienfaisance et autres nombreuses fondations des boyards. Le gouvernement de la petite Valachie appartint successivement à Samurcassy, Nicolesco et Lahovary.

ce dernier, car il importait de donner des marques de considération et de faveur à un Grec qui, presque seul, était favorable à la France.

Les Morusi aidaient aussi l'Angleterre contre la France et nous savons à ce sujet que Tipaldo, médecin militaire aux Sept-Iles, annonçait en 1809 que Fergusson avait dit aux habitants d'Ithaque que s'ils voulaient jouir de la protection anglaise, ils n'avaient qu'à massacrer les Français qui se trouvaient dans leur île et que M. Adar avait gagné à ce projet un Corphiote appelé Dendrino (*v. journal officiel* de 1809). On ne peut assez s'indigner de manœuvres aussi sauvages mais, étant donné le caractère anglais, la France ne pouvait en être étonnée car toute son action tendait à exclure l'Angleterre du continent.

Les Russes avaient gagné beaucoup de victoires sur les Turcs, mais leurs rapports avec les Français devenaient de plus en plus tendus : le blocus continental, les affaires d'Oldenbourg et de Pologne y contribuaient également, les zélateurs d'une guerre future contre la Russie se répandaient en Turquie et encourageaient les Ottomans. Pour surcroît de malchance, les Russes furent battus à Slolozia et l'Empereur dut ordonner à Kutusoff de signer la paix à tout prix. Hamid Effendi, assisté de Mourousi, vint à Bucarest dans ce but en 1811 ainsi que le rapporte le consul baron von Schladen au roi de Prusse et la Russie se fit représenter par Italinsky, Sabanier et Fonton. Le rôle de ces négociateurs qui allaient traiter sous le coup d'une défaite se présentait comme

fort ingrat lorsqu'ils eurent la chance de voir Kutusoff prendre une éclatante revanche sur les lieux mêmes où il avait été battu. Malgré cette victoire la Russie se voyait forcée de diminuer ses exigences ; elle déclara se contenter du territoire compris entre le Dnieper et le Sireth. Mais ces concessions ne semblaient pas de nature à faciliter beaucoup les négociations, car la Turquie manifestait à M. de Hubsch, l'envoyé du Danemark et à M. de Verther, l'envoyé de la Prusse, l'intention de ne pas signer de paix contraire à sa dignité. Ledoulx communiquait ces pourparlers à Otto de Morloy l'envoyé de France à Vienne.

Si l'on en croit un rapport de Ledoulx, Alexandre fut un moment sur le point de rendre à la Turquie tout ce qu'il avait conquis sur elle pourvu que cette puissance consentît à s'allier avec elle et avec l'Angleterre. « M. Bulgakow, dit-il. l'aurait confié à l'ex-grand vestiar Varlaam, son ami intime ». Le vestiar actuel, Jean Mosco, était aussi le protégé de la Russie : elle lui avait affermé le privilège exclusif du transport des marchandises de Bucarest en Turquie. Cependant les négociations se poursuivaient sans autre résultat que d'augmenter la méfiance des Turcs et Galib effendi ne cessait de se plaindre de la perfidie des Russes. Alexandre, comprenant donc qu'il ne pourrait entraîner la Turquie dans son alliance avec l'Angleterre, demanda fermement la cession du territoire jusqu'au Sireth et Wolkonski fut chargé de présenter un ultimatum en ce sens.

Les drogmans de la Porte étaient changés à chaque instant : Bibika Rosetti, Michel Handjery, Arghiropulo Aristarki (1) occupèrent successivement cette charge importante ; on aurait dit que les Grecs sentant leur règne finir voulaient goûter chacun une dernière fois les douceurs du pouvoir. Ils désiraient aussi que la Serbie fut érigée en principauté comme la Moldavie et la Valachie, ce qui aurait constitué un trône de plus pour leurs familles. En 1816, un Allemand, Gross, et un Français, Dubaire, s'occupèrent aussi de l'indépendance des principautés probablement pour leur profit. Quel imbroglio !

En 1812 tout favorisait la Russie (2). Bernadotte se

(1) « Ο πατρις του Σταυρακη ελθων εις Κωνσταντινουπολιν εξ Αρμενίας εξ επαυθεντι του υιου αυτου υπο του λογαδου οστις καθ'ην ηχε συνθηκαι να διδη εις εκαστου των μαθητων του ανα εν επονοματι ωνοματευ αυτου Αρισταρχην »

(Stamatiadès, Βιογραφια Ελλήνων των μεγάλων διεραμενων).

(2) « Pour la première fois, écrit M. Eliade, la nation grecque se vit d'accord avec les hospodars phanariotes. Le czar Alexandre apparaît à ses yeux comme le vainqueur de Napoléon, le libérateur des peuples, le pacificateur de l'Europe vers qui se tournaient tous les regards ».

Langéron écrit en 1827 : « J'ai eu l'explication de cette énigme (la paix de Bucarest)..... Les princes Grecs du Phanar émigrés à Odessa en 1821 m'ont appris que cette paix était leur ouvrage.... ils avaient craint de voir Napoléon réunir plus de chances pour anéantir notre puissance et ensuite celle du croissant car ils savaient très bien que son intention était d'ajouter à la ruine de la Russie celle de la Turquie. Dans ce cas prévu, ces bienheureuses principautés de Moldavie et de Valachie objet constant des vues des Phanariotes..... eussent cessé d'alimenter leurs familles ». Ajoutons : eussent cessé de figurer sur la carte d'Europe. Voilà la raison de l'opposition acharnée faite par les Phanarotes à Napoléon I^{er}.

détachait de Bonaparte et l'envoyé de Suède, Pallin, de concert avec Horn, agent de la Prusse, pressait la Turquie de signer la paix. Le roi de Prusse, au moment où il fournissait à Napoléon un contingent contre la Russie envoyait à Alexandre M. de Knesbeck, pour l'assurer de son dévouement. A Constantinople, l'envoyé français, Andréossy, essayait en vain d'entraîner la Turquie ; il aurait voulu que l'Empire russe fut envahi partout à la fois. « Le Prince Morusi, écrit-il, est la cheville ouvrière des Russes, il est d'une activité incroyable ». Ce prince en effet faisait courir d'une part la nouvelle de la signature de la paix entre les Turcs et les Russes pour tranquilliser les Roumains et d'autre part, il déclarait à la Turquie que l'Autriche restait neutre et n'aidait donc pas la France contre la Russie. Lorsque Tchitchakoff arriva à Bucarest, Kutuzoff avait déjà signé les préliminaires de la paix ; le traité lui-même fut signé le 28 mai 1812, quatre mois avant la bataille de Borodino qui a été livrée le 7 septembre. La Russie se contenta de la Bessarabie. Dans cette affaire, la conduite de Morusi fut la même que celle de Ghika en 1775, elle nous présente donc les mêmes motifs de ne la point incriminer.

C'est en décembre 1812 que J. Caradjé fut nommé Prince de Valachie. Pour qui se souvient de l'inimitié existant entre lui et les Ypsilanti, sa nomination doit paraître inexplicable dans un moment où la Russie n'avait plus à craindre la France.

« Les Russes, dit M. Xenopol, connaissaient la pâte

flexible dont étaient pétris les Phanariotes ». Mais cette pâte allait être modelée par d'autres mains que les leurs. Nous en sommes informés par le Comte Prokesch Osten fils, qui, dans sa préface aux lettres du Chevalier de Gentz aux Hospodars, s'exprime ainsi : « Guidé par le pressentiment des profondes réactions qui se préparaient à la suite de la catastrophe subie par Napoléon et aussi par l'arrogance du consul de Russie (voir Ledoux à Otto 1813). Le Prince J. Caragea... sollicite la faveur d'entrer en rapports directs avec le cabinet de Vienne (1)... M. de Metternich prévoyant les avantages qu'un pareil rapprochement présenterait dans l'avenir accueillit favorablement ces ouvertures et chargea M. de Gentz de se mettre à la disposition de l'Hospodar ».

(1) Caradjea avait dans cette ville deux agents Bellio et Rasty. En 1814, il les envoya « espionner » à Paris (Ledoux à Talleyrand, le 14 août 1814).

CHAPITRE V

FIN DU RÉGIME PHANARIOTE

Le traité d'alliance entre la France et l'Autriche, du 14 mars 1812, art. 6, garantissait l'intégrité de la Porte ottomane comme un des contrepoids essentiels dans l'équilibre général de l'Europe... « loin de jamais souffrir que la Russie y porte la moindre atteinte, dit un rapport de février 1814... il (Napoléon) ne craindrait pas de se brouiller avec cette puissance ». (Lettre de fév. 1814). D'autre part le cabinet de Londres, sans toutefois compromettre ses rapports avec la Russie, revenait enfin à sa prédilection exclusive. Voyant que les actions de la Russie baissaient sur le marché de l'Europe, Caradja écrivait à Talleyrand « l'attachement que l'on me connaît pour la France amie et alliée naturelle de la Sublime Porte est je le puis dire l'opinion établie sur la constance de mes principes... ». Mais ces belles déclarations ne trompaient pas Ledoux. Aussi, en 1816, réussit-il à faire nommer de Formont à la place de Duval qui avait trop de confiance eu Caradja.

Après Waterloo et pendant toute la durée du congrès de Vienne, les rapports de Gentz et de Caradja furent très intimes et ce ministre insistait auprès de l'Hospodar pour obtenir que la Porte fasse connaître au congrès ses désirs. Après beaucoup d'hésitation Caradja demanda que la Bessarabie fut rendue. « Le Prince de Metternich, répond Gentz, est pleinement convaincu que toute tentative d'engager la Russie à rendre à la Porte le territoire qu'elle lui a arraché pendant la dernière guerre serait aujourd'hui, inutile et déplacé ». En dehors de cela, la Russie assure tout le monde de ses intentions pacifiques (lettre d'oct. 1815) et promet beaucoup sauf à se réserver le plus possible.

La Prusse d'ailleurs se montrait hostile à de nouveaux projets russes ; Senft de Pilsach rapporte que la Russie voulait remplacer Caradja à cause de ses rapports avec Gentz, le baron de Stürmer agissait contre lui et il eut à ce sujet un démêlé fort vif avec l'internonce Fleischhackel. La Russie regrettait évidemment la décapitation de son dévoué Mourousi.

Comme Caradja se faisait l'écho des protestations turques contre l'occupation des îles Ioniennes par les Anglais, Gentz lui répond que le voisinage de l'Angleterre doit être plus agréable à la Porte que celui de l'Autriche, qu'elle y doit voir une garantie pour son intégrité (1) et que la Turquie a eu tort de traiter avec peu

(1) Il en sera de même lors de l'occupation de Chypre en 1878.

de délicatesse M. Liston, l'envoyé anglais. La Suède (proclamation de juin 1816) et la Russie font aussi à la Porte des déclarations pacifiques il y a pourtant en ce pays un parti belliqueux dont Ypsilanti fait partie et que la Turquie alimente par son obtination relative à la conservation de quelques places sur la mer Noire. Alors la Russie, feignant l'indignation, déclare par la bouche du baron Strogonoff que c'est elle qui est frustrée et quelle est en droit de se plaindre le traité de Bukarest n'ayant pas été fidèlement appliqué par la Sublime Porte. Le porte-voix de la Russie demande donc Vieux Kilia sur le Danube, à titre d'indemnité. Et malgré tant de prétentions, la Russie avait l'impudence de déclarer très haut que toute idée belliqueuse lui était étrangère (lett. de fev. 1817).

En Moldavie (1), un impôt levé par Charles Callimaki donna naissance à une vive altercation entre Strogonoff et le Reis Effendi.

Un Prince mal vu de la Russie ne pouvait longtemps se maintenir, aussi Caradja prit-il le parti de s'enfuir en Italie avec ses gendres Arghiropoulo, Vlahutzi, Sutzo et Maurocordato (1818); le consul d'Autriche et l'inter-nonce Lützow paraissent avoir facilité sa fuite. Mais la malveillance russe n'était pas la cause unique de cette

(1) Il n'y a point, écrit Parrant, d'esprit public en Moldavie.... Les Russes se sont emparés dans ce pays de tous les esprits... » Plus bas il reconnaît qu'il existe une petite place pour les idées de la Révolution française. En 1816 le consul russe Pini délivrait au grand vornik Sturdza un brevet de bonne conduite !

évasion. Carajea avait encore d'autres sujets de crainte car il avait entretenu des intelligences secrètes avec les hétaires grecques et s'était de plus en plus attiré des haines sourdes à Constantinople en refusant de quitter le trône au bout de trois ans de règne. Les Turcs avaient en effet compté sur sa démission pour éluder l'obligation de maintenir les hospodars pendant sept ans, qui leur avait été imposée par la Russie. Charles Callimaki n'opposa point de semblable résistance, il signa son abdication au grand mécontentement de Strogonoff qui suscita aussitôt des difficultés de toute sorte.

La Porte qui, tout en bénéficiant de la circonstance, ne voulait pas paraître dans son tort vis-à-vis de la Russie n'était pas sans embarras. Elle se demandait comment il fallait qualifier la vacance du trône pour ne pas éveiller les susceptibilités. Fallait-il dire que Carajea avait abdiqué ou pouvait-on aller jusqu'à dire qu'il avait été destitué ou seulement remplacé ?

Lequel de ces termes était le plus conforme aux droits de la Russie (1) ? Les Suzzo profitant de l'occasion offraient à Strogonoff un demi-million s'il voulait les soutenir : Alex. Soutzo fut en effet nommé en Valachie et

(1) Le roi de Suède écrivait au czar : « En effet, Sire, ne faudrait-il pas déplorer l'abîme du malheur où seraient à l'avenir plongés les peuples et les gouvernements du second et du troisième ordre si la force s'élevant au-dessus des principes sacrés de la raison et de la justice, voulait se croire autorisée à remplacer le droit des gens ». On dirait par le ton et le résultat, les conférences sur la paix de nos jours.

Strogonoff fit même ajouter à son règne les huit mois restant du règne de Caradjea. A peine nommé Soutzo provoqua le mécontentement du Divan de Bucharest par ses exigences financières ; l'évêque de Buzéo, Constandios Philétès osa résister énergiquement. Mais, par crainte de l'Hospodar il dut se réfugier d'abord à Mehadia où il fonda une église puis gagner Kiew où l'empereur Alexandre lui fit une pension.

En 1819 Michel Soutzo fut nommé prince de Moldavie ; aussitôt des troubles se produisent aussi dans ce pays et l'on espère en vain que les caïmacans Rizo et Mano rétabliront l'ordre.

La même année la Porte, dans le but d'apporter quelque tranquillité dans la vie des malheureuses principautés, fit un règlement pour que les Hospodars ne fussent plus choisis que dans les familles Soutzo, Callimaki et Morousi, les autres devant toutefois recevoir une indemnité. Tous les Grecs du Phanar étaient obligés de se ranger dans le parti de l'une de ces trois familles.

Gentz écrivait à Alex. Soutzo en mai 1820 : « les questions qui regardent les principautés, la Serbie et les indemnités de guerre n'ont été de tout temps et ne sont encore que des hors d'œuvres adroitement mis en avant pour compliquer la situation ; le seul et véritable objet de la négociation a toujours été l'exécution de l'article 6 du traité de Bucarest relatif au littoral d'Asie... » C'est pour applanir cette difficulté que Nisandji Effendi, Hamid Bey et Charles Callimaky furent nommés plénipo-

tentiaires de la Turquie. Si à cette question nous joignons les agitations d'Ypsilanti et de l'Hétairie que nous avons vue se former, et la part que le prince de Moldavie y prenait, nous possédons les deux causes des discussions et des guerres qui devaient bientôt surgir. Mais nous touchons à la fin de notre tâche, Alexandre et Michel Soutzo furent en effet les derniers princes phanariotes.

En 1821 le mouvement révolutionnaire provoqué par les Grecs eux-mêmes dans les principautés, en faveur de leur patrie, servit à éveiller le sentiment national des Valaques et des Moldaves qui demandèrent à la Porte des souverains pris dans leur sein.

Disons, en terminant, que le Valaque Vladimiresco, qui se mit à la tête du mouvement national était, à ce que rapporte le chroniqueur roumain Aricesco, un homme simple et grossier, créature du grand vornik Démétrius Bibesco ; qu'il avait été le cirak, c'est-à-dire le domestique de l'évêque grec Ilarion Ghiorghiadis d'Argesh (1) qui en avait aussi fait son disciple ; et que cet évêque s'était jadis trouvé dans la même situation auprès de l'archevêque grec Dosithée Philétés dont il avait appris

(1) En effet M. Eliade écrit d'Ilarion : « C'était l'évêque le moins pontife qu'on se puisse figurer... Le métropolitain Dosithée lui avait appris jadis le français, et c'est au commerce des auteurs français qu'il doit tout ce qui constitue sa personnalité... ses idées libérales étonnent les boyards », et il ajoute : « Les amis de la France étaient plus nombreux à Bucarest où les boyards comme le hano D. Ghika et Brancovano donnaient le ton ».

tout ce qu'il savait. C'est auprès de ce philanthrope, nous apprend encore Aricesco, qu'Ilarion avait puisé ses idées libérales et, lorsqu'au moment de la révolution de 1821, il oublia les enseignements de son maître, ce fut Dosithee qui, vieux et retiré du monde, vint les lui rappeler.

CONCLUSION

Ceux qui auront eu la patience de nous suivre à travers le chaos des faits et les méandres de l'action politique auront pu constater que l'existence des principautés a toujours été précaire

C'est seulement en 1856 qu'elles ont pu obtenir des garanties d'indépendance, consacrées par les clauses du traité de Paris.

Jusqu'à cette date, elles ont vécu sous la menace constante de l'absorption par les grandes puissances voisines sans pouvoir compter sur la protection des autres qui se tenaient prêtes à les sacrifier moyennant compensation.

Il est vraiment curieux de suivre les péripéties de la lutte que ces petits peuples ont supportée avec une si courageuse ténacité et de noter au passage les circonstances accidentelles auxquelles ils sont redevables de n'être pas morts. S'ils n'ont pas succombé c'est, avant tout, parce qu'il leur a été possible de manœuvrer entre les puissances et de neutraliser les ambitions de chacune par les convoitises des autres.

Mais il est encore plus curieux de constater qu'ils

ont rencontré leur principal élément de conservation dans la résistance de l'ennemi même dont ils ont toujours énergiquement poursuivi la destruction et que, de plus, c'est par les mains des Phanariotes qu'ils ont été dirigés dans une voie de préservation.

Les Spartiates, priant les dieux, ne spécifiaient jamais l'objet de leur désir, car ils savaient que souvent c'est ce que l'homme a le plus ardemment convoité qui devient la source de ses malheurs. Ils demandaient donc uniquement à ces puissances célestes, presciantes de l'avenir, de leur accorder ce qui leur serait le plus avantageux. Les Roumains sont loin d'avoir pratiqué une telle philosophie religieuse et ils doivent à jamais remercier leur Dieu de n'avoir pas cédé à leurs longues instances; car, s'ils eussent réussi à consommer la chute de leur suzerain ottoman ou même à briser les liens abhorrés qui les enchaînaient à la Turquie, si seulement encore ils eussent pu se débarrasser des princes phanariotes, qui représentaient pour eux le plus cuisant obstacle à leur indépendance, ils eussent été certainement subjugués par les puissances européennes.

Toutes, en effet, tendaient à un remaniement de la carte d'Europe dont elles espéraient tirer profit, mais elles le poursuivaient sur deux termes différents. L'un patent et prenant son point de départ sur l'expulsion des Ottomans et l'autre occulte dont le partage de la Pologne était l'objectif.

Les concupiscences éveillées par l'espoir prochain de

chasser les Turcs d'Europe nous ont été révélées en détail par le projet d'Albéroni dont nous avons plus haut cité les termes. Quelques modifications qu'il eut subi, il n'est pas douteux que le partage des dépouilles eut comporté la radiation de la Roumanie sur la liste des États européens. Mais comme il était moins aisé de renverser l'empire de Constantinople que de démembrer la Pologne, dont une constitution déplorable paralysait les forces, c'est vers cette opération que se sont concentrés les efforts de ceux qui la méditaient et elle devint ainsi le dérivatif des catastrophes qui seraient tombées sur la Roumanie si l'autre projet eut été mené à fin.

Il ne faudrait cependant pas croire que les Phanariotes, en profitant de cette action parallèle, aient été pleinement conscients du service qu'elle leur rendait. Nous avons vu que leur préoccupation constante était la conservation du trône vacillant sur lequel la Porte ne les laissait jamais séjourner qu'un moment. Pour devenir monarques héréditaires ou même seulement princes à vie ils s'efforçaient de capter la bienveillance des États européens. Ils les tâtaient les uns après les autres et se flattaient d'atteindre le but à la faveur des conflits d'intérêts.

Heureusement, pour eux, ils échouèrent, car, si la réussite eut couronné leurs efforts, leur trône redoré à neuf se serait effondré sous eux. Il aurait juste duré le temps nécessaire à organiser l'annexion du pays par la puissance qui les aurait installés.

Mais leurs manœuvres, par cela même qu'elles furent impuissantes à leur procurer un nouveau suzerain, furent d'autant plus efficaces à maintenir à la fois l'existence et l'autonomie relative des principautés. Car, d'une part, en préservant la Turquie de l'anéantissement ils ont empêché celui de la Roumanie qui en eut été la conséquence le jour où les puissances n'auraient plus eu à compter avec la Porte et, d'autre part, en opposant aux visées despotiques du Sultan l'influence de la Russie, de la Pologne ou de l'Empire ils ont maintenu, à l'encontre de ce souverain, l'autonomie de leurs sujets. Et même ils ont su empêcher que ces influences ne devinssent par trop prépondérantes en mettant en jeu, pour les atténuer, les intérêts indirects de la France de la Suède, de Venise et de la Prusse.

Eux seuls se trouvaient en situation de suivre cette politique cauteleuse, versatile et compliquée, non seulement à cause de leur capacité et de leur éducation si supérieure à celle des boyards, mais à cause surtout des conditions de leur pouvoir. Ils étaient assez Turcs pour que ceux-ci considérassent les principautés gouvernées par des phanariotes comme faisant encore partie d'un empire dont ils voulaient maintenir l'intégrité, et ils l'étaient assez peu pour qu'il leur fut loisible d'entretenir avec la chrétienté des relations directes d'où les intérêts ottomans se trouvaient exclus. Il fallait donc pour cela qu'ils pussent compter à la fois sur la confiance du Sultan d'un côté et de l'autre sur un certain esprit de solidarité euro-

péenne que leur religion et leur nationalité grecque autorisait. Car le danger de ces négociations était si considérable que, malgré leur dextérité et leur extrême prudence ils ont dû parfois les payer de leur tête.

En admettant donc qu'on ne leur doive aucune reconnaissance, eu égard au but intéressé qui les faisait agir, il n'en reste pas moins acquis que ces Phanariotes seuls pouvaient utilement jouer ce rôle intermédiaire qui a maintenu l'existence fragile des principautés jusqu'au jour où elles ont rencontré les conditions de leur stabilité.

Le moindre esprit de justice nous commande de ne pas l'oublier.

L'étude qui donne lieu à ces conclusions ne s'étend pas au delà de l'ère phanariote mais la connaissance de cette période, parce qu'elle permet de mieux comprendre la portée des événements qui l'ont suivie nous met en mesure de jeter sur l'avenir un regard instructif. Nous espérons donc que le lecteur ne repoussera pas comme hors-d'œuvre les réflexions suivantes que nous croyons devoir lui présenter avant de poser la plume.

Depuis le traité de Paris, qui en 1856 a soustrait la Moldavie et la Valachie à la protection exclusive de la Russie, ces principautés n'ont cessé d'améliorer progressivement leur situation politique. En 1859 elles se sont unies pour former l'Etat de Roumanie. En 1866 ce nouvel état a pu conquérir plus de solidité et d'éclat par le choix

d'un souverain issu d'une grande famille germanique. En 1877 il a proclamé son indépendance absolue qui a été presque aussitôt reconnue par l'Europe assemblée au congrès de Berlin.

C'est aller vite et bien. Si ce n'est pas encore le grand royaume de Dacie rêvé par J. A. Gr. Ghika, ce n'en est pas moins un très grand succès. C'est la réalisation dans sa partie essentielle des aspirations longtemps déçues et c'est l'espérance entr'ouverte d'arriver à une extension de puissance suffisante pour n'avoir pas à subir la gravitation à laquelle vous astreint toujours le voisinage des grands corps politiques.

Ainsi soit-il !

Mais il y a lieu de mesurer la solidité des résultats acquis, de sonder l'horizon en vue des dangers qu'il tient toujours en réserve et de mettre ainsi les hommes d'état en mesure de les écarter ou surmonter.

Certes ! le cours des événements s'évolue sur la surface du monde suivant des lois impassibles auxquelles nul ne peut attenter. L'action générale suit sa marche d'après l'inclinaison prédonnée des pentes, que l'on ne peut modifier. Qu'une nation disparaisse, que d'autres naissent, que certaines s'agrandissent ou voyent diminuer leur importance, la civilisation n'en a cure. Les modifications incessantes font partie intégrante de sa nature. Elle va à sa destinée à travers la naissance, la vie et la mort des nations aussi bien qu'à travers leurs transformations normales ou malades.

πεντα ρει ! a dit Démocrite.

Pourtant si l'on est contraint de reconnaître que rien n'est immuable et que rien n'est éternel ; qu'en politique, comme en toute chose, l'action de l'homme est dominée par des forces incoërcibles, il n'en est pas moins certain que beaucoup de choses dépendent de sa volonté, de sa prévisions et de sa sagesse ; il n'en est pas moins hors de doute que ceux qui gouvernent peuvent parfois éviter des accidents funestes et assurer ainsi à leur patrie toute la durée et l'expansion que comporte son germe vivant.

Or, la Roumanie a joué de bonheur lorsqu'elle a placé sur le trône un prince dont le cœur, l'esprit et le corps étaient également solides. Les caractères de sa personnalité ne sont point venu donner un démenti aux calculs qui l'avaient fait choisir hors du royaume pour éviter les compétitions et les difficultés qui paralysent l'action d'un prince indigène, sans cesse mis en échec par ses rivaux évincés.

La Roumanie a dû s'applaudir encore lorsqu'elle a pu constater la facilité avec laquelle son souverain a pu s'identifier à sa nouvelle patrie et ses aptitudes à maintenir les bons rapports avec les puissances étrangères car son attitude n'a pas un instant laissé place à la crainte de voir remettre en question ce qui avait été décidé aux congrès de Paris et de Berlin.

Enfin, pour comble de bonne chance ce premier règne n'a pas été interrompu par un de ces accidents qui appellent un successeur prématuré. La longue durée du gou-

vernement de Charles I^{er} de Roumanie est un des meilleurs atouts de ce beau pays. Cette permanence d'un premier souverain eut présenté de très grands avantages même sous un prince inférieur à celui qui règne aujourd'hui ; car, à l'abri des risques que lui font courir les changements de direction, un État se consolide et le contre-coup des luttes étrangères ne l'atteint pour ainsi dire point. Le chemin qui conduit une nation à l'accomplissement de sa destinée, lorsqu'il a été tracé, par une main ferme dans la direction favorable, lorsqu'il a été soigneusement aplani et désobstrué ne peut manquer d'être suivi par les successeurs de celui qui en fit l'ouverture et les bienfaits d'un long règne initiateur sont généralement acquis pour un long avenir.

On peut donc sans viser au rôle de prophète affirmer que la Roumanie se trouve aujourd'hui dans les meilleures conditions de durée et de développement, mais il n'en est pas moins utile de prévoir les événements qui, dans un temps que l'on a toute raison de supposer lointain, peuvent ramener les dangers dont on se sent actuellement à l'abri.

Or, parmi ceux dont la menace est notoire, il en est un qui fondrait sur la Roumanie le jour où l'empire ottoman s'écroulerait.

Cette éventualité, que nul ne considère en Europe sans une sourde inquiétude et que les nations les plus convoiteuses d'une portion d'héritage s'efforcent sans cesse de reporter à une échéance indéterminée, peut

s'ouvrir inopinément, et le jour où elle s'ouvrirait l'existence de la Roumanie serait compromise.

Il y a donc lieu d'examiner s'il est possible de parer à ce danger, de voir s'il peut être supprimé ou tout au moins détourné.

Analysons donc sous toutes leurs faces les divers modes dans lesquels il pourrait se produire.

Si, au moment de la catastrophe, c'est la puissance russe qui se trouve en mesure de mettre la main sur le sceptre de Stamboul deux hypothèses se présentent : ou bien elle prendra, du même coup, possession de la péninsule des Balkans, ou bien elle sera forcée d'y laisser établir d'autres grandes puissances envahissantes, mais, dans les deux cas, la parque aura tranché le fil des destinées roumaines. Car si la Russie est empêchée d'occuper entièrement la péninsule, il n'en sera pas moins indispensable de lui concéder un territoire qui puisse servir de passage et de trait d'union entre ses possessions actuelles et sa nouvelle province et le pays le mieux désigné à cet effet par sa position géographique, c'est évidemment la Roumanie.

La situation ne serait d'ailleurs pas meilleure, si au lieu de descendre du Nord, le futur dominateur du Bosphore s'avancait de l'Ouest. Il ne lui serait, en effet, pas possible de refuser des compensations dans la péninsule balkanique, et celle de la Russie est encore ici tout indiquée. Cette puissance reculerait sa frontière sinon jusqu'au Balkan, tout au moins jusqu'au Danube, incorporant encore la Roumanie à ses domaines.

Et ce mode de compensation, qui consiste à reporter au Sud la frontière russe jusqu'au Balkan ou au Danube, s'imposerait encore si le trône de Byzance, échappant aux grands voisins du nord et de l'ouest, devait être occupé par un prince, choisi dans une des grandes familles européennes, par l'accord des puissances.

Ainsi dans ces trois hypothèses, et la situation ne nous paraît pas en comporter d'autre, les petits États de la péninsule sont condamnés à l'annexion par leurs grands voisins et ils ne peuvent pas compter sur la protection des puissances éloignées, payées qu'elles seront d'avance pour ne la point accorder.

Leur salut ne peut donc venir que d'eux-mêmes. Ils ne seront respectés que s'ils peuvent opposer une résistance formidable et ils n'en sauraient trouver d'autre moyen que l'union de tous pour la défense de chacun.

Leur fédération intime et complète est la condition *sine qua non* de leur existence.

Si cette fédération existait à l'heure actuelle on peut dire que la question d'Orient ne serait plus une question. Le Turc serait assuré de demeurer à Constantinople jusqu'à complet épuisement de vitalité et, s'il tombait un jour ainsi qu'un arbre vermoulu, c'est encore l'État fédéral qui serait le mieux à portée de s'annexer les populations du territoire byzantin.

Par malheur si rien n'est plus nécessaire, et si rien n'est plus aisé en théorie, que cette combinaison, — qui, en mettant un terme aux convoitises assurerait pour des

siècles la tranquillité de l'Europe, — il faut avouer que rien ne semble moins pratiquement réalisable.

La raison l'impose mais les passions la repoussent :

Video meliora, proboque, deteriora sequor.

et l'établissement d'une fédération rencontre autant d'obstacles chez ceux qui ne peuvent, ce semble, attendre leur salut d'ailleurs, que chez les puissances pour lesquelles une guerre de partage présente des risques d'une insondable profondeur.

Ainsi va le monde !

Et maintenant voici l'examen des obstacles :

Les populations vivant sur la péninsule sont affectées d'un sentiment de particularisme qui paraît irréductible.

Que si cet état d'esprit venait à céder, devant l'imminence du péril, l'accord serait encore pour ainsi dire irréalisable quand se poserait entre ces petits Etats, la question d'hégémonie.

Qu'enfin, si ces deux difficultés se trouvaient résolues, la fédération n'en serait pas moins impossible, car elle serait entravée, combattue et finalement empêchée par les puissances européennes.

Elles ne souffriraient pas qu'on vint ainsi murer la porte des espérances. Chacune consent bien à retarder indéfiniment l'action, pourvu qu'elle conserve ses chances. Elles vivent dans l'attente et l'inquiétude mais elles sont habituées à ce fardeau. D'ailleurs elles se bercent d'illusions.

Elles essayent de se persuader que les risques dont

cette aventure est grosse pourront s'atténuer avec le temps, ou à l'occasion de quelque hasard favorable. En tout cas, la proie est trop séduisante pour permettre le renoncement. Pas une, d'ailleurs, ne pouvant le supposer sincère chez les autres, il revet aujourd'hui l'aspect d'une duperie.

Tant de motifs sont écrasants n'est-ce pas ? Et il n'en faudrait pas tant pour faire enfermer le projet d'une fédération balkanique dans un hospice d'aliénés.

Pourtant nous ne sommes pas convaincus.

Le temps est galant homme. A la stupéfaction de tous il inverse parfois une situation et l'on voit alors les termes dissidents concorder à merveille. Le malheur, d'autre part, est un grand maître et il est assez coutumier d'apparaître. Dès lors pourquoi nous serait-il interdit d'espérer, qu'après bien des épreuves, l'idée d'une fédération pourra s'imposer dans les esprits balkaniques et que sa réalisation sera favorisée par les puissances ?

Ferrari a observé, sur tout le champ de la civilisation, que chaque fois qu'une nation s'unifie, sa voisine se décentralise ; que cette influence d'une de ces formations sur l'autre est inconsciemment subie et il en voit les causes dans l'instinct de conservation opposé à celui de conquête,

Il est en effet certain que si deux nations voisines subissent à la fois la poussée des passions conquérantes elles devront anéantir les groupements provinciaux et concentrer étroitement, sous l'administration d'un seul chef,

la totalité des forces nationales car elles ne sauraient sans cela se trouver en un même instant, disponibles et mobiles.

Mais alors il devient inévitable que ces deux peuples se précipitent au plus tôt l'un sur l'autre pour supprimer le danger réciproque et alors le sort décide dans une grande rencontre où toutes les forces sont engagées.

Il en est autrement si l'une des deux nations n'a point été envoutée par l'esprit de conquête. Elle se refuse alors à risquer son existence sur un coup de dé et s'organise uniquement pour la défense. Or la défense comporte l'espacement des forces sur toute l'étendue du territoire, la constitution de centres nombreux qui opposent obstacle après obstacle, qui obligent l'ennemi à disséminer ses troupes et qui tiennent leurs bataillons sans cesse en alerte.

Or, tandis que dans le premier cas le plus pressant souci est de se débarrasser du voisin dangereux, on y regarde à deux fois avant d'aller combattre une nation qui ne vous fait courir aucun danger, mais qui risque, si vous l'attaquez, d'user vos forces par une guerre dont la durée vous laisse trop longtemps exposé aux dangers qui pourraient venir d'ailleurs.

Et notez ici que, ne voulant pas faire l'étude approfondie des ressources d'une défense fédérale, nous devons négliger de les énumérer toutes, mais nous pouvons, au moins signaler encore l'avantage des fédéraux au point de vue de l'état moral des combattants. Chez l'agresseur

la confiance qui naît de la réunion en masse va s'affaiblissant avec la division en petits paquets, tandis que l'énergie se double chez ceux qui entourés de leurs parents et amis protègent leurs femmes, leurs enfants, leurs champs et leur clocher sur un territoire restreint dont ils connaissent les moindres contours.

On peut donc épiloguer sur l'étendue et l'importance de cette théorie d'équilibre que Ferrari nous présente comme une loi sociale mais il est vraiment difficile de la considérer comme une simple vue de l'esprit et, en fait, chacun a pu remarquer qu'à défaut de déserts il existe des Etats-tampons entre les Etats en prédominance guerrière, qu'ils sont fédéraux et que la tranquillité n'est jamais assurée quand ils font défaut ou lorsqu'ils ne présentent qu'un groupement insuffisamment compact.

Telle qu'elle est d'ailleurs la péninsule des Balkans possède les éléments primordiaux d'une fédération. Elle en remplit même la fonction, tellement quellement. Mais si elle est à peu près à la hauteur des risques actuels, elle ne l'est pas au regard de ceux que peut présenter l'avenir car il lui manque à la fois le lien légal et l'esprit de solidarité politique.

Que faudrait-il pour l'amener à la cohésion qui centuplerait ses forces ?

Rien de plus peut être que le danger visiblement prochain.

Supposez un instant que la Turquie subitement réveillée se mette en grande tension guerrière, ou bien que,

vers l'ouest, après des transformations qu'appelle l'État dissident des nations réunies sous le sceptre de l'Empereur d'Autriche, il s'organise un État puissamment concentré, alors, la haute utilité d'un véritable Etat-tampon étant démontrée pourrait modifier les conditions morales qui l'empêchent de se former aujourd'hui.

Et ce ne sont pas là des suppositions fantaisistes entrevues à travers les spirales d'une fumée de cigarette, tout le monde s'attend à des mouvements et à des transformations sur les territoires où nous venons de jeter les yeux et il n'est pas besoin de les préciser pour en pressentir les conséquences. Elles ne laissent point le loisir de douter que si l'une des nations enserrant la péninsule se trouvait un jour en état de l'envahir elle provoquerait tout au moins l'invasion de la Russie ; que ces puissances ne tarderaient pas à se rencontrer et que la paix du monde serait pour longtemps compromise.

Est-il donc alors si insensé de penser, qu'avant le temps de la rencontre, une portion des puissances européennes se sentirait portée à favoriser une fédération et que les petits États balkaniques, n'ayant plus à compter sur la foi des traités, seraient plus disposés à accepter une organisation nouvelle qui garantirait leur indépendance ?

En terminant ces trop longues réflexions nous ne pouvons nous dissimuler qu'elles sont peu susceptibles d'être goûtées en un moment où le plus grand nombre s'est habitué à penser que vivre au jour le jour est le parti le plus sage et cependant, bravant les sourires, il

ne nous a pas paru convenable de les passer sous silence.

Que celui qui n'a jamais connu les angoisses patriotiques nous jette la première pierre !

Mais si quelque lecteur, que n'a pas tout à fait lassé cette randonnée dans les hauteurs, veut bien écouter un dernier mot, nous lui dirons en toute humilité et simplesse : Que s'il ne lui paraît pas utile de tenir conseil sur ce qui pourra se passer après la chute de l'Empire ottoman, il doit lui sembler au moins nécessaire de prévoir et d'empêcher cette chute car elle est grosse pour la Roumanie de dangers prévus et imprévus.

Et que, s'il repousse comme tout à fait mal fondées nos espérances fédéralistes, il doit se hâter de trouver mieux.

S'il y réussit nous ne serons pas les seuls à accueillir avec transport les idées qui nous apporteraient la confiance de vivre et de mourir sur une terre libre.

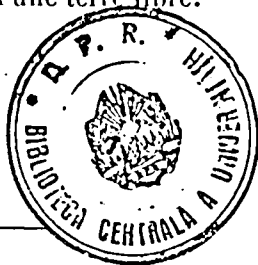
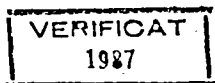


TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE.....	I
INTRODUCTION. — Origines de l'influence phanariote.....	1-27
1. Les Grecs au Phanar.....	3-10
2. Origine de l'influence grecque à Constantinople..	10-13
3. Influence grecque dans les Principautés.....	13-23
4. Considérations sur l'avènement des Phanariotes..	23-27
CHAPITRE I. — Prépondérance de la France et de l'Autriche en Orient.....	
Les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Bel- grade.....	28-56
CHAPITRE II. — Un nouvel élément dans la politique orien- tale : Rôle de la Prusse.....	60-84
Politique orientale de Frédéric II.....	
CHAPITRE III. — Déclin de l'influence française en Orient sous Louis XV ^e et Louis XVI.....	
Influence grandissante de la Russie.....	
Les traités de Kainardji et de Jassy.....	85-148
CHAPITRE IV. — Époque de la Révolution française et de l'Empire. Nouvelle influence française dans les Principautés. Le traité de Bucarest.....	149-197
CHAPITRE V. — Fin du régime phanariote. Les traités de Vienne.....	198-204
CONCLUSION.....	205-220

